



**CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR
LA MISE EN PLACE, LA GESTION ET L'ENTRETIEN D'UN
SERVICE D'AUTOMOBILES ELECTRIQUES EN LIBRE-SERVICE
ET D'UNE INFRASTRUCTURE DE RECHARGE DE VEHICULES
ELECTRIQUES**

Gnr *AL*

La convention de délégation de service public est conclue :

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le **Syndicat Mixte AUTOLIB'** , dont la création a été autorisée par l'arrêté n°2009-192-1 du Préfet de la Région d'Ile-de-France préfet de Paris, ayant son siège au 16, rue de la Banque, représentée par Madame Annick LEPETIT, Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes suivant délibération du Comité Syndical en date du 16 décembre 2010, dont copie est jointe en Annexe A8-16,

ci-après dénommé le « **Concédant** »

D'UNE PART,

ET

AUTOLIB, Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493.093.256 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 31/32 Quai de Dion BOUTON, 92800 Puteaux, représentée par Monsieur Gilles Alix, dûment habilité aux fins des présentes par pouvoirs en date des 22 et 25 février 2011,

ci-après dénommée le « **Concessionnaire** »

D'AUTRE PART,

Le Concédant et le Concessionnaire sont collectivement dénommés les « **Parties** » et chacun individuellement une « **Partie** ».

gr AL

Sommaire

Article 1 – Définitions	11
TITRE I – OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION	15
Article 2 – Objet de la Concession	15
Article 3 – Durée de la Concession	16
Article 4 – Limite et Périmètres de la Concession	16
4.1 – Limite de la Concession	16
4.2 – Périmètre de la Concession	16
4.3 – Périmètres en voirie des Stations et Espaces AUTOLIB'	17
4.4 – Périmètres hors voirie des Stations et Espaces AUTOLIB'	17
4.5 – Modification des Périmètres de la Concession	17
4.5.1 Modification de la Limite de la Concession	17
4.5.2 Modification du Périmètre de la Concession et Création de Nouveaux Périmètres en voirie et hors voirie correspondant	17
4.5.3 Création de Périmètres supplémentaires en voirie ou hors voirie	19
4.5.4 Extension de Périmètres en voirie ou hors voirie existants	19
4.5.5 Déplacement des Périmètres en voirie ou hors voirie	20
4.5.6 Fermeture des Stations et Espaces AUTOLIB'	20
4.5.7 Actes de vandalisme récurrents	21
TITRE II – DESCRIPTION DES BIENS DE LA CONCESSION	22
Article 5 – Principes généraux :	22
5.1 – Actifs corporels.	22
5.1.1 Stations et Espaces AUTOLIB'	22
5.1.1.1 Les Stations	22
5.1.1.2 Les Espaces AUTOLIB'	24
5.1.1.3 Le Centre d'Accueil AUTOLIB'	25
5.1.2 Bornes de recharge électrique Mairie de Paris	25
5.1.3. Conception et fonctionnalité	26
5.1.4 Zone d'entretien technique	26
5.2 – Actifs incorporels	27
5.2.1 Systèmes informatiques	27
5.2.1.1 Portail internet	27
5.2.1.2 Applications Smartphones	28
5.2.2 Gestion des bornes	28
5.2.3 Logiciel de rééquilibrage des parcs	29
5.2.4 Logiciel pour l'entretien et la maintenance	29
5.2.5 Logiciels pour le centre d'appel	29
5.2.6 Technologies réseaux	29
5.2.7 Autres actifs	29
5.3 : Biens Loués : BLUECAR®	29
5.3.1 : Flotte initiale	29
5.3.2 : Renouvellement de la flotte	31
Article 6 – Propriété des données	31
6.1 Principes généraux	31
6.2 Contrôle de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL)	31
6.3 Mesures de sécurité	32
TITRE III – ÉTENDUE DU SERVICE	33
Article 7 – Généralités	33
7.1 – Principes généraux d'organisation du service	34
7.1.1 Égalité	34
7.1.2 Continuité	34
7.1.3 Adaptabilité	34
Article 8 – Obligations générales des Parties	35

Gr JL

8.1 – Obligations générales du Concédant	35
8.2 – Obligations générales du Concessionnaire	35
8.3 – Activités Connexes	35
TITRE IV – MISE A DISPOSITION DES PERIMETRES EN VOIRIE ET HORS VOIRIE POUR LES STATIONS ET ESPACES AUTOLIB' - AUTORISATIONS	37
Article 9 – Mise à disposition des Périmètres	37
9.1 Périmètres en voirie	37
9.2 Périmètres hors voirie	37
Article 10 – Dispositions communes aux Périmètres en voirie et hors voirie	38
Article 11 – Autorisations	38
Article 12 – Guichet Unique	39
Article 13 – Retards non imputables au Concessionnaire	39
TITRE V – REALISATION DES TRAVAUX ET DEBUT D'EXPLOITATION	41
Article 14 – Réalisation des Travaux	41
14.1 Programme	41
14.1.1 Phase test	41
14.1.2 Phase 1 : Ouverture du service AUTOLIB' au grand public	41
14.1.3 Phase 2 : déploiement total du service	41
14.1.4 Tranches complémentaires optionnelles	42
a) Périmètre et dimensionnement de la première tranche complémentaire optionnelle	42
b) Dimensionnement de la première tranche complémentaire optionnelle	42
c) Périmètre et dimensionnement de la deuxième tranche complémentaire optionnelle	42
d) Périmètre de déploiement des tranches complémentaires optionnelles 3 à 7	42
14.2 – Modification non prévues des composants des Installations	43
14.3 – Installations et travaux supplémentaires proposées par le Concessionnaire	44
14.4 – Installations et travaux supplémentaires demandés par le Concédant hors tranches complémentaires	44
14.5 Déroulement et contrôle des Travaux	44
14.6 Achèvement des Travaux	45
14.7 Qualité des Travaux	45
14.8 Garanties et mise en œuvre des garanties	45
14.9 Indemnisation des tiers	46
14.10 Choix des entrepreneurs	46
14.11 Imprévus, troubles et désordres divers	46
TITRE VI – EXPLOITATION, ENTRETIENS, RENOUVELLEMENT	47
Article 15 – Conditions générales d'exploitation du Service	47
Article 16 – Conditions d'accès au service Autolib' et au Service de recharge	48
16.1 – Accès au Service AUTOLIB'	48
16.2 – Acceptation par l'Usager des Conditions générales d'accès et d'utilisation du Service Autolib'	48
Article 17 – Conditions d'utilisation des BLUECAR®	49
17.1 – Limitation de l'utilisation des BLUECAR®	49
17.2 – Traitement des pannes et accidents	50
Article 18 – Information des usagers	50
18.1 – Conditions générales d'accès et d'utilisation	50
18.2 – Autres informations	50
18.2.1 Dispositif d'interface	50
18.2.2 Contenu des informations	50
18.2.3 Information à bord des BLUECAR®	51
Article 19 – Sécurité	51
19.1 Obligations de sécurité à la charge du Concessionnaire	51
19.2 Mesures de Police	51

GA AL

Article 20 – Obligation générale d’entretien et de renouvellement	52
20.1 – Principes généraux	52
20.2 – Plan d’Entretien et de renouvellement	52
20.3 – Travaux et services d’entretien et de réparation	52
TITRE VII – REGIME DU PERSONNEL	53
Article 21 – Principes généraux	53
Article 22 – Schéma organisationnel	53
Article 23 – Reprise du personnel	54
TITRE VIII – QUALITE, PERFORMANCE, PENALITE, SANCTIONS COERCITIVES ET INTERESSEMENT A LA QUALITE DE SERVICE	55
Article 24 – Qualité, performance, pénalités	55
Article 25 – Objectifs de Performance et garantie de bonne exécution	55
25.1 Objectifs de performance	55
25.2 Garantie de bonne exécution	56
25.3 Délai moratoire	56
25.4 Rendez-vous	56
Article 26 – Suivi et contrôle des Objectifs de Performance	57
Article 27 – Conséquences du non respect ou du dépassement des critères de Performance	57
27.1 Non respect	57
27.2 Dépassement	57
Article 28 – Sanctions coercitives	58
TITRE IX – CONTROLE ET DROIT D’INFORMATION DU CONCEDANT	59
Article 29 – Informations comptables et financières	59
Article 30 – Bilan de fonctionnement	59
30.1 Bilan de fonctionnement six mois après la Date de Début d’Exploitation Phase 2	59
30.2 Bilan de fonctionnement à la date anniversaire de signature du contrat	60
30.3 Renseignements statistiques sur le trafic	60
TITRE X – RESPONSABILITE - ASSURANCE	61
Article 31 – Responsabilité	61
Article 32 – Assurances Responsabilité civile Concessionnaire	61
Article 33 – Assurances Responsabilité civile couvrant les Usagers et Assurance dommages aux BLUECAR®	61
TITRE XI – INSERTION DANS L’ENVIRONNEMENT	63
Article 34 – Prise en compte de l’impact environnemental	63
Article 35 – Information sur les impacts environnementaux	63
Article 36 – Recyclage des BLUECAR® et des batteries	63
TITRE XII – TARIFS	64
Article 37 – Fixation des tarifs	64
37.1 – Principes directeurs	64
37.2 Abonnements	64
37.3 – Évolution des tarifs	64
37.4 – Nouvelles sujétions tarifaires imposées par le Concedant	65
37.5- Nouveaux tarifs proposés par le Concessionnaire	65
Article 38 – Publicité et communication des tarifs	65

GR AL

TITRE XIII – REGIME FINANCIER	66
Article 39 – Équilibre économique de la Concession	66
Article 40 – Ressources de la Concession	66
Article 41 – Plan d’Affaires	67
41.1 – Plan d’Affaires Conventionnel	67
41.2 – Tableau de Bord et Plan d’Affaires Actualisé	67
Article 42 – Subventions versées par le Concédant	68
42.1 – Subvention d’investissement	68
42.2 – Subvention pour la réalisation de Stations ou Espaces AUTOLIB' sur le territoire des collectivités ayant adhéré au Syndicat Mixte postérieurement à l'achèvement de la Phase 2	69
42.3 – Modalités de paiement des subventions	69
Article 43 – Redevance dues au Concédant	69
43.1 Redevance d’occupation des Périmètres en voirie	69
43.2 – Redevance d’exploitation	70
43.3 – Redevance pour frais de contrôle	70
Article 44 – Retard de paiement des redevances dues au Concédant	70
Article 45 – Indexation des Redevances dues au Concédant	71
45.1 Redevance d’occupation	71
45.2 Redevance pour frais de contrôle	71
Article 46 – Indemnisation de l’exploitant des Périmètres hors voirie	71
Article 47 – Amortissements et provisions	72
Article 48 – Impôts et taxes	72
TITRE XIV – REGIME GENERAL DES BIENS DE LA CONCESSION	73
Article 49 – Obligations générales	73
49.1 - Biens de Retour	73
49.2 – Biens de Reprise	73
49.3 – Biens Propres	73
Article 50 – Remise des Biens au terme de la Concession	73
50.1 – Biens de Retour	73
50.2 – Biens de Reprise	73
50.3 – Biens Propres	74
TITRE XV – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE	75
Article 51 – Dispositions générales relatives à la propriété intellectuelle et industrielle	75
Article 52 – La marque Autolib’	75
52.1 Principes généraux	75
52.2 Revendication	76
52.3 Indemnisation	76
52.4 Définition du nouveau nom et d’un nouveau logo	76
Article 53 – Logo, charte graphique AUTOLIB’ et système d’information	76
Article 53.1 - Principes généraux	76
ARTICLE 53.2 – SYSTEME D’INFORMATION	77
IL EST RAPPELE QUE LE DROIT D’AUTEUR SUR LE SYSTEME D’INFORMATION APPARTIENT AU GROUPE BOLLORE.	77
TITRE XVI – CARACTERE PERSONNEL DE LA CONCESSION, PARTICIPATION DES TIERS	78
Article 54 – Caractère personnel de la Concession	78
54.1 Principe	78

54.2 Changement de contrôle	78
Article 55 - Participation des tiers	78
55.1 Sous traités de Concession	78
55.2 Sous-traitance	79
55.3 Responsabilités du Concessionnaire	79
TITRE XVII – FORCE MAJEURE ET AUTRES CIRCONSTANCES IMPREVUES	80
Article 56 – Force Majeure	80
Article 57 - Aléas de commercialisation du Service AUTOLIB'	81
Article 58 - Circonstances imprévues extérieures à la volonté du concessionnaire et circonstances assimilées	81
TITRE XVIII – FIN DE LA CONCESSION	83
Article 59 – Reprise des engagements juridiques du Concessionnaire	83
Article 60 – Résiliation anticipée	83
Article 61 – Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général	84
Article 62 – Rachat de la Concession	84
Article 63 – Résiliation pour absence d'intérêt économique	85
63.1 Principe	85
63.2 Application du principe	85
63.2.1 Définition du défaut d'intérêt économique	85
63.2.2 Notification d'un défaut d'intérêt économique	85
63.2.3 Remboursement des compensations	85
63.2.4 Réévaluation de la compensation	85
63.2.5 Désaccord des Parties sur l'absence d'intérêt économique de la Concession	86
63.3 Conséquences du non versement de la compensation	86
Article 64 – Résiliation pour cas de force majeure	86
Article 65 – Déchéance	86
Article 66 – Manquements graves du Concédant	87
Article 68 – Dissolution, liquidation judiciaire	88
TITRE XIX – PARTENARIAT, PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS	89
Article 69 – Comité de Suivi	89
Article 70 – Comité de Conciliation	90
70.1 Constitution du Comité de Conciliation	90
70.2 – Procédure	90
Article 71 – Attribution de juridiction	91
TITRE XX – DISPOSITIONS DIVERSES	92
Article 72 – Entrée en vigueur de la Concession	92
Article 73 – Divisibilité des clauses	92
Article 74 – Annexes	92
Article 75 - Correspondance	92
Article 76 - Élection de domicile	92
Article 77 – Frais de publication	93
LISTE DES ANNEXES	94

Gor M

- **Annexe A8-1** : Délimitation de la « Limite de la concession » et du « Périmètre de la Concession »
- **Annexe A8-2** : Délimitation des « Périmètres en voirie »
- **Annexe A8-3** : Identification des « Périmètres hors voirie »
- **Annexe A8-4** : Plan d'Affaires conventionnel
- **Annexe A8-5** : Description des Espaces et Stations AUTOLIB'
- **Annexe A8-6** : Objectifs de performance
- **Annexe A8-7** : Emplacement Bornes de recharge électrique Mairie de Paris
- **Annexe A8-8** : Processus à suivre pour l'obtention des Autorisations, liste des Autorisations et délais d'obtention, conséquence des retards dans l'obtention, statut et modalités de fonctionnement du Guichet Unique
- **Annexe A8-9** : Dossier type de travaux
- **Annexe A8-10** : Programme prévisionnel de réalisation des Stations et Espaces
- **Annexe A8-11** : Liste et description des Installations et leurs coûts estimés
- **Annexe A8-12** : Structure de la comptabilité de la Concession
- **Annexe A8-13** : Indice applicable à la clause d'indexation des tarifs
- **Annexe A8-14** : Montant de l'indemnisation pour l'occupation de Périmètre hors voirie
- **Annexe A8-15** : Liste des Biens de retour
- **Annexe A8-16** : PV Autorisation représentant Syndicat Mixte à signer Concession
- **Annexe A8-17** : Pénalité de retard paiement subvention par Concessionnaire
- **Annexe A8-18** : Principes généraux guidant l'établissement des conditions générales d'accès Autolib'
- **Annexe A8-19** : Principes et modalités de mise en œuvre de la Garantie de bonne exécution
- **Annexe A8-20**: Grille de tarification
- **Annexe A8-21**: Indicateurs de dégradation de la situation financière du concessionnaire
- **Annexe A8-22** : Assurances



- **Annexe A8-23** : Conditions d'emploi des salariés du Concessionnaire
- **Annexe A8-24** : Protocole fixant les conditions d'implantation des stations et espaces Autolib' dans les Périmètres Hors voirie
- **Annexe A8-25** : Bordereaux de Prix liés à l'installation des bornes de charge "recharge électrique"

1

GA AL

PREAMBULE

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

Le Projet de création du service public AUTOLIB' a été initié par la ville de Paris en juillet 2008.

Ce service dont le fonctionnement et le concept sont nouveaux à cette échelle tant en France qu'à l'étranger a pour objectif d'offrir aux usagers la possibilité de louer des véhicules électriques afin d'effectuer des déplacements courts et occasionnels, sans imposer le retour du véhicule à son point de départ. Le service public AUTOLIB' se distingue à la fois du covoiturage, qui permet à plusieurs personnes de mutualiser tout ou partie d'un trajet en voiture, et de l'auto-partage, qui impose de réserver le véhicule à l'avance et de le ramener au point de départ.

En s'inscrivant dans la continuité de l'utilisation des modes de transports alternatifs à la possession d'un véhicule individuel que sont les transports collectifs, les modes doux, les taxis ou encore le dispositif Vélib' pour les communes concernées, le service AUTOLIB' a pour objet de contribuer à compléter le bouquet de transports, d'encourager l'utilisation de modes de transport peu polluants et d'améliorer la mobilité des franciliens.

L'offre s'adresse principalement, d'une part, aux usagers qui peuvent trouver avec AUTOLIB' l'occasion de renoncer à la possession d'un véhicule personnel, et, d'autre part, aux usagers non motorisés pour leur permettre d'accéder lorsqu'ils en ont besoin à un véhicule sans avoir à en posséder un.

Préalablement au lancement du projet AUTOLIB', la Ville de Paris et le Syndicat Mixte ont réalisé un ensemble d'études afin d'analyser l'intérêt des usagers potentiels pour le système et de calibrer le service au mieux de leurs attentes.

Les études réalisées sur la base desquelles le Concessionnaire a établi une offre ont conclu à l'intérêt de ce service et à sa faisabilité économique sous certaines conditions.

Les principaux avantages socio-économiques et environnementaux attendus du service AUTOLIB' sont une meilleure utilisation de l'espace urbain, une meilleure organisation et qualité de la vie des ménages, une réduction des nuisances sonores et des émissions de gaz polluants de proximité et de gaz à effet de serre, la diminution du parc automobile privé de 22.500 véhicules, la libération de 18.000 places de stationnement, la réduction des émissions de CO2 de 22.000 tonnes par an, la création d'emploi dans la région Ile-de-France tout en élargissant l'offre des services à la mobilité.

Sur le fondement de ces études, le Concédant a ainsi conçu un nouveau service public qu'il souhaite développer en partenariat avec le secteur privé dans le cadre d'une délégation de service public et qui sera mis en œuvre après la Phase de test.

Le Concessionnaire, dont figurent au capital des sociétés appartenant au groupe Bolloré qui a de son côté développé et conçu des véhicules électriques pleinement adaptés au service public AUTOLIB' et qui possède par ailleurs un ensemble de compétences indispensables au bon déploiement de ce nouveau service public, notamment en matière de bornes interactives, de

GM AL

communication et de promotion du service, s'est déclaré, intéressé pour investir et exploiter ce service dans le respect des contraintes particulières inhérentes aux délégations de service public.

Les Parties après avoir échangé, dans le cadre de la procédure de passation de la délégation de service public, sur les conditions de déploiement de ce service nouveau, sont convenues de mettre en place un partenariat renforcé, fondé sur une réelle transparence et sur la recherche d'un équilibre économique pour le service, lui-même formalisé dans un Plan d'Affaire Conventionnel, et visant à assurer, dans les meilleures conditions, le développement et la pérennité du service public AUTOLIB'.

Ce sont sur ces bases, et au terme de la procédure de passation précitée, que les Parties ont conclu la présente Concession selon les termes et conditions fixées ci-dessous et que le représentant du Concédant a été autorisé à la signer par délibération du 16 décembre 2010 dont copie est jointe en Annexe A8-16.

CECI EXPOSE IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Définitions

Les termes ci-après débutant par une majuscule auront, dans la Convention, les significations suivantes, les termes au singulier ayant la même signification au pluriel et réciproquement :

« **Annexe** » : désigne toute annexe à la présente Concession. Les annexes font partie intégrante de la présente Concession. Toutefois, en cas de contradiction entre les annexes et les stipulations figurant dans le corps de la présente Concession, ces dernières prévalent.

« **Autorisation** » : signifie tout acte administratif, tels que permis, licences, enregistrement administratif, délibération d'assemblée ou décision d'un organe exécutif, etc. requis pour que le Concessionnaire ou ses sous-traitants puisse programmer et réaliser les travaux et aménagements nécessaires au service, ainsi que pour l'exploitation du service lui-même.

« **Biens Propres** » : désigne les biens meubles acquis, loués ou réalisés par le Concessionnaire, et dont il possède la jouissance, et qu'il affecte à l'exploitation de la Concession mais qui ne sont pas indispensables pour l'exploitation du service public.

« **Biens de Reprise** » : désigne les biens acquis ou réalisés par le Concessionnaire, qui, tout en étant utiles à l'exploitation de la Concession n'en sont pas un élément indispensable. Ils ne reviennent au Concédant à l'expiration normale ou anticipée de la Concession que si le Concédant a usé de son droit de reprise, dans les conditions prévues par la présente Concession.

« **Biens de Retour** » : désigne tous les biens immeubles, par nature, par détermination de la loi ou par destination, et les biens meubles (à l'exception des BLUECAR®), quelle que soit leur valeur, directement nécessaires au Service Public AUTOLIB' et dont la pleine propriété revient automatiquement au Concédant à l'expiration normale ou anticipée de la Concession.

« **Comptes de la Concession** » signifie la comptabilité que le Concessionnaire doit tenir pour refléter exclusivement l'ensemble des éléments nécessaires à l'investissement et à la bonne



exploitation du service public AUTOLIB'. Les comptes doivent être présentés selon le modèle schématique général figurant en Annexe A8-12 et selon les dispositions particulières figurant à l'article R.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

« **Concessionnaire** » : désigne la société créée par un consortium de sociétés appartenant au Groupe Bolloré et qui est partie à la présente convention de Concession en charge du Service Public AUTOLIB'.

« **Concédant** » : désigne le Syndicat mixte AUTOLIB' créé et autorisé par arrêté préfectoral n°2009-192-1 en date du 9 juillet 2009 et qui est partie à la présente Concession.

« **Concession** » : désigne la présente convention de concession de service public et ses Annexes.

« **Date de Début d'Exploitation** » : désigne pour chaque phase prévue aux présentes la date à laquelle les Stations ou Espaces AUTOLIB' prévus pour cette phase et les fonctions clefs du service sont opérationnelles.

« **Espace Autolib'** » ou « **Espace** » : signifie l'Espace défini à l'article 5.1.1.2 ;

"**Fonctions clés du service**": désigne ensemble les fonctions du service décrites ci-dessous :

- a) Les fonctions d'abonnement, de gestion du compte de l'Usager et de la facturation des services,
- b) Les fonctions de location-réservation de BLUECAR® et de places de stationnement ;
- c) Les fonctions de restitution des BLUECAR® ;
- d) Les fonctions de charge de BLUECAR® véhicules électriques non-BLUECAR® ou deux roues électriques ;
- e) Les fonctions d'assistance du centre d'appel ;
- f) Les fonctions embarquées : gestion autonomie et guidage vers la station d'arrivée

« **Grand Équilibre** » : désigne l'équilibre économique de la Concession dont les éléments le composant et désignés comme tels sont spécifiés à l'Annexe A8-12.

« **Guichet unique** » : désigne l'organisation mise en place par le Concédant pour faciliter la délivrance de toutes approbations et autorisations administratives de toutes natures nécessaires à la réalisation par le Concessionnaire des Installations.

« **Installations** » : désigne l'ensemble des travaux et équipements réalisés par le Concessionnaire en voirie et hors voirie pour l'exploitation du Service Public AUTOLIB'.

« **Objectifs de Performance** » : désigne les objectifs spécifiés à l'Annexe A8-6 que le Concessionnaire doit atteindre et maintenir dans le cadre de l'exploitation du Service AUTOLIB'.

« **Limite de la concession** » : signifie la limite géographique au sein de laquelle les collectivités territoriales et leur groupement peuvent adhérer au Service Public AUTOLIB'. Cette limite est identifiée en Annexe A8-1.



« **Notification** » : désigne la date à laquelle la Concession est officiellement notifiée au Concessionnaire après signature de la Concession par les représentants des Parties dûment habilités, après avoir respecté l'ensemble des procédures prévues par la réglementation en vigueur et par leurs statuts. Cette Notification représente l'entrée en vigueur de la présente Concession. Elle marque le début des obligations du Concessionnaire souscrites dans le cadre de la présente Concession. Elle est le point de départ des différents délais que le Concessionnaire s'est engagé à respecter dans les conditions figurant dans la Concession.

« **Périmètre de la concession** » : signifie le périmètre situé au sein de la Limite de la Concession qui regroupe toutes les communes adhérentes au Syndicat Mixte AUTOLIB' à la date de Notification du contrat et au sein duquel le Concessionnaire est tenu de déployer le Service Public AUTOLIB'. Ce périmètre qui a vocation à être étendu à toutes les Collectivités situées au sein de la « Limite de la Concession » est délimité en Annexe A8-1. Au sein de ce périmètre, le Concédant octroie au Concessionnaire l'exploitation exclusive du Service Public AUTOLIB'.

« **Périmètres en voirie** » : désigne les espaces délimités en voirie nécessaires à l'installation et au bon fonctionnement des Stations et Espaces AUTOLIB'.

« **Périmètres hors voirie** » : désigne les espaces délimités hors voirie nécessaires à l'installation et au bon fonctionnement des Stations et Espaces AUTOLIB'.

« **Périmètre d'utilisation des Véhicules** » : signifie la limite géographique dans laquelle les BLUECAR® sont autorisés à circuler et qui correspond à la superficie administrative de la Région Ile-de-France.

« **Phase test** » : désigne la période comprise entre le 212^{ème} jour suivant la date de Notification et la veille de la Date d'ouverture du Service.

« **Début de la Phase 1** » ou « *Date d'ouverture du Service* » : désigne le 272^{ème} jour suivant la date de Notification.

« **Début de la Phase 2** » : désigne le 455^{ème} jour suivant la date de Notification sous réserve des dispositions de l'article 13.

« **Plan d'Entretien** » : signifie le plan de maintenance et d'entretien des Installations et des Véhicules visé à l'Article 20.2 des présentes.

« **Plan d'Affaires Conventionnel** » : signifie le plan d'Affaires figurant en Annexe A8-4.

« **Plan d'Affaires Actualisé** » : désigne à tout moment auquel il est convenu de s'y référer dans le cadre de la présente Concession la mise à jour du Plan d'Affaires Conventionnel. Cette mise à jour est réalisée en utilisant la même présentation et organisation comptable que ce dernier. L'actualisation consiste tout d'abord à remplacer partout où cela est connu à la date de l'actualisation le « réalisé » par rapport à « l'estimé » puis à réaliser un « ré-estimé » des prévisions du Service Public Autolib' pour la période restant à courir entre la date de chaque actualisation et la fin de la Concession.

« **Protocole Technique** » : désigne le protocole figurant à l'Annexe A8-24 fixant les conditions d'implantation des Stations et Espaces AUTOLIB' dans les Périmètres hors-voirie.

Go AL

« **Service AUTOLIB'** » : désigne le service consistant à mettre à disposition des Usagers des BLUECAR[®], 24h/24, 7j/7, dans les conditions et selon les modalités prévues par la présente Concession.

« **Service Recharge** » : désigne le service permettant la recharge de véhicules électriques autres que AUTOLIB', dans les conditions prévues par la présente Concession.

« **Service Public AUTOLIB'** » : désigne le service public comprenant le financement sous réserve du versement des subventions allouées par le Concédant, la réalisation, la mise en place, la gestion, l'exploitation et l'entretien des installations, équipements, biens matériels et immatériels nécessaires à l'exploitation du Service AUTOLIB' et au service recharge.

« **Station** » ou « **Station Autolib'** » : signifie la Station définie à l'article 5.1.1.1 ;

« **Trace Directe** » : désigne la possibilité de restitution d'une BLUECAR[®] dans une Station ou Espace Autolib' différente de la Station ou Espace Autolib' où elle a été initialement louée.

« **Usager** » : désigne toute personne abonnée au Service Public AUTOLIB'.

« **BLUECAR[®]** » : désigne les automobiles électriques possédant un certains nombre de caractéristiques minimum en matière technique, de disponibilité et de fiabilité, précisées dans la Concession, que le Concessionnaire s'est engagé à utiliser et à mettre à disposition des Usagers pour les besoins du Service AUTOLIB'.

OK AL

TITRE I – OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION

Article 2 – Objet de la Concession

Le Concédant concède à titre exclusif au Concessionnaire, qui l'accepte, la réalisation le financement et l'exploitation du Service Public AUTOLIB'.

Le service comporte principalement dans les conditions prévues à la présente Concession :

- La mise à disposition des Usagers de véhicules fiables, innovants, optimisés et utilisant l'énergie électrique pour leur propulsion (BLUECAR[®])
- La réalisation et la mise en service des Installations en voirie et hors voirie pour permettre aux Usagers du service de louer en Trace Directe et en libre service 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 les BLUECAR[®]
- La réalisation de bornes de chargement localisées au sein des Périmètres en voirie pour le rechargement de véhicules électriques autres que les BLUECAR[®]
- La conception d'un système de communication et la gestion complète et intégrée du service AUTOLIB'
- L'entretien, la maintenance et le renouvellement des éléments constitutifs du dispositif AUTOLIB', ainsi que des bornes de chargement localisées au sein des Périmètres en voirie pour les véhicules électriques autres que les BLUECAR[®]
- L'exploitation du Service AUTOLIB'
- L'exploitation du Service Recharge
- La gestion des relations Usagers
- L'exploitation de la marque AUTOLIB'

L'objectif est d'atteindre, sur le périmètre de la Concession tel que délimité à la date de Notification du contrat, un déploiement d'environ TROIS MILLE (3000) Véhicules répartis dans environ MILLE CENT (1100) Espaces et Stations AUTOLIB'.

Les Parties ont identifiés en Annexe A8-2 des Périmètres en voirie sur lesquels seront implantés des Stations et Espaces. Le Concédant déploiera ses meilleurs efforts afin que les Autorisations requises soient octroyées au Concessionnaire pour l'implantation des Installations sur les Périmètres en voirie désignés à l'Annexe A8-2. Elles sont convenues que ces Stations et Espaces soient localisées dans des endroits les plus visibles possibles. Dans l'hypothèse où certaines autorisations ne pourraient être obtenues pour des raisons techniques ou administratives, les parties rechercheront d'un commun accord le meilleur emplacement possible de substitution.

Les modalités de déploiement du service seront précisées et adaptées en tant que de besoin à l'issue de la Phase de Test et avant le début de la Phase 1, sur demande du Concessionnaire et après accord du Concédant, afin de satisfaire au mieux les besoins d'organisation du Service Autolib' ou des déplacements des Usagers en complément des autres moyens de transport et, en particulier, afin de contribuer à une meilleure fluidité du trafic et une diminution de l'impact environnemental laissé par les véhicules traditionnels.

L'objectif final est de poursuivre une adaptation constante du service notamment en le

GR AL

développant, dans les conditions prévues par la présente Concession, par extension et tranches complémentaires, au fur et à mesure de l'évolution des besoins des Usagers et de l'adhésion de nouvelles collectivités au Syndicat Mixte AUTOLIB'.

Article 3 – Durée de la Concession

La durée de la Concession est fixée à CENT QUARANTE QUATRE (144) mois à compter de la Notification.

Le Concessionnaire s'engage à permettre au Concédant, s'il le souhaite, de ramener la durée de la Concession à CENT VINGT (120) mois à compter de la Notification pour autant que le Plan d'Affaires Actualisé démontre, à la date de la levée de l'option de réduction de la durée de la Concession par le Concédant, que à l'issue de la troisième année de la Concession le Grand Équilibre défini en Annexe A8-12, assorti d'un bénéfice raisonnable apprécié au regard du Plan d'Affaire Conventionnel pourra être atteint avant l'expiration d'une période de 120 mois à compter de la Notification, en tenant compte d'une réactualisation des modalités d'amortissement des biens compatible avec la nouvelle durée restant à courir du contrat.

Toutes les clauses du contrat, et notamment celles relatives à son équilibre économique s'apprécient alors sur la nouvelle durée du contrat.

Cette option de réduction de la durée de la Concession dument notifiée au Concessionnaire par le Concédant ne pourra être exercée par ce dernier que durant la quatrième année de la Concession. A l'issue de cette période, si cette option n'est pas exercée, elle deviendra caduque automatiquement de plein droit.

Article 4 – Limite et Périmètres de la Concession

4.1 – Limite de la Concession

Seules les collectivités dont le territoire est inclus dans la Limite de la Concession figurant en Annexe A8-1 peuvent, aux termes des statuts du Syndicat Mixte AUTOLIB', adhérer à celui-ci et, en conséquence, bénéficier de la mise en place du Service Public AUTOLIB' au titre de la présente Concession.

Toutefois, en cas de modification des statuts du Syndicat Mixte AUTOLIB' conduisant à l'élargissement de cette Limite, la présente Concession pourra être modifiée d'un commun accord par voie d'avenant afin de faire bénéficier les nouvelles collectivités membres du Syndicat Mixte du même service, à condition que cette modification ne contrevienne pas aux règles et principes applicables aux conventions de délégation de service public.

4.2 - Périmètre de la Concession

A la date de Notification, les obligations du Concessionnaire d'installer des Stations ou Espaces AUTOLIB' ne portent que sur le Périmètre de la Concession dont les limites géographiques figurent en Annexe A8-1.

Le Périmètre évolue au fur et à mesure de l'adhésion ou du retrait de communes ou de groupements de communes au Syndicat Mixte AUTOLIB'.

op AL

A l'intérieur de ce périmètre, le Concédant octroie au Concessionnaire l'exclusivité du Service Public AUTOLIB' ainsi que le droit de développer des services connexes dans les conditions figurant à l'article 7 ci-après.

Le Concessionnaire reste libre d'installer, sous sa responsabilité et à ses frais, des Stations et Espaces à l'intérieur et à l'extérieur de ce périmètre, pour des personnes autres que les collectivités membres du Syndicat Mixte, dans le cadre de partenariats commerciaux permettant un prolongement du service, sans que d'éventuelles pertes liées à ces extensions ne puissent être mises à la charge des Usagers du Service Public AUTOLIB'.

4.3 – Périmètres en voirie des Stations et Espaces AUTOLIB'

Au sein du Périmètre de la Concession, le Concédant s'engage à mettre à disposition du Concessionnaire les Périmètres en voirie nécessaires à l'installation, au bon fonctionnement et à une exploitation exclusive des Stations et Espaces AUTOLIB', sous réserve de l'obtention des Autorisations par le Concessionnaire.

Les conditions de mise à disposition de ces périmètres figurent à l'article 9 ci-après.

4.4 – Périmètres hors voirie des Stations et Espaces AUTOLIB'

Au sein du Périmètre de la Concession, le Concédant a identifié des Périmètres hors voirie au sein desquels le Concessionnaire pourra installer des Stations ou Espaces AUTOLIB'.

A la demande du Concessionnaire, le Concédant s'engage à faire ses meilleurs efforts pour se rapprocher de l'exploitant de ces emplacements afin qu'il permette l'usage exclusif par le Concessionnaire des Périmètres hors voirie choisi par ce dernier, lesquels Périmètres doivent être situés dans des espaces faciles d'accès et aisément identifiables au plus proche de l'entrée des emplacements où ils sont situés et dont le montant du loyer est acceptable par le Concessionnaire.

Les Périmètres hors voirie correspondants sont identifiés en Annexe A8-3.

A défaut d'accord de l'exploitant des Périmètres hors voirie sur les conditions exposées ci-dessus, il est convenu que les Stations ou Espaces AUTOLIB' correspondants pourront être exclus des Périmètres hors voirie tels que décrits en Annexe A8-3. Une solution de substitution sera alors recherchée à proximité et entérinée d'un commun accord entre les parties.

4.5 - Modification des Périmètres de la Concession

4.5.1 Modification de la Limite de la Concession

La limite de la Concession ne pourra être modifiée que par voie d'avenant.

4.5.2 Modification du Périmètre de la Concession et Création de Nouveaux Périmètres en voirie et hors voirie correspondant

4.5.2.1 Extension du Périmètre de la Concession

Le Périmètre de la Concession sera progressivement étendu dans le cadre de la mise en œuvre des tranches complémentaires optionnelles prévues à l'article 14.1.4 des présentes aux collectivités situées au sein de la Limite de la Concession, après leur adhésion au Syndicat Mixte AUTOLIB', dès lors que le Concédant aura notifié au Concessionnaire l'identité du nouvel adhérent, le nombre de Stations à implanter sur le territoire de celui-ci, leur localisation et le nombre de places par station retenues.

Le ou les nouveaux adhérents délimiteront conjointement avec le Concédant, sous réserve des dispositions de l'article 14.1.4, le Concessionnaire entendu, les Périmètres en voirie et hors voirie au sein desquels le Concessionnaire s'engage à installer des Stations ou Espaces AUTOLIB' sous les réserves des dispositions des articles 4.3, 4.4 et de l'Annexe A8-8.

Le nombre et la localisation de ces nouveaux périmètres seront délimités de façon telle que les perspectives fonctionnelles et économiques du service soient aussi proches que possibles de celles sur lesquelles le Concessionnaire a basé son Plan d'Affaire Conventionnel.

Le Concessionnaire proposera alors pour l'extension un Plan d'Affaires Actualisé qui sera conçu et présenté selon le format du Plan d'Affaires Conventionnel et dans les conditions plus amplement définies à l'article 41.2 ci-après et en tenant compte de la possibilité d'octroi d'une subvention dans les conditions prévues à l'article 42.

Si le Plan d'Affaires Actualisé révèle que la programmation du service au sein du Périmètre étendu en voirie ou hors voirie ne permet pas d'atteindre un niveau d'équilibre et de bénéfice similaire à ceux prévus dans le Plan d'Affaire Conventionnel (en tenant compte, le cas échéant, des synergies nouvelles et des économies d'échelle), le Concessionnaire réalisera néanmoins les investissements et créera les Stations ou Espaces AUTOLIB' correspondants sans demande de compensation financière autre que les subventions prévues à l'Article 42.

Toutefois, si une rupture du Grand Équilibre imputable à cette extension est observée, après un délai minimum de SIX (6) mois à compter de la mise en service de l'extension considérée, dans le Plan d'Affaire Actualisé, le Concédant prendra toute mesure appropriée pour rétablir le Grand Équilibre dans un délai de TROIS (3) mois à compter de sa notification par le Concessionnaire au Concédant.

Le calendrier de déploiement devra être fixé d'accord entre les Parties, en prenant en compte les délais raisonnables d'obtention des autorisations administratives nécessaires, de réalisation des travaux et de mise à disposition de nouveaux BLUECAR®. Le délai de réalisation des travaux à compter de l'obtention des autorisations administratives ne pourra, en tout état de cause, être supérieur à TROIS (3) mois.

4.5.2.2 Réduction du Périmètre de la Concession

Le Périmètre de la Concession est susceptible de réduction en cas de retrait de membres du Syndicat Mixte AUTOLIB'. En cas de retrait d'un membre entraînant une rupture du Grand Équilibre, le Concédant prendra toute mesure appropriée pour rétablir le Grand Équilibre et les dispositions des points i) et ii) de l'article 58 paragraphe 2 et suivants s'appliqueront.

SM AL

Dans ce cas, le coût de réhabilitation des Périmètres en voirie ou hors voirie sera pris en charge par le Concédant et le Concessionnaire pourra reprendre possession des Installations et les réaffecter à d'autres stations.

Dans tous les cas, la subvention d'investissement allouée, le cas échéant, au Concessionnaire ne pourra être réclamée par le Concédant au motif de la réduction du Périmètre.

4.5.3 Création de Périmètres supplémentaires en voirie ou hors voirie

La réalisation d'autres Périmètres en voirie ou hors voirie au sein du Périmètre de la Concession et que le Concessionnaire estime nécessaire au bon déploiement ou à l'optimisation du service pourra être demandée à tout moment par celui-ci.

Si le Concessionnaire entend bénéficier d'une subvention d'investissement pour ces nouveaux périmètres, il devra le justifier en établissant un Plan d'Affaire Actualisé démontrant le bien fondé de sa demande. Le Concédant sera alors libre de décider ou de refuser la réalisation de ces Périmètres en voirie ou hors voirie.

Si le Concessionnaire ne demande pas de subvention, le Concédant s'engage, à appuyer et à faire ses meilleurs efforts afin que soient satisfaites les demandes du Concessionnaire auprès des collectivités concernées pour mettre à sa disposition les Périmètres en voirie demandés dans les mêmes conditions que les Périmètres existants et, le cas échéant, à faciliter la conclusion des accords avec l'exploitant d'emplacements pour les Périmètres hors voirie.

Il est précisé que dans le cas de Périmètres en voirie le Concessionnaire devra alors dans tous les cas verser au Concédant pour toute nouvelle place Autolib', une redevance d'occupation identique à celle exigible pour les autres places Autolib' de même nature déterminée conformément aux dispositions de la présente Concession.

Dans le cas de Périmètres hors voirie et à la demande du Concessionnaire, le Concédant s'engage à faire ses meilleurs efforts pour se rapprocher de l'exploitant de Périmètre hors voirie afin qu'il permette l'usage exclusif par le Concessionnaire des Périmètres hors voirie choisi par ce dernier, lesquels Périmètres doivent être situés dans des espaces faciles d'accès et aisément identifiables au plus proche de l'entrée de ces Périmètres hors voirie et dont le montant du loyer est acceptable par le Concessionnaire.

A défaut d'accord de l'exploitant de Périmètre hors voirie sur les conditions exposées ci-dessus, il est convenu que les Stations ou Espaces AUTOLIB' correspondants ne seront pas retenus par les Parties. Une solution de substitution sera alors recherchée à proximité et entérinée d'un commun accord entre les parties.

Les demandes de créations de périmètre à l'initiative du Concédant sont intégrées dans les tranches complémentaires prévues à l'article 14.1.4.

4.5.4 Extension de Périmètres en voirie ou hors voirie existants

Dans le cas où le Concessionnaire estimerait nécessaire pour le bon déploiement ou l'optimisation du service d'étendre le Périmètre en voirie ou hors voirie des Stations ou Espaces Autolib existants, il pourra le demander à tout moment au Concédant. Sous réserve

d'impératifs de sécurité et d'ordre public, le Concédant s'engage à appuyer les demandes d'extension auprès des collectivités concernées.

Il est précisé que dans le cas de Périmètres en voirie le Concessionnaire devra alors dans tous les cas verser au Concédant pour toute nouvelle place Autolib', une redevance d'occupation identique à celle exigible pour les autres places Autolib' de même nature déterminée conformément aux dispositions de la présente Concession.

Dans le cas de Périmètres hors voirie, le Concessionnaire pourra décider de ne pas poursuivre les extensions de Périmètres s'il estime que le montant de la redevance demandé est supérieur au montant de la redevance d'occupation pour des emplacements identiques dans le Périmètre hors voirie considéré.

4.5.5 Déplacement des Périmètres en voirie ou hors voirie

Le déplacement d'un Périmètre en voirie ou hors voirie par rapport à un Périmètre existant pourra être demandé par le Concessionnaire pour des raisons motivées, notamment liées à une difficulté d'ordre technique ou administratif soulevée lors de l'instruction de l'autorisation du projet d'implantation de la station ou de la mise à disposition des emplacements, empêchant la réalisation des Périmètres.

Dans ce cas, un nouveau Périmètre situé à proximité immédiate de celui originellement prévu sera identifié par le Concessionnaire et, après accord du Concédant, sera mis à disposition du Concessionnaire selon les mêmes conditions que celles applicables aux autres Périmètres.

Les déplacements de Périmètre en voirie demandés par le Concédant et rendus nécessaires par des impératifs d'intérêt général et dans l'intérêt de la voirie sont effectuées par le Concessionnaire à ses frais dans les limites posées à l'article 58 paragraphe 2.

Le Concessionnaire est tenu de permettre aux autres concessionnaires de voirie qui occupent notamment le sous-sol situé sous un Périmètre AUTOLIB' d'effectuer les travaux nécessaires à l'amélioration, le remplacement ou la réparation de leurs ouvrages. Les conditions d'intervention qui seront fixées par le Concessionnaire en accord avec le Concédant auront pour effet de minimiser les effets sur l'exploitation de la Station ou de l'Espace AUTOLIB'. Hormis le non respect des conditions d'intervention précitées, la neutralisation temporaire d'une station pour la durée de ces travaux ne peut donner lieu à indemnisation du Concessionnaire, dans les limites fixées à l'article 58.

4.5.6 Fermeture des Stations et Espaces AUTOLIB'

Chaque trimestre, dans le cadre du Comité de Suivi prévu à l'article 69, les Parties conviennent de dresser une liste des Stations et Espaces dont le niveau de fréquentation révèle un manque d'intérêt économique flagrant. Les Parties étudieront alors les possibilités de revitalisation commerciale de la Station ou de l'Espace. En cas d'échec, après un délai de 6 mois à compter de l'envoi de la liste au Comité de Suivi, le déplacement ou la suppression de la Station ou de l'Espace sera organisé d'un commun accord, étant entendu que les frais de déplacement ou de suppression ainsi que les frais de remise en état initial du Périmètre sont à la charge du Concessionnaire.

GM AL

Nonobstant ce qui précède et dans l'intérêt de la continuité du service public, le Concédant dispose du droit de demander au Concessionnaire la poursuite de l'exploitation de cette Station ou de cet Espace AUTOLIB'. Dans ce cas, si une rupture du Grand Equilibre imputable au maintien de cet Espace ou Station survenait, le Concédant prendrait toute mesure appropriée pour rétablir le Grand Equilibre.

4.5.7 Actes de vandalisme récurrents

Dans le cas où des actes de vandalisme répétés sur une Station ou un Espace AUTOLIB' ou des BLUECAR® présentes sur ces emplacements seraient constatés par le Concessionnaire, ce dernier le notifie au Concédant. Les deux Parties feront alors leurs meilleurs efforts pour minimiser l'impact du vandalisme en prenant toutes mesures utiles pour ce faire et en invitant la Collectivité adhérente sur le territoire de laquelle est implantée la Station ou l'Espace AUTOLIB' à prendre également les mesures qui s'imposent.

Si toutefois, malgré les mesures prises, il apparaît, au terme d'un délai de six mois suivant leur mise en œuvre, ou en l'absence de mesures prises, que le niveau de vandalisme demeure trop élevé pour permettre l'exploitation du service dans des conditions acceptables, les Parties se rencontrent, dans le cadre du Comité de suivi, et pourront se mettre d'accord sur le déplacement du Périmètre concerné ou, le cas échéant, sur sa suppression.

Les frais de déplacement ou de suppression, ainsi que les frais de remise en état initial du Périmètre, sont à la charge du Concessionnaire, sans qu'aucun remboursement des subventions versées pour la réalisation de cette station, en application des dispositions de l'article 42, ne puisse toutefois être exigé.

En cas de décision du Concédant de maintien de la station malgré le désaccord du Concessionnaire, les dépenses liées aux actes de vandalisme sur ladite station sont prises en compte dans l'appréciation des circonstances imprévues visées à l'article 58.

GR AL

TITRE II – DESCRIPTION DES BIENS DE LA CONCESSION

Article 5 – Principes généraux :

Le Concessionnaire utilisera les biens de la Concession qui sont composés d'actifs corporels, incorporels et de BLUECAR®.

5.1 – Actifs corporels.

Ils sont principalement composés des Stations et Espaces AUTOLIB', du centre d'Accueil AUTOLIB', et des zones d'entretien technique.

5.1.1 Stations et Espaces AUTOLIB'

Le Concessionnaire réalisera deux types d'installations dont les caractéristiques principales et principes de fonctionnement décrits ci-après figurent en Annexe A8-5.

En ce qui concerne les Espaces, il est convenu que leur nombre est de 40 à Paris et de 50 sur les autres communes adhérentes. Leur localisation doit permettre d'assurer une bonne visibilité vis-à-vis des Usagers pour un bon fonctionnement du Service Autolib'.

Le Concédant appuiera toute demande du Concessionnaire dans l'intérêt du service visant à augmenter le nombre d'Espaces pour assurer un bon fonctionnement du Service Autolib' permettant de répondre aux besoins des Usagers. En ce qui concerne les Stations, leur localisation permet d'assurer également une bonne visibilité vis-à-vis des Usagers pour un bon fonctionnement du Service Autolib'.

Le Concédant fera ses meilleurs efforts pour permettre au Concessionnaire de réaliser les Stations ou Espaces situés sur les emplacements listés en Annexe A8-2.

Il est expressément convenu entre les Parties que le Concessionnaire pourra, hors modifications nécessitées pour des raisons de faisabilité technique, modifier jusqu'à 12,5 % des localisations des emplacements listés en Annexe A8-2, sous réserve de la faisabilité technique de ces nouveaux emplacements et du respect d'un équilibre géographique global. L'ordre de réalisation des Stations serait revu en conséquence.

5.1.1.1 Les Stations

Les stations AUTOLIB' ne disposent pas de personnel affecté en permanence. Elles doivent permettre le retrait en libre service par les Usagers des BLUECAR® 24h/24 et 7 jours/7, par des systèmes d'information, d'échange et de contrôles électroniques.

Les Stations seront identifiées et délimitées par un marquage au sol et une signalétique au sol et sur voirie spécifiques conformément à l'annexe A8-5.

Elles se composent d'emplacements pour garer et recharger les BLUECAR® et de bornes AUTOLIB' qui comprennent deux types de Bornes : une Borne de location par Station et une Borne de charge par place de stationnement dans la Station.

GR AL

Pour les Stations hors voirie, un jalonnement spécifique sera mis en place afin de guider les Usagers par des accès piétons et véhicules et jusqu'à la Station ou l'Espace.

a) La Borne de location

Cette borne est l'élément de communication avec l'Usager. Elle est également un relais entre le portail central et les infrastructures matérielles.

La borne de location sera dotée d'un écran tactile et d'un interphone permettant de contacter le Centre d'Appel. Elle devra fournir aux Usagers des informations générales, décrire les services existants et les conditions générales d'utilisation, indiquer la disponibilité des places de stationnement dans les Stations ou les Espaces AUTOLIB' les plus proches, permettre l'identification de l'utilisateur abonné du service, et communiquer des informations au Véhicule et aux Bornes de charge afin de permettre la location des BLUECAR®.

Lorsqu'il existera plus de DIX (10) places en Station ou sur un Espace (station multiple), une ou plusieurs Bornes de location pourront être installées à l'initiative du Concessionnaire.

b) Les Bornes de charge

Le Concessionnaire s'engage à ce que chaque place de stationnement dispose d'une borne de charge dédiée au rechargement de la batterie des BLUECAR® et à la signalisation de l'état de la place.

Les bornes de charge comportent le câble de charge de la BLUECAR® disposé à l'intérieur de la borne. Elles comportent également un dispositif de détection de la présence d'un véhicule sur la place correspondante.

L'Usager disposant d'un abonnement au service recharge utilisera en priorité pour recharger son véhicule non BLUECAR® les places dédiées aux véhicules non BLUECAR® signalées par un marquage au sol particulier. Il pourra également, jusqu'au 31 décembre 2014, utiliser pour recharger son véhicule non BLUECAR® les places dédiées aux BLUECAR® dans les conditions et aux tarifs figurant en Annexe A8-20.

Dans les soixante (60) jours précédant la date du 31 décembre 2014, les Parties, après prise en compte des éventuels dysfonctionnements constatés sur le bon fonctionnement du service Autolib' ou de la potentialité desdits dysfonctionnements sur la période à venir, décideront de renouveler ou non cette faculté d'utilisation des places dédiées aux BLUECAR® pendant une période déterminée et selon des conditions fixées d'accord partie.

Il est précisé que dans le cas où il serait constaté, avant le 31 décembre 2014, un dysfonctionnement du Service Autolib' lié au stationnement de véhicules non BLUECAR® sur des emplacements dédiés aux BLUECAR®, les Parties s'engagent, dans l'intérêt du Service Public Autolib', à envisager une augmentation du nombre d'emplacements supplémentaires dotées de bornes de charges dédiées aux véhicules non BLUECAR® et réalisés aux frais du Concédant conformément au bordereau figurant à l'Annexe A8-25, ou étudier toute solution permettant de résoudre ce dysfonctionnement.

GR M

Le câble et le connecteur sont protégés par une trappe verrouillable commandée depuis la borne principale ou par tout autre procédé (ex : RFID). Les bornes de charge sont équipées d'un connecteur de Type 3.

La borne de charge située sur l'emplacement dédié aux véhicules non BLUECAR[®] est également équipée d'un connecteur type E/F permettant de répondre à l'alimentation des deux-roues.

c) 250 premiers emplacements supplémentaires

Dans le cas où le Concédant notifierait sa décision que le Concessionnaire ne reprenne pas la gestion des Bornes appartenant à la Ville de Paris et qu'il les démantèle (aux frais du Concédant) conformément aux dispositions figurant à l'article 5.1.2 ii), le Concédant mettra alors à disposition du Concessionnaire 250 emplacements supplémentaires équipés et financés par ce dernier de bornes de charge pour les véhicules non BLUECAR[®] et les deux-roues dans le prolongement de Stations ou Espaces AUTOLIB' situées à Paris.

Le Concédant dressera au plus tard SOIXANTE (60) jours après la Notification, la liste définitive des Stations qui doivent faire l'objet de cette extension. Passé ce délai et en l'absence de liste définitive, le Concédant prendra à sa charge le financement de ces emplacements selon le bordereau de prix figurant au point 1 de l'Annexe A8-25.

d) Au-delà de 250 emplacements

Au-delà de ces 250 emplacements, le Concédant pourra demander au Concessionnaire la réalisation de nouveaux emplacements et l'installation de bornes de recharge supplémentaires dans le prolongement des Stations ou Espaces Autolib' pour le rechargement des deux-roues ou des autres véhicules non BLUECAR[®] sous réserve que ces véhicules disposent d'une prise adaptée.

Le financement de ces nouveaux emplacements et les frais d'installation de bornes de recharge supplémentaires seront pris en charge par le Concédant. La maintenance, l'entretien et l'exploitation de ces bornes seront pris en charge par le Concessionnaire qui se rémunérera sur les recettes perçues auprès des utilisateurs de ce service.

Le Concédant dressera au plus tard SOIXANTE (60) jours avant le dépôt du dossier d'instruction technique des travaux à réaliser sur les Stations et Espaces, la liste de ces dernières qui doivent faire l'objet de cette extension et dont le financement sera assuré par le Concédant selon l'état de réalisation ou non de la Station et selon le bordereau de prix au point 2 de l'Annexe A8-25.

Dans tous les cas, les emplacements pour les véhicules non BLUECAR[®] et les deux roues font l'objet d'une redevance annuelle d'occupation de un euro.

5.1.1.2 Les Espaces AUTOLIB'

Les Espaces possèdent les mêmes caractéristiques que les Stations AUTOLIB' mais sont équipés de surcroît d'installations conçues pour abriter les Usagers et le personnel du Concessionnaire. Chaque abri dispose d'une borne dédiée permettant aux Usagers de procéder

GR AL

à leur abonnement au Service AUTOLIB'. Cette borne d'abonnement comprend un écran tactile, un scanner, une webcam et un micro, un lecteur RFID, un bouton d'appel permettant d'accéder directement au Centre d'Appels et enfin, un terminal bancaire. Les abris disposent également de moyens de télécommunication sans fil permettant la transmission et la diffusion voix/data .

Les agents présents dans un Espace assisteront les Usagers lors de la procédure d'abonnement et assureront également des fonctions d'accueil, commerciales, d'entretien de premier niveau et de gardiennage. Des agents seront plus particulièrement affectés au bon fonctionnement des Stations AUTOLIB' en libre service intégral situées à proximité afin que ces Stations puissent être étroitement surveillées et bénéficier d'une intervention efficace par un agent qualifié du Concessionnaire habitué au secteur et qui pourra intervenir dans des conditions très rapides quelles que soient les conditions de trafic.

Le Concessionnaire s'engage à embaucher un nombre d'agents adéquat pour assurer la présence d'un agent sur chaque Espace DOUZE (12) heures par jour et SEPT (7) jours sur SEPT (7). L'accès à l'Espace sera disponible pour les Usagers 24/24h et 7 jours/7.

5.1.1.3 Le Centre d'Accueil AUTOLIB'

Un Centre d'Accueil AUTOLIB' sera créé par le Concessionnaire dans des locaux situés dans le centre de Paris.

Il présentera au public tous les services AUTOLIB' et en facilitera l'accès aux Usagers en leur permettant notamment d'accomplir les formalités nécessaires à l'utilisation des Véhicules et d'accéder à une borne d'abonnement identique à celle située dans l'Espace Autolib'.

Le Centre d'Accueil AUTOLIB' disposera d'un personnel adéquat pour fournir tout renseignement utile et aider et conseiller les Usagers en tant que de besoin.

Ce centre fonctionnera 24 / 24 et sera ouvert 7 jours / 7.

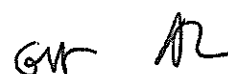
5.1.2 Bornes de recharge électrique Mairie de Paris

Ces bornes sont des points de chargement électrique mis en place par la Mairie de Paris et en fonctionnement à la date de Notification.

La localisation de ces Bornes est indiquée en Annexe A8-7.

Le Concessionnaire, au choix du Concédant qui lui sera notifié à la date de signature de la Concession, soit :

- i) reprendra la gestion des Bornes de recharge électriques existantes afin de procéder à leur remplacement par une Borne de communication et une Borne de charge privative moyennant le paiement d'un prix égal au coût desdites bornes, des travaux et de la maintenance sur la base du bordereau figurant en annexe A8-11.
- ii) ne reprendra pas la gestion des Bornes. Dans ce cas, le Concédant pourra demander au Concessionnaire leur démantèlement moyennant le paiement par le Concédant d'un prix calculé selon les prix mentionnés dans le Bordereau prévu au



point 3 de l'Annexe A8-25 et dans un délai maximum d'UN (1) an à compter de la Notification.

En contrepartie, le Concédant mettra à disposition du Concessionnaire, conformément aux dispositions de l'article 5.1.1.1.c), au moins 250 places supplémentaires au sein des Stations et Espaces AUTOLIB' situées dans les limites de la Ville de Paris qui seront financées conformément aux dispositions de l'article 5.1.1.1 c). Ces places seront réservées exclusivement à la recharge des véhicules électriques non BLUECAR® ainsi que pour les deux roues pour lesquels le conducteur dispose d'un abonnement de type recharge au service AUTOLIB'. Cet abonnement inclut la fourniture d'électricité et l'occupation d'une place de stationnement recharge pendant la durée de la recharge dans la limite fixée en Annexe A8-18.

Ces places de stationnement seront mises à disposition du Concessionnaire moyennant le versement annuel d'une redevance d'occupation fixée à UN (1) Euro.

5.1.3. Conception et fonctionnalité

Le Concessionnaire apportera un soin particulier à la fonctionnalité et au bon entretien de chacune des Stations et Espaces AUTOLIB'.

La conception des Stations et des Espaces devra constamment associer la meilleure intégration possible dans l'environnement urbain AUTOLIB' et afficher les signes distinctifs et exclusifs du service AUTOLIB'.

Toute publicité étrangère au service AUTOLIB' est interdite sur les Stations, Espaces et sur les BLUECAR®.

5.1.4 Zone d'entretien technique

Ces Zones sont destinées à stocker et réparer des BLUECAR® afin d'approvisionner les Espaces et Stations.

Le Concédant s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que le Concessionnaire puisse réaliser des Zones d'entretien au sein des Périmètres hors voirie.

A cet effet, le Concessionnaire contactera les Exploitants des Périmètres hors voirie afin de délimiter d'un commun accord les Périmètres des Zones d'entretien technique.

Le Concédant s'engage à faire tous ses efforts pour que les Périmètres choisis par le Concessionnaire soient mis à sa disposition.

Le Concessionnaire pourra en outre disposer de Zone d'Entretien Technique dans des locaux qu'il aura librement choisis en dehors des Périmètres hors voirie proposés par le Concédant.

Dans ce cas, le Concessionnaire fait son affaire de l'implantation des zones d'entretien technique en contactant directement les exploitants de Périmètres hors voirie ou les propriétaires des locaux ou ouvrages où seront situées les Zones d'entretien technique.

BR AL

5.2 – Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont principalement composés de logiciels et de technologies réseaux nécessaires à la bonne réalisation du Service Public AUTOLIB'.

Le Concessionnaire s'engage, d'une part, à utiliser des logiciels existants performants et, d'autre part, à développer, le cas échéant, différents logiciels spécifiques afin d'assurer dans de bonnes conditions le Service Public AUTOLIB'.

5.2.1 Systèmes informatiques

5.2.1.1 Portail internet

Le Concessionnaire met en place un portail internet sur lequel figurent toutes les informations utiles aux Usagers permettant une utilisation simple des BLUECAR® ainsi que toutes les informations et modalités de tarification et paiement.

Ce portail permet, sous accès contrôlé par un numéro d'abonné et un code personnel, d'accéder à un écran personnalisé dont les principales fonctions sont, dans les limites d'autorisation de la CNIL:

- Les informations du compte abonné:
 - -Les informations sur son contrat d'abonnement, avec toutes les conditions générales complétées des renseignements administratifs qui ont permis d'obtenir le statut d'abonné (carte d'identité, permis de conduire, informations bancaires avec autorisation de prélèvement...) avec les dates de dernières mises à jour.
 - Les informations décrivant les spécificités du profil de l'abonné et les services complémentaires souscrits.
 - Les informations sur les utilisations précédentes : trajets réalisés : date, lieu de départ-arrivées, durée du trajet, indications d'incidents et, en conséquence, le compte financier avec les factures payées et celle en cours, les éventuels retards de paiement.
 - Les carnets personnels dans lesquels l'abonné peut enregistrer ses favoris concernant les déplacements, ses services préférés...
 - « Mes informations personnelles ».
 - Suivi de son abonnement et de ses options.
 - Suivi de « mes déplacements » sous réserve des autorisations délivrées par la CNIL.
- La possibilité d'effectuer une réservation en ligne lorsque le nombre de Véhicules sera suffisant, soit au Début de la Phase 2 :
 - Fonction de recherche et réservation d'un véhicule disponible proche du lieu de départ indiqué (qui peut bien sûr être différent de l'adresse de résidence), avec rappel des délais de réservation.
 - Fonction de recherche et réservation d'une place de stationnement proche du lieu d'arrivée, avec rappel des délais de réservation
 - A terme, fonction d'information sur les distances et temps de transport estimés, avec service d'information sur le trafic et de guidage
- Fonction de validation de la demande, avec les étapes de vérification liées aux conditions d'utilisation :

BR HL

- rappel et demande de confirmation de la validité du permis de conduire,
 - rappel et demande de confirmation pour la conduite en état d'ébriété,
 - rappel et demande de confirmation des principes de base de la facturation et des suppléments éventuels (cas de circulation déclaré hors du périmètre),
 - communication du numéro du véhicule réservé et de son lieu de stationnement en indiquant le niveau de charge et l'autonomie du véhicule sélectionné, l'état du véhicule et les dégradations déjà enregistrées,
 - confirmation de l'accord par envoi d'un mail, équivalent du justificatif de début de location sous réserve de disposer de l'adresse mail de l'abonné.
- Covoiturage : ce service, indépendant du Service Public Autolib', pourra être proposé, à terme, dans le cadre d'un partenariat, sur un site complémentaire à libre disposition des usagers pour leur permettre d'utiliser Autolib' à plusieurs si tel est leur désir.
- Mise en relation avec le service clientèle

Ce portail est accessible 24h/24 et 7j/7 depuis tout type de terminaux disposant d'un accès internet ou n'importe quel terminal mobile disposant d'un abonnement data avec au moins 2 types de navigateurs internet.

Le portail disposera également de pages sous accès restreint. Réservées aux équipes Autolib' du Concessionnaire connectées au travers de VPN (réseau privé virtuel) sécurisé. Ces fonctions sont uniquement réservées au pilotage des processus et à l'organisation des services. Il en sera de même pour les accès mis à disposition des membres du Concédant pour l'accès aux informations de gestion telles que définies à l'article 6.

Le portail internet sera un logiciel développé spécialement pour le service AUTOLIB'. Il respectera les bonnes pratiques liées à l'ergonomie des sites et à l'accessibilité des contenus et sera compatible avec les normes WCAG2.0 définies par le W3C. Il respectera en outre les bonnes pratiques du développement internet (respect des normes XHTML/CSS) en veillant à la compatibilité sur les différents navigateurs Internet.

5.2.1.2 Applications Smartphones

Le portail Internet est accessible en environnement notamment Windows depuis un terminal mobile, mais le concessionnaire fera ses meilleurs efforts en fonction du retour d'expérience et de la satisfaction des Usagers pour développer des applications spécifiques pour les principaux types de Smartphones en cas de besoin.

5.2.2 Gestion des bornes

Le Concessionnaire utilisera un logiciel de gestion de borne, qui est développé par une filiale du Groupe BOLLORÉ, afin de gérer l'ensemble des bornes des Stations et Espaces AUTOLIB'.

Ce logiciel assure au minimum les fonctionnalités suivantes :

- Gérer les transactions entre les différentes bornes et le système central
- Échanger avec des véhicules

- Piloter les bornes de charge reliées à la borne de location
- Assurer la gestion technique à distance des différentes bornes et notamment la détection des pannes ou dysfonctionnements.

5.2.3 Logiciel de rééquilibrage des parcs

Le Concessionnaire s'engage à développer en tant que de besoin un progiciel spécifique pour l'équilibrage des parcs.

5.2.4 Logiciel pour l'entretien et la maintenance

Pour l'entretien et la maintenance, le Concessionnaire utilisera en tant que de besoin un progiciel pleinement adapté et disponible sur le marché.

5.2.5 Logiciels pour le centre d'appel

Pour le Centre d'appel, le Concessionnaire utilisera en tant que de besoin un progiciel pleinement adapté et disponible sur le marché.

5.2.6 Technologies réseaux

Le Concessionnaire s'engage à utiliser un ensemble de technologies réseaux qui concourent à la collecte des informations à la date de Notification tel que par exemple les liaisons internet, les liaisons 3G et EDGE pour les bornes et les BLUECAR[®], la connexion téléphonique avec le centre d'appel, les liaisons GPRS dans les BLUECAR[®], les liaisons filaires dans certains Périmètres hors voirie.

5.2.7 Autres actifs

Le Concessionnaire dispose des droits de propriété afférents au design des abris des Espaces Autolib', des Stations et Espaces, du logo Autolib' et des plans de communication mis en œuvre dans le cadre du Service Autolib'.

Le logo AUTOLIB' et ses dérivés ainsi que la charte graphique sont des Biens de retour et à ce titre, ils reviennent à titre gratuit, au Concédant au terme de la Concession quelle qu'en soit la cause.

5.3 : Biens Loués : BLUECAR[®]

5.3.1 : Flotte initiale

Le Concessionnaire s'engage à disposer à compter de la Date de Début d'exploitation de la Phase test d'une flotte de BLUECAR[®] homologués de type Bluecar - quatre places.

Ce type de véhicule possède les caractéristiques suivantes.

- Source d'énergie : uniquement électrique
- Caractéristiques batterie :

Gyr RL

- Batterie hautes performances Lithium Métal Polymère d'une capacité de 30 kWh sans aucun entretien équipée de l'électronique de gestion et de supervision des éléments procurant de très bonnes performances aux BLUECAR® et une grande sécurité d'utilisation
- temps de chargement moyen de 8 heures sur prise 220 volts 16 A ou temps de chargement moyen de 4 heures sur prise 220 volts 32 A
- Gabarit / dimensionnement
 - Véhicule d'une longueur de 3650 mm, d'une largeur de 1700 mm et d'une hauteur de 1610 mm pouvant transporter quatre personnes.
- Sécurité:
 - Airbag
 - Ceintures de sécurité avec pré tensionneurs
 - Un des sièges équipé d'attaches Isofix pour siège bébé
 - Direction à assistance électrique
 - En plus de l'avertisseur sonore traditionnel, équipement d'un bruiteur au son non agressif mais perceptible signalant son approche
- Équipement :
 - Écran digital regroupant toutes données d'information de la bonne marche de la BLUECAR® (indicateur autonomie, carte 3G, prise USB.)
 - Ecran tactile permettant d'assurer l'interface avec le système d'exploitation d'Autolib' (guidage des usagers, information de disponibilité de la place à l'arrivée, GPS, etc.)
 - Bouton d'appel permettant la liaison au Centre d'Appels pour les cas d'urgence (ex : pannes, crevaisons,...) ou demande de place à l'arrivée
 - Banquette arrière rabattable (1/3 – 2/3) à terme (en cours de développement)
 - Gilet jaune, triangle de pré-signalisation
 - Siège enfant intégré, à terme (à l'étude)

Le Concessionnaire s'engage à ce que la flotte de BLUECAR® soit adaptée aux besoins du Service Public AUTOLIB' en permettant une durée de location des BLUECAR® jusqu'à 9 heures par jour. Un véhicule adapté à la demande et qui bénéficierait des dernières évolutions technologiques disponibles pourra être proposé.

Le Concessionnaire s'engage à ce que la flotte de BLUECAR® s'élève à environ 66 BLUECAR® pour la phase test. Le Concessionnaire fera son affaire du maintien d'une réserve suffisante de BLUECAR® supplémentaires pour tenir compte des incidents / accidents des BLUECAR®.

Si les tests révélaient que la fréquence de panne ou la fonctionnalité ne répond pas aux caractéristiques et aux objectifs de performance, le Concessionnaire devra mettre à niveau les BLUECAR® ou remplacer le type de BLUECAR® par un autre modèle électrique afin que le Service Public AUTOLIB' puisse se déployer dans les conditions prévues.

Pendant la Phase test, le Concessionnaire ne sera redevable d'aucune pénalité.

A l'issue des phases 1 et 2, le Concessionnaire s'engage à disposer en permanence d'une réserve de BLUECAR® suffisante pour approvisionner toutes les Stations et Espaces de BLUECAR® supplémentaires pour tenir compte des incidents / accidents.

GR AL

La disponibilité des BLUECAR® sera soumise à un Objectif de Performance dans les conditions décrites à l'Annexe A8-6 et aux articles 25-3, 25-4 et 26 ci-après.

5.3.2 : Renouvellement de la flotte

Lors du renouvellement total ou partiel de la flotte, dans les conditions prévues à l'annexe A8-6 indicateur n°11, les Parties se rapprocheront pour évaluer si un véhicule mieux adapté au Service Public AUTOLIB' et prenant en compte les évolutions technologiques disponibles peut être mis à la disposition des Usagers du Service, dans des conditions économiques raisonnables. Dans ce cas, elles décideront d'un commun accord un renouvellement total ou partiel de la flotte utilisant ce nouveau véhicule.

Article 6 – Propriété des données

6.1 Principes généraux

L'ensemble des données sont des Biens de retour. L'ensemble de ces données revient donc gratuitement au Concédant au terme du contrat quelle qu'en soit la cause.

Le Concessionnaire s'engage à transmettre au Concédant l'ensemble des données nécessaires au moyen d'environ trente requêtes d'interrogation du système établi d'un commun accord et lui permettant d'apprécier le bon déroulement du Service Public AUTOLIB'.

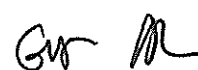
Les données seront notamment relatives à :

- la construction des Stations et Espaces par type et par adresse
- aux BLUECAR®
- à la clientèle
- aux utilisations du Service Public Autolib'
- aux recettes Usagers
- à l'exploitation
- au service client
- au personnel d'exploitation
- au renouvellement des matériels
- aux mouvements financiers

La communication au Concédant des données personnelles relatives aux Usagers et au personnel du Concessionnaire ne sera pas autorisée en cours de contrat. Les Parties se rapprocheront six mois avant la fin du contrat pour permettre la transmission des données personnelles au nouvel exploitant ou au Concédant en cas de reprise en régie.

Le Concessionnaire s'engage à transmettre aux exploitants de Périmètres hors voirie dans lesquels des Stations ou Espaces AUTOLIB' sont implantés, toutes les données nécessaires au suivi des entrées-sorties dans le Périmètre hors voirie conformément au protocole figurant en annexe A8-24.

6.2 Contrôle de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL)



Le Concessionnaire s'engage à déclarer et à demander dans les meilleurs délais les autorisations et dérogations nécessaires à la Commission Nationale Informatiques et Libertés (CNIL) afin de mettre en œuvre les systèmes de traitement des données personnelles.

Le Concessionnaire ne pourra être tenu pour responsable du retard de réponse ou de l'absence de réponse de la CNIL ainsi que du refus d'autorisation ou de mesures dérogatoires ou de l'attribution d'autorisation ou de mesures dérogatoires sous conditions particulières de la CNIL ne résultant pas d'un fait lui étant imputable.

Il est entendu que l'exonération de responsabilité du Concessionnaire est en ce cas limité aux seules obligations directement impactées par ledit retard ou par l'absence de réponse de la CNIL.

A l'expiration de la Concession, le Concédant fera son affaire de l'obtention de toute autorisation, dérogation et de toute déclaration auprès de la CNIL nécessaire pour la possession et l'usage de ces données.

6.3 Mesures de sécurité

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre une politique et des mesures de sécurité physique et logistique adaptées à la nature des données et aux risques présentés par leur traitement.

GR AL

TITRE III – ÉTENDUE DU SERVICE

Article 7 – Généralités

- i) Le Concessionnaire s'engage à déployer les infrastructures nécessaires pour exploiter le Service Public AUTOLIB' et à le rendre disponible aux Usagers 24/24, 7 jours /7. Ce service sera accessible en libre-service à partir de Stations et Espaces AUTOLIB' situés en ou hors voirie exclusivement dédiés à ce service et dans lesquels des activités connexes spécifiées à l'article 8.3 pourront être exercées. Les agents du Concessionnaire affectés aux Espaces sont disponibles 12 heures sur 24 et assureront des fonctions d'accueil, commerciales, d'entretien de premier niveau et de surveillance des Installations. L'un d'entre eux sera plus particulièrement affecté au bon fonctionnement des Stations AUTOLIB' en libre service intégral situé à proximité, afin que ces Stations puissent être étroitement surveillées et bénéficier d'une intervention efficace par un agent qualifié du Concessionnaire, habitué au secteur, et qui pourra intervenir dans des conditions très rapides quelles que soient les conditions de trafic. Le Service Autolib' doit permettre une location des BLUECAR® en Trace Directe. Le Service Recharge doit permettre de recharger un véhicule électrique non BLUECAR® ou deux roues électriques, , 24h/24, 7j/7 sous réserve de la mise à disposition par le Concédant au Concessionnaire des emplacements dédiés à ce service en extension des Périmètres en Voirie.

- ii) Le Concessionnaire s'engage plus particulièrement à ce que les Usagers du service bénéficient d'un système de libre-service leur permettant de :
 - retirer une BLUECAR® dans une Station et Espace AUTOLIB' sans réservation préalable ou avec réservation depuis la borne de location par contact avec le Centre d'appels et, en complément, à compter du Début de la Phase 2, avec réservation par le Portail internet,
 - déposer une BLUECAR® dans un Espace ou Station AUTOLIB' différent de celle du retrait,
 - rendre la BLUECAR® sans réservation préalable d'une place à l'arrivée ou avec réservation depuis la borne de location par contact avec le Centre d'appels et, en complément, à compter du Début de la Phase 2, avec réservation par le portail internet. Il sera également possible de demander une place de stationnement à l'arrivée depuis la BLUECAR®. En cas d'indisponibilité d'une place de stationnement sur la station souhaitée par l'Usager ou sur l'une des huit stations les plus proches, l'Usager pourra requérir de l'assistance d'un agent du Concessionnaire pour restituer sa BLUECAR® ;

A l'issue des phases 1 et 2, les Parties examineront le fonctionnement du système de réservation des BLUECAR® et des places à l'arrivée et mesureront leur impact sur la disponibilité des véhicules et des places. En fonction de leur commune analyse du fonctionnement du service, les Parties pourront alors décider par voie d'avenant de modifier les modalités de fonctionnement ou de tarification de ces dispositifs de réservation.

 - bénéficier d'une assistance à tout moment,

Gr AR

- recharger un véhicule non BLUECAR® ou deux roues électrique selon les conditions rappelées ci-avant.

- iii) Sauf objection contraire notifiée par le Concédant au Concessionnaire dans un délai de trente jours calendaires à compter de la demande du Concessionnaire, ce dernier possède l'entière liberté d'y adjoindre tout type de service autorisé par la loi et non limité par la Concession. Il est entendu que le Concédant ne pourra s'opposer à cette adjonction que pour des motifs qui ne sont pas contraires à l'intérêt du Service.

7.1 – Principes généraux d'organisation du service

Le Concessionnaire veille au respect, tant par lui-même que par les personnes autorisées à participer sous sa responsabilité au service public concédé, aux principes d'égalité de traitement des Usagers, de continuité et d'adaptabilité du service public. Le Concédant de son côté contrôle le bon respect de ces principes et s'engage à faciliter leur mise en œuvre dans l'intérêt des Usagers.

7.1.1 Égalité

Sous réserve des priorités particulières figurant aux présentes, le Concessionnaire respecte envers les Usagers les principes d'égalité de traitement et de non-discrimination qui suppose un même traitement des Usagers placés dans une même situation.

7.1.2 Continuité

Le Concessionnaire est tenu, sauf cas de force majeure, de mettre en œuvre les moyens adaptés pour assurer la continuité du Service Public, notamment dans des bonnes conditions de sécurité.

Dans tous les cas, le Concédant et les Usagers doivent être informés dans les meilleurs délais de l'interruption totale ou partielle de la fourniture du Service Public.

7.1.3 Adaptabilité

Le Concessionnaire veille au développement et à l'adaptation du service au regard des besoins des Usagers et de sa conformité à la réglementation et aux normes.

Le service AUTOLIB' étant un service nouveau, son développement après une période test de DEUX (2) mois se réalisera par phases telles que plus amplement décrites à l'article 14 ci-après.

Le Concessionnaire proposera de façon régulière au Concédant des développements et des adaptations du service au regard des besoins des Usagers et les réalisera avec son accord, et pour autant que les conditions économiques le permettent ou si les adaptations du service sont justifiées par des progrès techniques, environnementaux ou par l'évolution de la demande et du marché.

BR AL

Article 8 – Obligations générales des Parties

8.1 – Obligations générales du Concédant

Sans préjudice de toutes autres dispositions de la Convention, le Concédant s'engage plus particulièrement à :

- i. mettre à la disposition du Concessionnaire, selon les modalités prévues dans la Concession, les Périmètres des Stations et Espaces AUTOLIB', sous réserves des déplacements de Stations ou Espaces rendus nécessaires par les instructions techniques,
- ii. faciliter, sur demande du Concessionnaire et par l'intermédiaire du Guichet unique, l'obtention par le Concessionnaire des Autorisations,
- iii. favoriser, dans la limite de ses pouvoirs, les relations du Concessionnaire avec les autorités publiques nationales, régionales et communales,
- iv. accompagner le Concessionnaire dans ses démarches, dans la limite des pouvoirs conférés à d'autres autorités publiques pour la résolution des conflits et différends susceptibles d'exister entre le Concessionnaire et les acteurs publics,
- v. soutenir la promotion du Service AUTOLIB',
- vi. faire ses meilleurs efforts, dans la limite de ses pouvoirs, pour que le Concessionnaire puisse bénéficier, si besoin est, du concours de la force publique, notamment pour ce qui concerne la constatation, la cessation et la répression des contraventions et délits,
- vii. apporter son soutien au Concessionnaire pour la bonne exécution de la Concession dans le cadre de l'exercice des prérogatives qui lui sont reconnues et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

8.2 – Obligations générales du Concessionnaire

Sans préjudice de toute autre disposition de la Concession, et conformément à la réglementation, le Concessionnaire s'engage à :

- i. Assurer à ses risques et périls la gestion et l'exploitation du Service Public AUTOLIB' conformément à l'article 15 ci-après,
- ii. Financer moyennant selon le cas le versement d'une subvention par le Concédant et réaliser les travaux, les Installations, les acquisitions et les développements nécessaires pour la mise en place du Service AUTOLIB' et du Service Recharge,
- iii. Assurer la continuité du Service Public AUTOLIB' qui lui est confié sans que d'éventuels litiges, contestations ou contentieux affectent cette continuité vis-à-vis des Usagers,
- iv. Affecter au fonctionnement du Service Public AUTOLIB' le personnel et les moyens nécessaires pour assurer la bonne utilisation des installations, BLUECAR® et équipements mis à la disposition des Usagers,
- v. Assurer une gestion commerciale efficace du Service Public AUTOLIB',
- vi. Prendre toutes mesures nécessaires pour que toutes les consignes ordonnées en matière de sécurité aux biens par le Concédant sur injonction des autorités de police légalement compétentes soient suivies d'effets.

8.3 – Activités Connexes

Le Concessionnaire pourra développer toutes activités connexes au Service Public AUTOLIB', à l'exception de l'affichage de publicité sur les Espaces et Stations AUTOLIB' ou sur les BLUECAR®.

Ces activités feront l'objet d'un agrément préalable du Concédant, réputé donné en l'absence d'objection contraire de celui-ci dans les conditions prévues à l'article 7 iii), et seront suivies dans une comptabilité analytique permettant d'identifier les résultats propres de ces activités. Les recettes résultant de ces services contribuent aux recettes de la Concession.

En outre, toute activité connexe qui entrerait en concurrence avec d'autres services publics ou privés ne pourra être développée que dans des conditions conformes au droit économique et au droit de la concurrence.

Sans préjudice de toute autre disposition de la Concession, et conformément à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire pourra notamment réaliser les activités suivantes :

- i. Exploitation de la marque AUTOLIB'
- ii. Conclusions de partenariats commerciaux
- iii. Exploitation commerciale du Portail internet
- iv. Exploitation des données dans les limites fixées par la CNIL
- v. Publicité et communication sur les activités connexes et sur le service AUTOLIB' en voirie
- vi. Jeux et concours
- vii. Sponsoring
- viii. Publicité et affichage sur toutes propriétés privées et notamment au sein des Périmètres hors voirie concédés sous réserve de l'accord du propriétaire et/ou de l'exploitant

Concernant l'exploitation des données, le Concédant autorise le Concessionnaire à commercialiser certaines informations concernant en particulier la disponibilité des BLUECAR® ou le remplissage et le positionnement des Stations et Espaces Autolib' à des tiers. Les données personnelles relatives aux Usagers ne peuvent en aucun cas être cédées ou communiquées à des tiers.

Les organismes tiers souhaitant disposer des données sont traités de façon équitable, notamment en ce qui concerne la disponibilité, la qualité, le type de données et le prix de vente des données. Aucune exclusivité sur la fourniture de données ne peut être consentie à un tiers. L'accord du Concédant est nécessaire pour la conclusion de tout contrat de mise à disposition de ces données à des tiers. Le Concédant est libre de sa réponse, sans qu'un refus ouvre droit à une quelconque indemnisation du Concessionnaire. Le Concessionnaire sera responsable de la production de ces données et de leur mise à disposition en temps réel. Il sera également responsable de la collecte de la recette résultant de la vente d'informations.

Or AL

TITRE IV – MISE À DISPOSITION DES PÉRIMÈTRES EN VOIRIE ET HORS VOIRIE POUR LES STATIONS ET ESPACES AUTOLIB' - AUTORISATIONS

Article 9 – Mise à disposition des Péri-mètres

Le Concédant s'engage à mettre à disposition du Concessionnaire les Péri-mètres nécessaires pour installer, faire fonctionner et exploiter à titre exclusif les Stations et Espaces AUTOLIB' dans les conditions suivantes :

9.1 Péri-mètres en voirie

Les Péri-mètres sont décrits et délimités en Annexe A8-2 pour les QUARANTE-CINQ (45) communes initiales.

Compte tenu des délais de déploiement des Stations et Espaces AUTOLIB' et de la planification de la réalisation des travaux, le Concédant confèrera au Concessionnaire les droits nécessaires à l'obtention des Autorisations sur les Péri-mètres en voirie dans un délai de 15 jours précédant la date de dépôt des demandes d'Autorisations et dans les conditions fixées à l'article 10.

En contrepartie de la mise à disposition effective des Péri-mètres en voirie, le Concessionnaire versera au Concédant, à compter de la date de mise en service, phase de test incluse, une redevance calculée dans les conditions prévues à l'article 43.1 ci-après.

9.2 Péri-mètres hors voirie

Les Péri-mètres hors voirie figurent en Annexe A8-3.

Si les conditions d'installation des Stations et Espaces Autolib' mentionnées à l'article 4.4 sont agréées par le Concessionnaire, il est convenu qu'une convention tripartite entre l'exploitant du Péri-mètre hors voirie, le Concessionnaire et le Concédant sera conclue afin de préciser les conditions de réalisation et d'exploitation des Stations ou Espaces AUTOLIB' sur ces périmètres. En particulier, la convention précisera les modalités de raccordement aux alimentations électriques des Stations et Espaces, les connexions aux télécommunications et les panneaux de guidage des utilisateurs vers les Péri-mètres AUTOLIB', les connexions aux dispositifs matériels de contrôle d'accès des véhicules et des personnes, l'implantation des dispositifs externes nécessaires au service (borne de télécommunications, indicateurs externes de disponibilité des BLUECAR®, ...).

En outre, cette convention devra permettre la réalisation d'Installations dans les conditions figurant au Protocole Technique décrit à l'Annexe A8-24.

Le Concessionnaire fera son affaire de l'indemnisation de l'exploitant des Péri-mètres hors voirie en raison de l'occupation par le Concessionnaire desdits Péri-mètres hors voirie AUTOLIB' dans les limites et conditions prévues à l'article 46 ci-après.



Article 10 – Dispositions communes aux Périètres en voirie et hors voirie

Les Périètres en voirie seront mis à disposition du Concessionnaire par le Concédant et pour les Périètres hors voirie, par l'exploitant de Périètre hors voirie, libres de toute occupation, de telle sorte qu'il n'y ait aucun obstacle en surface à la réalisation des Installations objet de la Concession, et que l'accessibilité des Périètres en vue de la réalisation des travaux soit assurée.

La mise à disposition des Périètres donne lieu dans tous les cas à l'établissement contradictoire préalable de procès-verbaux auxquels sont joints tous les états, descriptifs et plans nécessaires pour définir avec précision les Périètres et la consistance du foncier ou des droits fonciers remis.

Le procès-verbal de mise à disposition des Périètres en voirie et hors voirie est cosigné par le Concédant, le Concessionnaire, et la collectivité territoriale détenant les droits sur le domaine concerné.

A compter de cette signature, la réalisation des travaux d'installation des Stations et Espaces Autolib' s'effectuera conformément aux dispositions des articles 11 et 13 et de l'Annexe A8-8.

Article 11 – Autorisations

Le Service Public AUTOLIB' est un nouveau service qui nécessite pour sa réalisation, l'obtention d'un ensemble d'Autorisations, notamment en ce qui concerne la programmation et la réalisation des travaux en voirie, portant sur plusieurs emplacements, dans des délais courts.

Cette programmation qui doit être suivie en relation étroite avec le Concédant nécessite par ailleurs la délivrance d'un ensemble d'Autorisations.

La liste des Autorisations nécessaires aux différentes étapes de préparation et de réalisation des travaux, puis d'exploitation de ceux-ci, ainsi que leurs principales conditions de délivrance sont plus amplement décrites en Annexe A8-8.

Le Concessionnaire est en charge de l'obtention de ces Autorisations qu'il s'engage à demander en temps utile et selon le processus décrit en Annexe A8-8 sauf circonstances extérieures figurant dans cette Annexe A8-8 susceptibles de conduire à un report des dates ou à une modification du processus.

Le Concédant apporte en tant que de besoin son appui au Concessionnaire pour faciliter l'instruction et obtenir la délivrance des Autorisations dans les délais figurant à l'Annexe A8-8.

Lorsque le Concessionnaire aura respecté le processus décrit en Annexe A8-8 et déposé un dossier complet conforme à la réglementation et aux présentes, il ne pourra lui être fait grief de ne pas avoir obtenu d'Autorisation dans les délais maximum figurant en annexe A8-8. Le point de départ de ces délais est la date de dépôt d'une demande complète et conforme. Les

OR AL

délais d'achèvement des Stations ou Espaces seront reportés (i) d'un délai égal à celui durant lequel l'Autorisation correspondante n'aura pas pu être obtenue au-delà des délais maximum, pour des raisons non imputables au Concessionnaire, ou (ii) d'un délai lié à la reprogrammation de la réalisation d'un ensemble de Stations ou Espaces AUTOLIB' dont a fait partie la ou les Stations et Espaces pour lesquels la délivrance d'une Autorisation aura été retardée.

Article 12 - Guichet Unique

Afin de faciliter l'obtention des différentes Autorisations, le Concédant s'engage à créer un Guichet Unique avec toutes les autorités administratives compétentes ainsi que tout autre occupant du domaine public consulté pour l'instruction et la délivrance des Autorisations, sous réserve de leur accord.

Le statut et les modalités de fonctionnement du guichet unique figurent en Annexe A8-8 aux présentes.

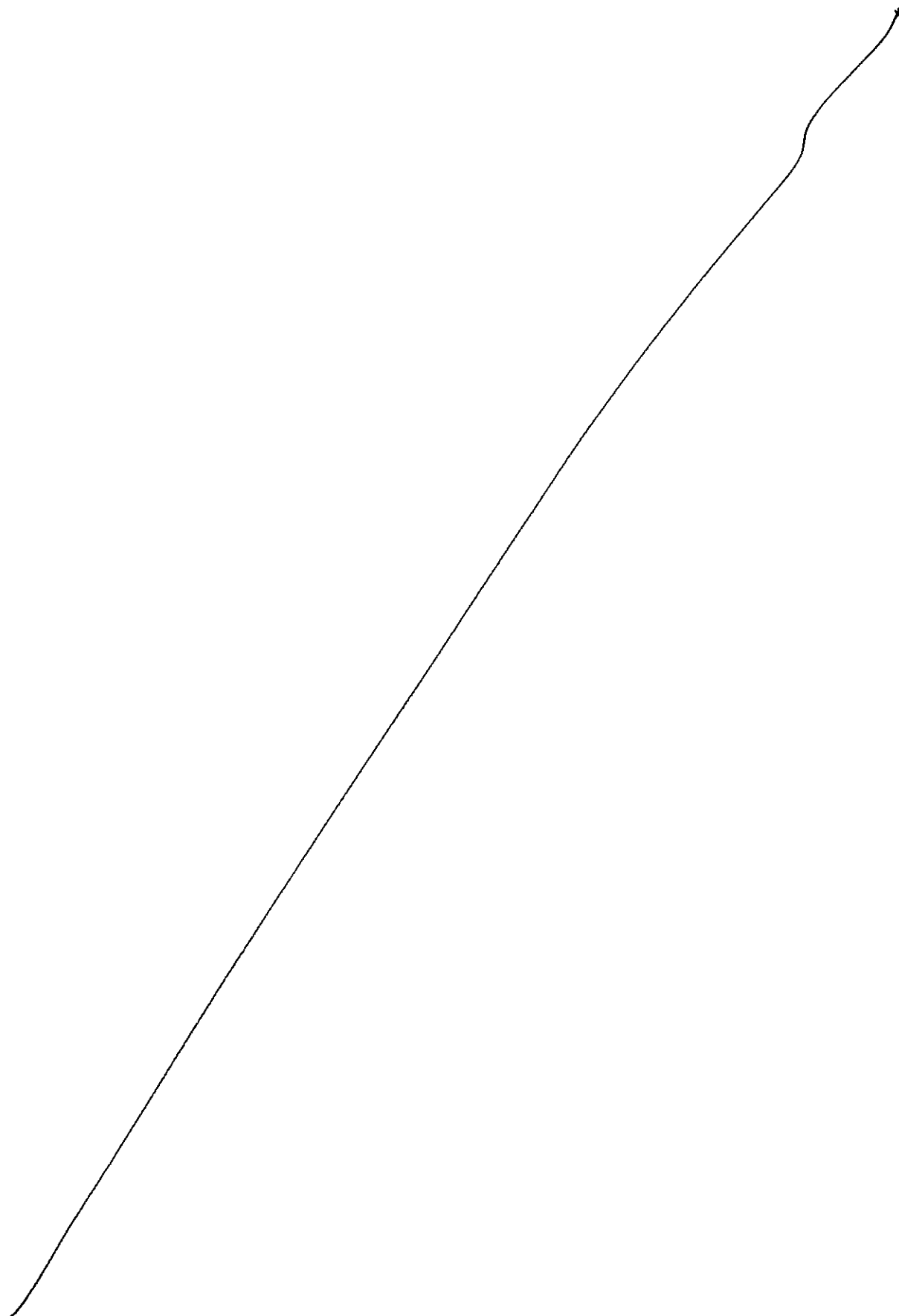
Article 13 – Retards non imputables au Concessionnaire

- 13.1 Les conséquences des retards dans l'obtention des Autorisations par rapport aux délais maximum d'octroi figurant à l'Annexe A8-8 ou découlant d'une décision ordonnant le sursis à exécution de ces Autorisations et ne permettant plus au Concessionnaire de respecter une date clé du cheminement critique ou entraînant l'interruption de la programmation ou la suspension de l'exécution des travaux pour des motifs non imputables au Concessionnaire, ouvriront droit à une prorogation du début de la Phase concernée dans les conditions de l'article 13.3 et des délais de réalisation, dans la limite de ces retards, ainsi qu'à une indemnisation du préjudice subi par le Concessionnaire à raison de ces retards.
- 13.2 Toutefois, aucune indemnisation n'interviendra si le Grand Equilibre n'est pas affecté par ces retards. Dans tous les cas, les Parties se rencontreront dans les conditions prévues au Titre XIX ci-après pour minimiser les conséquences de ces retards et remédier au mieux à la situation.
- 13.3 Il est entendu que si le retard ou le refus de délivrance des Autorisations, non imputable au Concessionnaire, pour la réalisation, par phase des Stations et Espaces figurant en Annexe A8-2, concerne plus du tiers des demandes d'Autorisations par phase déposées par le Concessionnaire, et que l'ensemble des refus ou retards impacte le bon fonctionnement du service, l'ouverture de la Phase concernée sera prorogée :
 - a) pour les Autorisations subissant un retard, du délai moyen de retard constaté dans la délivrance desdites Autorisations par rapport à la date initialement prévue telle que figurant en Annexe A8-10.
 - b) pour les Autorisations ayant fait l'objet d'un refus, du délai moyen nécessaire pour la délivrance des Autorisations relatives à la réalisation des Stations ou Espaces sur un Périmètre en voirie de substitution après accord des Parties sur ledit Périmètre.

Afin de prévenir les retards liés aux changements d'emplacement de Stations ou Espaces rendus nécessaires par les Autorités administratives, le Concessionnaire

GR AL

prévoit de présenter pour chaque Phase, un nombre de dossiers à l'instruction technique supérieur de 15 % à celui strictement nécessaire pour la Phase concernée telle que prévue en Annexe A8-2,



GM AL

TITRE V – RÉALISATION DES TRAVAUX ET DÉBUT D’EXPLOITATION

Article 14 – Réalisation des Travaux

14.1 Programme

Le Concessionnaire s’engage à mettre en œuvre un programme général de travaux pour la réalisation des Stations et Espaces AUTOLIB’ dont les conditions de réalisation pour chacune des phases sont plus amplement décrites ci-après.

Pour chaque phase, le Concessionnaire dépose ses demandes d’Autorisations pour la réalisation des Stations et Espaces AUTOLIB’, dans les formes du dossier type figurant en Annexe A8-9.

Le Concédant s’engage à faciliter, au moyen du Guichet Unique, la coordination de la procédure d’instruction des Autorisations conformément aux dispositions de l’article 11 et de l’Annexe A8-8, et à tenir informé le Concessionnaire de toute difficulté éventuelle qui pourrait survenir.

14.1.1 Phase test

La Phase Test consiste à mettre en service à la Date de Début d’Exploitation de cette phase environ TRENTE-TROIS (33) Stations et Espaces AUTOLIB’ et environ SOIXANTE-SIX (66) BLUECAR®, sous réserve de i) la survenance d’un cas de force majeure ou de ii) l’indisponibilité des Périmètres nécessaires ou de la non obtention des Autorisations pour des raisons non imputables au Concessionnaire, dans les conditions prévues aux présentes.

14.1.2 Phase 1 : Ouverture du service AUTOLIB’ au grand public

La Phase 1 consiste à mettre en service à la Date de Début d’Exploitation de cette phase au moins 250 Stations et Espaces AUTOLIB’ et au moins 250 BLUECAR®. Le plan prévisionnel initial de déploiement des stations figure en Annexe A8-10, sous réserve de i) la survenance d’un cas de force majeure ou de ii) l’indisponibilité des Périmètres ou de la non obtention ou du retard de délivrance des Autorisations pour des raisons non imputables au Concessionnaire obligeant le report de la Date de début de la Phase 1 dans les conditions de l’article 13 afin d’effectuer des reprogrammations de déploiement d’une ou d’un ensemble de Stations et Espaces AUTOLIB’, dans les conditions prévues aux présentes.

Le Concessionnaire aura la possibilité d’adapter, le cas échéant, sa politique d’ouverture du service aux Usagers pour tenir compte de la progressivité du déploiement du service.

Le Concessionnaire et le Concédant se mettront d’accord sur la programmation de la réalisation des travaux et de l’ouverture des stations pendant la phase 1 pour conserver une bonne adéquation entre le nombre de véhicules mis en service et le nombre de stations ouvertes.

14.1.3 Phase 2 : déploiement total du service

GM M

La Phase 2 consiste à réaliser et à mettre en service à la Date de Début d'Exploitation de cette phase et sur la base d'un périmètre de QUARANTE CINQ (45) communes, au moins MILLE QUATRE-VINGT DIX HUIT (1098) Stations et Espaces AUTOLIB' et au moins MILLE SEPT CENT QUARANTE (1740) BLUECAR®, sous réserve de i) l'absence d'un cas de force majeure ou de ii) la disponibilité des Périmètres ou de l'obtention ou de l'absence de retard de délivrance des Autorisations pour des raisons non imputables au Concessionnaire obligeant notamment le report de la Date de début de la Phase 2 dans les conditions de l'article 13 afin d'effectuer des reprogrammations de déploiement d'une ou d'un ensemble de Stations et Espaces AUTOLIB', dans les conditions prévues aux présentes.

14.1.4 Tranches complémentaires optionnelles

Le Concédant pourra prescrire au Concessionnaire la réalisation de SEPT (7) tranches complémentaires optionnelles pour densifier le maillage ou étendre le Périmètre de la Concession.

Les « tranches complémentaires optionnelles » 1 à 7 correspondent aux éventuelles Stations ou Espaces complémentaires aux phases 1 et 2 qui peuvent être exigés par le Concédant, ou demandés par le Concessionnaire durant l'exécution de la Concession dans les conditions précisées à l'article 4.

Les tranches complémentaires optionnelles 1 à 7 sont fractionnables. Le Concédant peut ainsi commander à tout moment tout ou partie de la tranche 1 ou tout ou partie des autres tranches.

a) Périmètre et dimensionnement de la première tranche complémentaire optionnelle

La première tranche complémentaire optionnelle concerne les communes ayant adhéré au Syndicat Mixte Autolib' au plus tard lors de l'ouverture du service au grand public (Phase 1). Cette première tranche correspond à la mise en service de toute ou partie des Stations et/ou Espaces AUTOLIB' prévus dans le rapport de l'étude APUR et non commandées lors des Phases 1 et 2. Elle vise à compléter le maillage sur le territoire de ces communes.

b) Dimensionnement de la première tranche complémentaire optionnelle

Cette tranche vise à atteindre le nombre optimal de Stations ou Espaces prévu dans l'étude APUR sur le territoire des communes adhérentes au plus tard à la date d'ouverture du service au grand public.

c) Périmètre et dimensionnement de la deuxième tranche complémentaire optionnelle

Cette tranche vise à compléter le maillage sur le territoire des communes adhérentes au plus tard à la date d'ouverture du service au grand public dans la limite de 1 000 stations ou Espaces.

d) Périmètre de déploiement des tranches complémentaires optionnelles 3 à 7

Le périmètre de déploiement des tranches complémentaires optionnelles 3 à 7 couvre l'ensemble du territoire compris dans la Limite de la Concession, à l'exception du Périmètre couvert lors des phases 1 à 2.

Gm AL

Le dimensionnement des tranches complémentaires optionnelles 3 à 7 est le suivant :

3	Troisième tranche complémentaire optionnelle	de 0 à 200 Stations ou Espaces
4	Quatrième tranche complémentaire optionnelle	de 201 à 400 Stations ou Espaces
5	Cinquième tranche complémentaire optionnelle	de 401 à 600 Stations ou Espaces
6	Sixième tranche complémentaire optionnelle	de 601 à 800 Stations ou Espaces
7	Septième tranche complémentaire optionnelle	de 801 à 1 000 Stations ou Espaces

Chaque tranche complémentaire 3 à 7 ne pourra être entamée avant que la précédente n'ait été achevée.

Toute tranche complémentaire optionnelle demandée par le Concédant devra être étudiée de façon telle que le nombre et la localisation des Stations ou Espaces de toute nouvelle tranche présentent des perspectives fonctionnelles et économiques aussi proches que possible de celles sur lesquelles le Concessionnaire a basé son offre. Le Concessionnaire proposera alors un Plan d'affaires pour la Tranche ou la partie de Tranche considérée. Ce Plan d'affaires sera établi dans des conditions plus amplement décrite à l'Article 41.2.

Si le Plan d'Affaires de la tranche révèle que la programmation du service dans le cadre de cette nouvelle tranche ne permet pas d'atteindre un niveau d'équilibre et de bénéfices similaire à celui prévu dans le Plan d'Affaire Conventionnel sur la durée de la Concession restant à courir, en tenant compte de l'effet du déploiement de cette nouvelle Tranche de Stations et Espaces, les Parties constateront l'absence d'intérêt économique de la Tranche. Toutefois, le Concessionnaire sera tenu de réaliser la tranche en question sans compensation financière autre que celles prévues à l'Article 42.

Si l'absence d'intérêt économique est confirmé et qu'une rupture du Grand Équilibre imputable à la réalisation de cette tranche est observée pendant plus de six mois à compter de la Date du Début d'Exploitation de cette nouvelle tranche, le Concédant prendra toute mesure appropriée pour rétablir le Grand Équilibre et favorisera toute solution permettant au Concessionnaire d'atteindre le niveau de bénéfice raisonnable prévu au Plan d'Affaires Conventionnel. En cas d'échec, les dispositions de l'article 58 paragraphe 2 et suivants s'appliqueront.

Dans un délai de TRENTE (30) jours au plus tard après l'accord sur le Plan d'Affaires d'une tranche optionnelle, le processus de programmation des travaux, d'obtention des Autorisations, de mise à disposition des Périmètres et de réalisation des travaux, prévu pour les Phases précédentes, sera applicable.

14.2 – Modification non prévues des composants des Installations

Sont considérées comme des modifications non prévues des composants des Installations, les modifications techniques, travaux accessoires ou d'embellissement demandés par le Concédant en marge de la réalisation des Stations ou Espaces Autolib'.

Les modifications des composants des Installations, non prévues par la Concession et

demandées par le Concédant, seront réalisées aux frais de ce dernier.

14.3 –Installations et travaux supplémentaires proposées par le Concessionnaire

Le Concessionnaire peut à tout moment proposer au Concédant la réalisation d'Installations non comprises dans la programmation des travaux ou dans les tranches optionnelles dans les conditions prévues à l'article 4.5.3 ci-avant. Ces Installations peuvent comprendre de nouvelles Stations ou Espaces AUTOLIB' ou tout autre type d'installations ou de travaux que le Concessionnaire estime opportun de réaliser.

Dans ce cas le Concessionnaire propose au Concédant un projet de programmation additionnelle incluant en tant que de besoin l'identification de Périmètres particuliers en voirie et hors voirie, de service nouveau.

Le Concédant s'engage à examiner la proposition du Concessionnaire et à faire tous ses efforts pour y donner suite dans le respect des dispositions de la présente convention et de l'intérêt du service.

L'accord sur la programmation additionnelle au sein des limites de la Concession devra être matérialisé par un accord écrit. Il précisera en tant que de besoin les conditions de mise à disposition des périmètres particuliers et/ou l'extension des périmètres existants ou encore la modification de l'installation.

Les conditions de programmation des travaux et de réalisation des Stations et Espaces seront les mêmes que celles applicables à la phase 1.

14.4 – Installations et travaux supplémentaires demandés par le Concédant hors tranches complémentaires

Le Concédant, lorsque l'intérêt public est dûment justifié, dispose du droit d'ordonner au Concessionnaire la réalisation d'Installations ou travaux supplémentaires ainsi que toutes adaptations raisonnables aux stations et Espaces AUTOLIB' existants, en cours de réalisation ou projetées.

Dans ce cas il s'entend avec le Concessionnaire pour établir les conditions de réalisation ou de modifications des Installations et travaux supplémentaires sur la base d'un Plan d'Affaire préparé par le Concessionnaire dans les conditions identiques à celles prévues pour les Tranches complémentaires optionnelles.

Toutefois, en cas de désaccord sur le Plan d'Affaires persistant pendant plus de TROIS (3) mois, le Concédant pourra ordonner au Concessionnaire de réaliser tout ou partie des Installations et travaux justifiés par l'intérêt public.

Dans ce cas, il compensera le Concessionnaire de façon à rétablir le Grand Equilibre, dont la rupture résulterait des travaux supplémentaires, dans la limite des coûts générés par ces travaux et favorisera toute solution permettant au Concessionnaire d'atteindre le niveau de bénéfice raisonnable prévu au Plan d'Affaires Conventionnel.

14.5 Déroulement et contrôle des Travaux

GA- AL

Les Parties se rencontreront de façon hebdomadaire pour faire un état d'avancement du déroulement des travaux. Le Concédant pourra assister à l'exécution des Travaux sans interférer dans leur déroulement. A cette fin, le Concédant aura librement accès aux chantiers aux heures et jours ouvrables après en avoir informé le Concessionnaire. Il pourra être associé aux réunions de chantier.

Les Travaux sont conduits en conformité avec la réglementation applicable.

Le Concessionnaire fait son affaire du respect de la sécurité dans et aux abords des chantiers. Il s'engage notamment à informer de la présence des travaux par une signalisation adaptée et à en limiter l'accès. Il s'engage également à mettre en place et développer un plan de communication à l'attention des riverains.

A l'issue des travaux, les abords des Installations sont remis en état sous la responsabilité et aux frais du Concessionnaire.

14.6 Achèvement des Travaux

Au fur et à mesure de leur achèvement ou mise en place, les ouvrages et installations font l'objet d'un procès-verbal de récolement, dressé contradictoirement par les représentants qualifiés du Concessionnaire, du Concédant et de la collectivité territoriale dont dépend le domaine concerné, qui est joint au procès-verbal de réception.

La procédure de réception comportera une phase de TROIS (3) mois pour la levée des réserves.

14.7 Qualité des Travaux

Le Concessionnaire s'oblige à concevoir, construire et exploiter les ouvrages, en n'utilisant que des matériaux appropriés de qualité. En outre, pour les travaux effectués sur voirie, le Concessionnaire s'engage à utiliser des matériaux pour les revêtements sur chaussée et sur trottoir conformes aux usages constatés et aux règlements de voirie de la commune concernée.

Le Concessionnaire sera tenu de mettre en œuvre sur les chantiers des procédures d'assurance qualité permettant de garantir au Concédant la conformité des travaux aux règles techniques applicables.

Le Concessionnaire s'engage à planifier, organiser et réaliser ses chantiers de manière à limiter au mieux les différentes nuisances pouvant être occasionnées aux riverains et aux tiers pendant la durée des travaux et en y maintenant une signalétique adaptée.

14.8 Garanties et mise en œuvre des garanties

Le Concessionnaire s'engage à obtenir des entreprises avec lesquelles il contracte pour la réalisation des travaux et, plus généralement, de toutes personnes participant aux opérations ou travaux, des garanties contractuelles conformes aux usages en la matière. Par ailleurs, pendant la durée de la Concession, le Concessionnaire s'oblige à mettre en jeu dans les conditions qu'il juge les plus appropriées, sous sa responsabilité et à ses risques, les garanties relatives aux travaux.

GR AL

14.9 Indemnisation des tiers

Sont à la charge exclusive du Concessionnaire, sans préjudice des recours de sa part contre qui de droit, toutes les indemnités et les indemnisations de toute nature qui pourraient être dues à des tiers par la suite de la réalisation des travaux, de leur modification ou des travaux de réparation.

Il est rappelé toutefois que la responsabilité du Concessionnaire ne pourra pas être recherchée s'agissant des conséquences résultant, à l'égard des tiers, de la mise à disposition des Périmètres dans les conditions prévues à l'article 4.3.

14.10 Choix des entrepreneurs

Le Concessionnaire s'engage à faire réaliser les travaux d'Installations par des entreprises compétentes permettant d'assurer la livraison des travaux aux dates contractuelles. Le Concédant pourra contrôler les sous-traitants dans les conditions prévues à l'article 55.2 ci-après.

En outre, le Concessionnaire choisira les entreprises chargées de réaliser les travaux dans le respect des modalités de publicité et de mise en concurrence prévues par la directive communautaire 2004/18/CE du 31 mars 2004 pour la passation des marchés des concessionnaires de travaux.

14.11 Imprévus, troubles et désordres divers

Sauf dispositions particulières de la présente Concession ou résultant du droit applicable, le Concessionnaire ne peut pas élever contre le Concédant de réclamation à l'occasion de :

- l'exécution de travaux liés directement ou indirectement à la survenance d'événements ou à la découverte d'éléments relevant de la situation géologique, géotechnique, archéologique ou plus généralement physique, et qu'un professionnel de l'art est normalement en mesure de prévoir en fonction des connaissances à l'époque des travaux ;
- troubles liés à des mesures temporaires de sûreté, de sécurité, de manifestations d'ordre ou de police.

Au cas où le Concessionnaire estime que des circonstances extérieures qui ne lui sont pas imputables, entraînent des coûts supplémentaires ou, le cas échéant, retardent la réalisation des travaux par rapport à leur programmation, il doit saisir sans délai le Concédant pour procéder à un constat contradictoire de la situation. Les Parties se réunissent en Comité de suivi dans les conditions prévues à l'article 69 pour s'entendre sur les dispositions à prendre afin de rétablir le Grand Equilibre.

Les surcoûts liés à de nouvelles règles de sécurité, soit réglementaires, soit prescrites par les commissions d'homologation qui n'auraient pu être financées par les recettes commerciales du service ainsi que, le cas échéant, les incidences sur le calendrier de réalisation des Stations et Espaces, sont supportés par le Concédant, sauf dans le cas où le Grand Equilibre n'est pas affecté.

Gr AL

TITRE VI – EXPLOITATION, ENTRETIENS, RENOUVELLEMENT SÉCURITÉ

Il sera procédé, préalablement au début de l'exploitation du service public AUTOLIB' à une phase test.

La Date de Début d'Exploitation de la phase test est fixée au 212^{ème} jour après la date de Notification. Sa durée prendra fin la veille de la Phase 1.

Lors de cette phase les utilisateurs seront présélectionnés par le Concédant en accord avec le Concessionnaire parmi les agents des communes membres du Syndicat Mixte et / ou les employés d'entreprises ou d'administrations partenaires du Projet.

Durant cette phase, le Concessionnaire s'engage à mettre en place des initiatives permettant d'associer les Usagers potentiels par le biais de jeux, concours, animations, etc. afin de déterminer le profil des Usagers, leurs attentes, les aspects positifs et négatifs du service AUTOLIB', les conditions de son amélioration, etc.

QUINZE (15) jours avant l'expiration de la Phase test, les Parties se rencontreront pour analyser les premiers résultats de la phase de test et adapter au besoin certains aspects du service et, le cas échéant, la programmation générale des projets de travaux, afin de répondre au mieux aux attentes des Usagers.

Article 15 – Conditions générales d'exploitation du Service

Le Concessionnaire gère et exploite la Concession à ses risques et périls sans que le Concédant concoure aux dépenses du Concessionnaire, à sa trésorerie, à l'équilibre de ses comptes et au financement de la Concession, autrement que dans le cadre des obligations souscrites dans le cadre de la présente Concession et du droit applicable.

Le Concessionnaire est tenu en particulier de développer l'attractivité du Service Public, principalement, par la qualité, la diversité, le coût et la coordination des services qui y seront proposés et d'assurer la promotion du Service auprès des Usagers.

Il est d'ores et déjà précisé qu'afin de permettre au Concessionnaire de pouvoir honorer ses obligations de service public notamment en termes d'ouverture des Espaces et Stations et de disponibilité des BLUECAR[®], de rééquilibrage et de maillage, le Concessionnaire bénéficiera pour l'ouverture des Stations et Espaces nécessaires jusqu'au déploiement total du service tel que défini aux présentes d'une subvention d'investissement dont le montant et les modalités de règlement figurent à l'article 42.

Le Concédant facilitera les échanges avec les différents opérateurs de transports en commun présents sur le territoire d'AUTOLIB' afin de faciliter l'interopérabilité des transports et la promotion commune des activités.

Le Concédant facilitera les relations avec les autorités régionales et nationales concernées.

GR AL

Le Concédant s'engage également à faciliter le dialogue entre le Concessionnaire et le gestionnaire du réseau d'électricité et à faire ses meilleurs efforts afin qu'une convention puisse être conclue entre eux dans un délai de quatre-vingt dix jours après la Notification.

Article 16 – Conditions d'accès au service Autolib' et au Service de recharge

Le Concessionnaire s'engage à mettre les BLUECAR® à la disposition des Usagers dans les conditions ci-après :

16.1 – Accès au Service AUTOLIB'

Les Usagers doivent obligatoirement être abonnés pour pouvoir accéder au Service AUTOLIB'.

Le Concessionnaire vérifie lors de la souscription de l'abonnement que les Usagers sont bien titulaires d'un permis de conduire valide pour conduire en France. Il met également en place un système d'information et une procédure déclarative de l'Usager permettant de présumer que ce dernier est en possession d'un permis de conduire valide et n'est pas sous l'emprise de l'alcool ou de stupéfiants au moment du retrait du Véhicule.

Le Concessionnaire s'engage à mettre en place un service d'identification des Usagers et de retrait des BLUECAR® en libre service d'un usage convivial et géo-localisé. L'accès à un Véhicule est contrôlé par la lecture d'une carte RFID ou par une technologie offrant des fonctionnalités similaires lue sur la borne AUTOLIB' et confirmée par la saisie d'un code personnel et contrôlée dans une base de données centrale.

De conserve avec le Concédant, le Concessionnaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir les autorisations nécessaires à l'utilisation du passe Navigo (Navigo est une marque déposée par le STIF) comme support d'abonnement.

Le Concessionnaire ne pourra en aucun cas, sauf défaillance technique du Véhicule ou du système d'exploitation qui lui serait directement imputable, être tenu responsable des dommages causés aux tiers ou aux BLUECAR® à compter du moment du retrait par l'Usager jusqu'à la restitution effective.

De même, le Concessionnaire ne peut être tenu responsable en cas de fausse déclaration concernant la validité, le retrait ou la suspension du permis de conduire et autres déclarations de l'Usager notamment celles confirmant qu'il n'est pas dans un état de fatigue excessive, sous l'emprise de l'alcool, de la drogue, de médicaments ou de tout autre substance légale ou illégale altérant ses facultés ou sa capacité à réagir.

16.2 – Acceptation par l'Usager des Conditions générales d'accès et d'utilisation du Service Autolib'

Le Concessionnaire s'assure que chaque Usager a pris connaissance et accepté les conditions générales d'accès et d'utilisation des BLUECAR® telles que figurant aux Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation préalablement validées par le Concédant et dont les principes généraux figurent en Annexe A8-18.

Gm AL

Le Concessionnaire informe les Usagers des conditions et règles d'utilisation des BLUECAR® conformément aux dispositions de l'article 18 ci-après.

16.3 – Accès et utilisation du Service de recharge

Les Usagers doivent obligatoirement être abonnés pour pouvoir accéder au Service de recharge.

Le Concessionnaire s'assure que chaque Usager a pris connaissance et accepté les conditions générales d'accès et d'utilisation du Service de recharge telles que figurant aux Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation préalablement validées par le Concédant et dont les principes généraux et les conditions de tarification figurent en Annexe A8-18.

L'utilisation du Service de recharge est également soumise aux dispositions du point b) de l'article 5.1.1.1.

Article 17 – Conditions d'utilisation des BLUECAR®

17.1 – Limitation de l'utilisation des BLUECAR®

Le Concessionnaire devra permettre aux Usagers d'utiliser les BLUECAR® sans limite au sein de la région Ile-de-France pour autant qu'ils s'engagent à les retirer et à les rendre à une quelconque Station ou Espace AUTOLIB' en situation de disponibilité.

La prestation est facturée selon un dispositif prenant en compte la date et l'heure de retrait du Véhicule dans un Espace ou Station et matérialisé par la déconnexion du Véhicule de la borne de charge électrique jusqu'à la restitution du Véhicule matérialisée par la reconnexion du Véhicule à la borne de recharge électrique dans un autre Espace ou Station ou conformément aux dispositions de l'Annexe A8-18, par l'intervention d'un agent du Concessionnaire lorsque l'Usager ne disposera pas d'une place à l'arrivée dans un périmètre de Stations et d'Espaces déterminé en Annexe A8-18.

Le Concessionnaire aura le droit d'infliger une pénalité financière à tout Usager utilisant un Véhicule en dehors de la région Ile-de-France. Cette pénalité sera exigible selon un tarif horaire majoré. Le mode de calcul de cette pénalité est spécifié à l'Annexe A8-18.

Il en ira de même en cas de restitution non conforme du Véhicule c'est-à-dire une restitution en dehors d'un Espace ou Station AUTOLIB' en disponibilité et / ou qui ne respecterait pas pleinement la procédure prévue pour la restitution.

En l'absence de restitution du Véhicule dans un Espace ou Station prévu à cet effet la facturation du service continuera jusqu'à ce que le Véhicule soit restitué dans un Espace ou Station AUTOLIB' en disponibilité et selon la procédure prévue.

En cas d'abandon du Véhicule en dehors d'un Espace ou Station et sauf cas de force majeure, une indemnisation du Concessionnaire assortie d'une pénalité financière sera facturée à l'usager.



17.2 – Traitement des pannes et accidents

En cas de panne ou d'accident et sauf dans le cas où la panne ou l'accident serait manifestement imputable à l'Usager, le Concessionnaire fera en sorte que l'Usager puisse poursuivre son itinéraire soit par la mise à disposition d'un autre Véhicule, soit par le recours à un autre moyen de transport mis à sa disposition aux frais du Concessionnaire.

Les Conditions générales d'accès et d'utilisation préciseront les modalités spécifiques de cette obligation.

Article 18 – Information des usagers

18.1 – Conditions générales d'accès et d'utilisation

60 jours avant la Date de Début d'Exploitation de la Phase 1, le Concessionnaire rédigera les conditions générales d'accès et d'utilisation des BLUECAR[®], et les soumettra pour avis au Concédant qui disposera d'un délai de 15 jours pour les valider ou faire ses observations, dont le Concessionnaire devra alors tenir compte. Après avoir été validées, le Concessionnaire en assurera une diffusion adaptée pour les mettre à disposition des Usagers. Il devra en particulier s'assurer que ces conditions générales ont été portées à la connaissance des Usagers préalablement au retrait d'un Véhicule, en attirant leur attention sur la nécessité de leur lecture.

18.2 – Autres informations

Le Concessionnaire mettra par ailleurs à disposition des Usagers toute information utile en français, en anglais et dans une troisième langue à définir au moment de la phase de test sur les modalités d'utilisation des BLUECAR[®] selon des modalités performantes, intuitives et conviviales dans les conditions suivantes :

18.2.1 Dispositif d'interface

Le Concessionnaire met en œuvre un dispositif d'informations aux Usagers par :

- un réseau de bornes de locations dans les Espaces et Stations AUTOLIB' et un réseau de bornes d'abonnement dans les Espaces AUTOLIB',
- un centre d'accueil principal
- une assistance dans les Espaces AUTOLIB' sur lesquels un agent du concessionnaire est prévu
- un site internet permettant la réservation de BLUECAR[®] dans le délai fixé à l'article 7,
- la gestion et le suivi des comptes personnels des Usagers,
- un centre d'appels qui assurera une permanence téléphonique permettant l'assistance aux Usagers.

18.2.2 Contenu des informations

Le Concessionnaire informe les Usagers :

- des caractéristiques d'utilisation du service ;

GM AL

- des conditions d'adhésion ;
- des tarifs
- des modalités d'abonnement ;
- des conditions de consultation des informations relatives aux comptes usagers incluant le suivi des consommations, la facturation et le paiement ;
- des lieux d'implantation des stations
- des réservations des BLUECAR[®],
- des lieux d'emplacement des BLUECAR[®] disponibles ainsi que de leur état de charge
- des conditions de réservation des places disponibles
- de tout dysfonctionnement
- des modalités de gestion des sinistres et réclamations
- des modalités d'assistance
- du mode d'emploi des BLUECAR[®] et des Installations
- des conditions financières
- des moyens de paiement

18.2.3 Information à bord des BLUECAR[®]

Le Concessionnaire s'engage à ce que les BLUECAR[®] soient équipés d'un système GPS (ou équivalent) d'aide à la navigation ainsi que de systèmes de communication reliant directement l'Usager avec le Concessionnaire.

Article 19 – Sécurité

19.1 Obligations de sécurité à la charge du Concessionnaire

Sans préjudice de toute autre disposition de la Convention, le Concessionnaire est tenu de mettre en place et d'assurer au sein des Périmètres des Stations et des Espaces le fonctionnement et l'entretien des équipements de sécurité nécessaires à la bonne utilisation des Installations.

19.2 Mesures de Police

Les tâches de police sont assurées par l'Etat et les Communes et sont à leur charge dans le respect de leur compétence respective.

Le Concédant fera ses meilleurs efforts dans le cadre de la mission générale de police des Communes et de l'Etat afin que le Service Public AUTOLIB' bénéficie dans les meilleures conditions, adaptées aux problèmes rencontrés, du concours de la force publique pour assurer la sécurité des personnes, des BLUECAR[®] et Installations dans les limites de la Concession.

Le Concessionnaire et le Concédant, et toute autorité administrative notamment celle titulaire d'un pouvoir de police générale et spéciale dans les Limites de la Concession pourront conclure des conventions spécifiques relatives aux problèmes de sécurité. Le Concédant fera ses meilleurs efforts pour faciliter la conclusion de ces Conventions.

Le Concédant fera ses meilleurs efforts pour obtenir de ses membres la prise par arrêté de toutes les mesures nécessaires à la bonne organisation du service.

ML GWR

Le Concessionnaire pourra participer au déploiement engagé par les Communes de tout système de Vidéoprotection adapté au Service Autolib' en cas de surcroît constaté d'actes de vandalisme et sous réserve de l'accord exprès des collectivités concernées.

Article 20 – Obligation générale d'entretien et de renouvellement

20.1 – Principes généraux

Le Concessionnaire s'engage à assurer l'entretien et le renouvellement des BLUECAR® et des Installations de manière à ce qu'ils conviennent en permanence à l'usage auquel ils sont destinés, et ce, dans de bonnes conditions de sécurité.

20.2 – Plan d'Entretien et de renouvellement

Dans les TROIS (3) mois suivant la Notification de la Concession, le Concessionnaire soumettra pour avis au Concédant un Plan d'Entretien et de Renouvellement.

Ce plan portera sur :

- la surveillance et la vérification du fonctionnement technique des BLUECAR® et Installations,
- la méthode de conduite et de surveillance de la maintenance,
- les procédures et instructions de travail,
- le planning de maintenance,
- l'évolution des Installations et la programmation des renouvellements pour vétusté.

Le Concédant disposera d'un délai de TRENTÉ (30) jours pour donner son avis.

Le Concessionnaire tiendra compte de cet avis pour adapter son Plan d'Entretien et de Renouvellement et mettre en place conjointement avec le Concédant les procédures de contrôle.

Le contrôle de ce plan sera réalisé à travers un journal de maintenance qui devra préciser :

- les dates des opérations de maintenance préventive et les opérations menées ;
- les dégradations, incidents et les défauts des BLUECAR® ou Installations constatés ;
- les heures auxquelles les incidents sont constatés ou signalés ;
- par incident, les heures de mobilisation, de remise en service et de réparation ;
- l'inventaire des BLUECAR® ou Installations réparées ou remplacées

20.3 – Travaux et services d'entretien et de réparation

Les BLUECAR® et Installations sont entretenues en bon état de fonctionnement et d'aspect et réparés par les soins du Concessionnaire, dans les conditions précisées à l'Annexe A8.6.

Le Concessionnaire conserve le choix à tout moment de remplacer les BLUECAR® et Installations devant être réparées par des BLUECAR® ou Installations neuves ou en bon état de fonctionnement.

AL Gnr

TITRE VII – RÉGIME DU PERSONNEL

Article 21 – Principes généraux

Le Concessionnaire s'engage à respecter les principes généraux d'emploi des salariés tels que figurant à l'Annexe A8-23.

Le Concessionnaire s'engage, en particulier, pendant toute la durée de la Concession à affecter à la réalisation de ces différentes tâches du personnel sélectionné, remplissant toutes les conditions de sérieux, technicité et fiabilité requises et ce, en nombre suffisant.

Le Concessionnaire veille au respect permanent de l'ensemble des qualifications, agréments et habilitations requises du personnel. Il met en place à cet égard un programme adéquat de formation afin que les compétences et les qualifications du personnel soient toujours adaptées aux besoins du service et à l'évolution des fonctions.

Le Concessionnaire prend pendant toute la durée de la Concession, l'engagement de respecter et de faire respecter les contraintes légales et réglementaires dans le domaine de la réglementation du travail, de la protection sociale et de l'hygiène et de la sécurité.

Le Concessionnaire s'engage à condition de diplôme, d'expérience et de compétence équivalente à favoriser dans la mesure de l'adéquation du handicap avec la fonction exercée à favoriser le recrutement, l'emploi et la formation de personnel handicapé.

Il est expressément convenu entre les Parties que le Concessionnaire fera son affaire de toute indemnité, prime et avantage à verser pendant la durée de la Concession aux personnels affectés à celle-ci.

A ce titre, le Concessionnaire adresse annuellement au Concédant un bilan social de l'année écoulée qui porte notamment sur :

- les modalités de recrutement
- le respect des règles d'hygiène et de sécurité
- la formation
- la politique de rémunération et d'incitation
- le respect de l'égalité des chances
- les dispositifs d'insertion sociale et professionnelle

Article 22 – Schéma organisationnel

Dans les trois (3) mois suivant la Notification de la Concession et ensuite, au cours du mois de janvier de chaque année, le Concessionnaire communiquera au Concédant un schéma organisationnel du personnel.

Le Concessionnaire s'engage, pendant toute la durée de la Concession, à veiller à ce que les personnes qu'il entend affecter aux postes visés dans le schéma organisationnel présentent toujours les caractéristiques requises en termes d'expertise, délégations de pouvoirs et de responsabilités.

 64

Article 23 – Reprise du personnel

En cas de poursuite de l'exploitation du Service Public AUTOLIB' après l'expiration du Contrat de Concession ou sa résiliation anticipée, la continuité des contrats de travail en cours sera assurée par le nouveau concessionnaire ou le Concédant dans les conditions et en application des articles L.1224-1 à L.1224-4 du code du travail.



AL GW

TITRE VIII – QUALITÉ, PERFORMANCE, PÉNALITÉ, SANCTIONS COERCITIVES ET INTÉRESSEMENT A LA QUALITÉ DE SERVICE

Article 24 – Qualité, performance, pénalités

La bonne qualité du Service Public AUTOLIB' est une des conditions de son déploiement et de son succès.

Pour favoriser cette démarche, les Parties sont convenues de rechercher les meilleurs moyens pour optimiser la prestation, améliorer la qualité et obtenir des gains de productivité et d'efficacité.

Les Parties développent une politique qualité qui sert de base aux relations entre elles, en particulier par :

- le traitement des dysfonctionnements éventuels
- la mesure de la qualité,
- la recherche permanente de l'amélioration de la qualité.

Une action commune en vue de la certification qualité ISO 9001/2008 des opérations prévues au présent contrat pourra également être engagée, si les Parties le jugent nécessaire.

Le Concessionnaire s'engage notamment à mettre en place une démarche qualité intégrant les bonnes pratiques et les normes édictées par des organismes compétents.

Dans ce cadre, il s'engage notamment à tenir un registre électronique destiné à recevoir les réclamations et observations des Usagers. Ce registre sera mis à la disposition des Usagers par le Concessionnaire sur un site internet.

Le Concédant dispose d'un droit d'accès permanent audit registre. Il peut requérir du Concessionnaire toute explication sur la suite qu'il donne à ces réclamations. Les résultats de l'instruction faite par le Concédant y sont inscrits.

Un bilan annuel récapitulatif des observations enregistrées et des suites données est communiqué au Concédant.

Article 25 – Objectifs de Performance et garantie de bonne exécution

25.1 Objectifs de performance

Le Concessionnaire déploiera tous ses efforts pour atteindre des objectifs de performance de référence pour les BLUECAR®, les Installations et les principales fonctionnalités du service qui sont précisés en Annexe A8-6 sous la rubrique « Définition du service à atteindre ». La réalisation de ces objectifs est un but vers lequel le Concessionnaire doit tendre afin d'améliorer le service aux Usagers qualitativement et, le cas échéant, quantitativement.

Afin de déterminer et mesurer le niveau de qualité du service à atteindre, les Parties ont établi certains objectifs qui figurent dans l'annexe précitée sous la rubrique « Niveau d'exigence ».

GW R

L'atteinte de ces objectifs correspond à la réalisation par le Concessionnaire d'un niveau de service acceptable, le Concessionnaire s'engageant à ce que le niveau de qualité de service ne tombe pas dans la catégorie des situations inacceptables telle que définie dans le cadre des critères fixés en Annexe A8-6 sous la rubrique « situations inacceptables».

Le Concessionnaire mettra en place les objectifs de performance suivants, dont les modalités sont plus amplement définies en Annexe A8-6 :

- 1) Disponibilité des BLUECAR® à la réservation
- 2) Disponibilité des places à l'arrivée
- 3) Propreté des BLUECAR®
- 4) Entretien mécanique des BLUECAR®
- 5) Réponses du Centre d'appels
- 6) Accueil dans les Espaces Autolib' et le Centre d'accueil
- 7) Assistance aux Usagers
- 8) Disponibilité informatique
- 9) Disponibilité et maintenance des bornes de communication
- 10) Relations avec la clientèle et réclamations
- 11) Renouvellement flotte
- 12) Capacité de charge de batterie des BLUECAR®
- 13) Disponibilité pour le Concédant des éléments de reporting

25.2 Garantie de bonne exécution

Le Concessionnaire s'engage à présenter lors de la signature de la Concession, une garantie de bonne exécution de certaines de ses obligations par BOLLORE SA, société actionnaire de référence du Concessionnaire, pour un montant de 20 millions d'Euros qui devra être octroyée et, le cas échéant, mise en œuvre selon les termes et conditions spécifiés en Annexe A8-19.

25.3 Délai moratoire

Les Parties conviennent qu'un délai moratoire de 6 mois à compter de la Phase 1 s'appliquera concernant les pénalités relatives aux Objectifs de Performance, à l'exception de celles relatives à l'indicateur n°13. Pendant cette période, le Concédant ne pourra appliquer aucune pénalité ni réclamer une quelconque indemnisation au Concessionnaire pour non atteinte des Objectifs de performance.

Pendant une période complémentaire de 9 mois à compter du démarrage de la phase 2, les montants de pénalité et de bonus unitaires définis dans l'annexe A8-6 seront réduits de moitié.

25.4 Rendez-vous

Les Parties conviennent de se rencontrer une fois par an avant le 1^{er} décembre afin d'analyser les conditions d'application des Objectifs de performance et des indicateurs prévus à l'Annexe A8-6 et de discuter, éventuellement et en tant que de besoin, de toute adaptation qu'il conviendrait d'y apporter conventionnellement.

Or AL

Article 26 – Suivi et contrôle des Objectifs de Performance

Le Concessionnaire met en œuvre et exploite un système d'information relatif au suivi et au contrôle des performances. Ce système comprendra des indicateurs de mesure de performance permettant d'identifier aisément les résultats obtenus par rapport aux objectifs.

Le Concessionnaire s'engage à communiquer au Concédant dans les formes et conditions de délai plus amplement définies en Annexe A8-6, toutes les informations pertinentes permettant au Concédant de vérifier les résultats atteints par rapport aux objectifs de Performance figurant dans ladite Annexe.

Article 27 – Conséquences du non respect ou du dépassement des critères de Performance

27.1 Non respect

Le Concessionnaire s'engage à ce que le niveau de qualité de service ne tombe pas dans les critères fixés en Annexe A8-6 sous la rubrique « situations inacceptables».

Sauf cas de force majeure ou autre situation non imputable au concessionnaire prévue dans la Concession, si ce dernier se trouve dans un cas de « situation inacceptable », il devra prendre les mesures correctives figurant en Annexe A8-6 et sera passible selon l'indicateur concerné d'une pénalité calculée dans les conditions précisées pour chaque indicateur et selon le barème figurant dans ladite Annexe.

Le montant total des pénalités exigibles, hors garanties de bonne exécution figurant à l'article 25-2, pour une quelconque période de UN (1) an ne pourra pas dépasser un montant total de 500 000 euros.

Au-delà de ce seuil de pénalité, le Concessionnaire pourra être réputé défaillant et les dispositions de l'article 28 ci-après pourront être mises en œuvre par le Concédant si ladite défaillance perdure pendant une durée de deux années consécutives.

27.2 Dépassement

Lorsque le Concessionnaire a dépassé au-delà d'un certain seuil les Objectifs figurant sous la rubrique « service à atteindre » de l'objectif de performance concerné, le Concédant affectera au Concessionnaire un crédit financier dont le montant figure dans ledit objectif de Performance (Annexe A8-6).

Ce crédit financier viendra s'imputer sur toute pénalité éventuellement due par le Concessionnaire au titre des dispositions de l'article 27des présentes.

Les pénalités sont payables mensuellement à terme échu avant le dernier jour du mois suivant par différence entre les pénalités et les bonus du mois en cours. L'existence d'un crédit financier ne donne jamais lieu à versement de ce crédit par le Concédant mais fera l'objet d'un report et d'une prise en compte sur la période suivante de comptabilisation des pénalités s'il n'a pas été pris en compte sur la période précédente.

GR AL

Article 28 - Sanctions coercitives

Sauf cas de Force Majeure ou autre situation non imputable au concessionnaire, prévue à la présente Concession, si le Concessionnaire n'exécute pas tout ou partie de ses obligations, le Concédant le met en demeure d'y satisfaire par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception dans les délais fixés par lui et adaptés à la cause de la mise en demeure, éventuellement à bref délai si l'intérêt public l'exige. Sauf cas d'urgence ce délai ne sera pas inférieur à TRENTÉ (30) jours.

Si le Concessionnaire manque à ses obligations essentielles et si le Service Public AUTOLIB' en est gravement perturbé ou si le seuil des pénalités forfaitaires annuel pour non respect des critères minimum de performance est dépassé pendant deux années consécutives, le Concédant pourra décider une mise en régie aux frais du Concessionnaire. Dans ce cas il doit lui accorder un délai pour satisfaire aux causes de la mise en demeure qui ne peut être inférieure à deux mois sauf cas d'urgence ou lorsque l'intérêt public l'exige.

Si le Concessionnaire n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti, une mise en régie totale ou partielle peut être ordonnée sans délai par le Concédant qui peut décider, soit de réaliser directement, soit de faire réaliser par une entreprise tierce, tout ou partie des prestations du Service Public AUTOLIB' incombant au Concessionnaire.

Le Concessionnaire supportera toutes les conséquences de la mise en régie. Toutefois, le Concédant répond vis-à-vis du Concessionnaire des conséquences des fautes commises dans le cadre de la mise en régie par lui ou le nouvel exploitant.

Si le Concédant estime que la défaillance du Concessionnaire est telle que le Concessionnaire encourt la déchéance, les dispositions de l'Article 65 ci-après s'appliqueront.



TITRE IX – CONTRÔLE ET DROIT D'INFORMATION DU CONCÉDANT

L'exploitation du Service Public AUTOLIB' est soumise au contrôle permanent du Concédant.

Ce contrôle s'opère, en particulier, sur la base de l'ensemble des informations et rapports que le Concessionnaire s'engage à transmettre au Concédant dans le cadre de la Concession.

Il peut également prendre la forme de contrôle sur le terrain incluant des contrôles inopinés.

En outre, le Concédant peut à tout moment, à condition d'en avoir informé le Concessionnaire au moins un mois avant, diligenter, aux frais du Concessionnaire dans les conditions précisées à l'article 43-3 une mission d'inspection de la Concession. Il peut également faire procéder annuellement et à ses frais, à un audit de gestion, ou à une enquête de qualité de la Concession.

Le Concessionnaire prête son concours et fournit tout document nécessaire à la réalisation de ces inspections ou audits.

Article 29 – Informations comptables et financières

Le Concessionnaire s'engage à ce que l'ensemble des opérations comptables et financières de la Concession soit enregistré dans des comptes dédiés à la seule Concession. La structure des comptes est décrite en Annexe A8-12.

Le Concédant, ou son mandataire a accès, à sa demande, à l'ensemble des livres comptables et rapports de la Concession deux fois par an.

Conformément aux articles L. 1411-3 et R. 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Concessionnaire fournira au Concédant, chaque année avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la Concession et une analyse de la qualité du service.

Article 30 – Bilan de fonctionnement

30.1 Bilan de fonctionnement six mois après la Date de Début d'Exploitation Phase 2

Six mois après la Date de Début d'exploitation de la Phase 2, le Concessionnaire s'engage à présenter un bilan détaillé du fonctionnement du Service Public AUTOLIB' comprenant entre autres :

- les résultats d'exploitation (notamment les statistiques utilisateurs / utilisations);
- les questions relatives à la performance du service, notamment en ce qui concerne la régulation du dispositif et le service usagers;
- les éventuelles demandes de stations complémentaires afin de compléter le parc existant;
- l'équilibre économique du contrat;

GW 

- les questions relatives à la sinistralité (dégradations, vol, vandalisme, etc..) et au respect des règles de police notamment en ce qui concerne le stationnement;
- le jugement du service par les utilisateurs et la population.

Le Concessionnaire transmettra à la demande du Concédant tout document complémentaire qu'il détiendrait et qui serait nécessaire au contrôle de ce dernier.

L'ensemble de ces documents sera soumis au Concédant préalablement à une réunion plénière à laquelle seront conviés, outre les représentants du Concessionnaire et du Concédant appartenant au Comité de Suivi, les représentants du Syndicat Mixte. Les Parties s'engagent à se rapprocher et à discuter de tous les aspects essentiels du fonctionnement du service incluant les aspects économiques et financiers, en vue de s'entendre, si nécessaire, sur la conclusion d'un avenant pour adapter au mieux le service à l'intérêt public et au bon fonctionnement du Service Public.


30.2 Bilan de fonctionnement à la date anniversaire de signature du contrat

Le Concessionnaire s'engage à présenter un bilan de fonctionnement du service à chaque date anniversaire de la Notification du contrat.

Les documents transmis au Concédant seront similaires à ceux mentionnée à l'article 30.1.

30.3 Renseignements statistiques sur le trafic

Le Concessionnaire doit fournir au Concédant des états comportant tous renseignements d'ordre statistique concernant le trafic (sur une base mensuelle) ainsi que l'exploitation des services qu'il assure en application de la Concession et les éléments de mesure du niveau de service.



TITRE X – RESPONSABILITÉ - ASSURANCE

Article 31 – Responsabilité

Le Concessionnaire est responsable du respect de la réglementation applicable au titre de la réalisation des travaux, de l'utilisation et la maintenance des Installations et BLUECAR® et la fourniture des services dont il a la charge.

Il est seul responsable vis-à-vis du Concédant des dommages causés aux Usagers ou à des tiers qui pourraient résulter de la construction, de l'existence, de l'exploitation ou de l'entretien des Installations et des BLUECAR®. Il garantit le Concédant contre toute condamnation civile susceptible d'être prononcée à l'encontre de ce dernier pour de tels dommages ou préjudices auxquels le Concédant serait étranger.

Article 32 – Assurances Responsabilité civile Concessionnaire

Le Concessionnaire s'oblige à souscrire et à maintenir des polices d'assurance garantissant sa responsabilité civile générale à l'égard des tiers.

Le Concessionnaire souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages corporels et matériels pouvant être causés à des tiers et à ses salariés à raison de son activité. Il communique une copie de l'attestation correspondante au Concédant dans les quinze jours suivant la Notification de la Concession. La police d'assurance ne comprend aucune limitation de garantie en matière de dommages corporels.

Article 33 – Assurances Responsabilité civile couvrant les Usagers et Assurance dommages aux BLUECAR®

Le Concessionnaire souscrit une police d'assurance particulière pour couvrir la responsabilité civile pour tous sinistres causés par un Usager à un tiers lors de l'utilisation d'un Véhicule AUTOLIB', au plus tard avant le début de la Phase de Test.

Le Concessionnaire souscrit également une police d'assurance couvrant les dommages aux BLUECAR® par un Usager lors de son utilisation.

Le Concessionnaire souscrit, dans le même temps, une garantie individuelle conducteur, en cas d'accident responsable, telle que prévue à l'annexe A8-22.

Les conditions minimales de couverture des Usagers au titre des polices spécifiées ci-dessus figurent en Annexe A8-22.

Le Concessionnaire mettra en place des modalités de diminution ou de rachat de franchise compétitif par rapport au marché et qui seront proposés aux Usagers, dans les conditions fixées en Annexe A8-18.

Le Concessionnaire communique au Concédant annuellement ou lors d'une modification des garanties, et pour la première fois dans les trente (30) Jours calendaires de l'ouverture de la Phase de Test, une copie des attestations d'assurance correspondant aux polices qu'il s'oblige à

GR AL

souscrire conformément aux dispositions des alinéas précédents, auprès d'une ou plusieurs compagnie (s) d'assurance notoirement solvable (s).

Une clause expresse spécifie que les polices d'assurance sont automatiquement résiliées dès la fin de la Concession quelle qu'en soit la cause.

GR AL

TITRE XI – INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT

Article 34 – Prise en compte de l'impact environnemental

Le Concessionnaire adopte et déploie un plan de prévention et de gestion environnemental respectant la réglementation en vigueur pour l'exploitation du service. Le Concessionnaire s'engage en particulier à obtenir, avec le cas échéant l'assistance du Concédant, toutes les Autorisations requises en matière environnementale.

Le Concessionnaire s'engage à contracter un abonnement auprès d'un ou plusieurs fournisseurs afin d'assurer l'alimentation d'au moins 50% des bornes dédiées aux BLUECAR® en électricité "verte", c'est à dire produite à partir de sources d'énergie renouvelable, dans la mesure où elle est disponible sur le marché.

Article 35 – Information sur les impacts environnementaux

Le Concessionnaire s'engage à réaliser un an après la date de début de la phase 2 un bilan environnemental du service pour mesurer l'effet de ce nouveau mode de transport sur l'environnement au regard des émissions de CO2, de polluants de proximité et du niveau de bruit.

Le Concessionnaire assure une diffusion adaptée des informations relatives à l'impact environnemental du service public AUTOLIB'. En outre, il communique chaque année au Concédant les résultats des mesures qu'il effectue sur les nuisances causées par les BLUECAR® et la pollution causée par le Service Public AUTOLIB' et propose toute compensation pertinente avec les solutions ou services alternatifs susceptibles d'apporter une solution équivalente aux Usagers.

Article 36 – Recyclage des BLUECAR® et des batteries

Le Concessionnaire s'engage à recycler les batteries suivant un procédé hydro-métallurgique adapté au recyclage des batteries au lithium.

Le Concessionnaire s'engage à ce que 85% des éléments du véhicule soient réutilisables et à recycler les BLUECAR® suivant les mêmes procédures et en respectant les mêmes standards que pour les véhicules thermiques classiques.

Gr M

TITRE XII – TARIFS

Article 37 – Fixation des tarifs

37.1 – Principes directeurs

Sous réserve des limites résultant de la réglementation applicable à la tarification des services publics et des stipulations de la présente Concession, le Concessionnaire est libre de proposer les tarifs sur des bases commerciales tenant compte des besoins et des capacités des Usagers de façon à permettre au Concessionnaire d'assurer l'ensemble des obligations de service public souscrites au titre des présentes tout en lui permettant d'atteindre un équilibre économique global sur la durée de la Concession incluant un bénéfice raisonnable, tel que plus amplement décrit dans le Plan d'Affaires Conventionnel.

La politique commerciale qui guide la fixation des tarifs devra prendre plus particulièrement en compte le souhait que :

- les Usagers utilisent le service pour des déplacements courts et occasionnels
- la rotation des BLUECAR[®] soit élevée
- le service soit accessible au plus grand nombre dans le respect des principes d'égalité de traitement

37.2 Abonnements

L'utilisation du service AUTOLIB' est conditionnée à la souscription d'un abonnement. Le Concessionnaire proposera un système d'abonnements dont la tarification sera adaptée à chaque catégorie d'Usagers en fonction de la nature et de la fréquence d'utilisation des BLUECAR[®] par ceux-ci, dans le respect de l'égalité de traitement des Usagers.

Les abonnements pourront proposer des tarifs dégressifs selon les cas.

Les Tarifs initiaux figurant dans la grille tarifaire figurant en Annexe A8-20 sont décidés par le Concédant.

37.3 – Évolution des tarifs

Le Concessionnaire aura la faculté de proposer au Concédant une variation maximum hors indexation, sur toute la durée de la Concession, de 34 % des tarifs d'abonnement et de location des différents services tels que prévus en annexe A8-20 et au Plan d'Affaires Conventionnel.

L'augmentation des tarifs ne pourra dépasser hors indexation 10 % par période de deux ans.

Ces tarifs feront l'objet d'une homologation par le Concédant. Cette homologation est acquise de plein droit en cas d'absence de réponse du Concédant à une demande écrite du Concessionnaire dans un délai de 15 jours. Le Concédant ne pourra pas s'y opposer lorsque cette augmentation des tarifs sera rendue nécessaire pour rétablir le Grand Equilibre, sauf pour des raisons dument motivées par l'intérêt public.

GW AL

En outre le Concessionnaire aura la faculté de faire évoluer tous les ans les tarifs par application de la formule d'indexation décrite à l'Annexe A8-13.

Le Concessionnaire pourra proposer au Concédant en sus, une variation additionnelle de ses tarifs si les conditions du marché le permettent et si une augmentation est nécessaire au rétablissement de l'équilibre annuel des comptes du Concessionnaire. Elle ne pourra intervenir que par accord des parties entériné par la conclusion d'un avenant.

37.4 – Nouvelles sujétions tarifaires imposées par le Concédant

Le Concédant, dans l'intérêt public, pourra imposer de nouveaux tarifs ou de nouvelles contraintes tarifaires (modification, suppression, fixation de minima et/ou de maxima).

Dans ce cas, le Concédant en assumera intégralement les conséquences financières et prendra directement en charge les pertes de recettes en résultant pour le Concessionnaire.

37.5- Nouveaux tarifs proposés par le Concessionnaire

Le Concessionnaire pourra proposer aux Usagers, avec l'accord du Concédant et si cela correspond à l'évolution de la demande, de nouveaux services ou des adaptations des services existants équivalents à de nouveaux services.

Dans ce cas, le Concessionnaire proposera au Concédant de nouveaux tarifs permettant aux usagers qui le souhaitent, d'accéder à ces services additionnels.

Ces tarifs qui seront établis selon les mêmes modalités que celles qui ont été à l'origine de la fixation des tarifs pour le Plan d'Affaires Conventionnel feront l'objet d'une décision par le Concédant. Cette décision est acquise de plein droit en cas d'absence de réponse du Concédant à une demande écrite du Concessionnaire dans un délai de 15 jours.

Article 38 – Publicité et communication des tarifs

Les tarifs en vigueur ainsi que leurs modalités de perception sont portés à la connaissance des Usagers par tous les moyens de communication appropriés et sur le site Internet AUTOLIB'.

SW R

TITRE XIII – RÉGIME FINANCIER

Article 39 – Équilibre économique de la Concession

En contrepartie des investissements et dépenses qu'il s'engage à réaliser en exécution de la Concession, le Concessionnaire est autorisé à recevoir :

- (i) les recettes provenant des tarifs et autres rémunérations permises pour les services rendus aux Usagers en contrepartie de l'accès aux Installations et aux BLUECAR®.
- (ii) des recettes annexes pour tout service additionnel rendu aux Usagers, dans les limites autorisées par la réglementation et la Concession.
- (iii) Toutes redevances perçues auprès des utilisateurs des bornes de recharge électrique privatives.
- (iv) Toutes autres recettes pour les services qu'il pourra rendre aux Usagers et aux tiers incluant notamment toutes recettes provenant d'activités connexes ainsi que toutes recettes réalisées sur le portail informatique à raison de l'adhésion de partenaires commerciaux, des commissions perçues sur les transactions, et de la publicité et des parrainages etc.
- (v) Les subventions d'investissement versées par le Concédant.
- (vi) Les recettes provenant de la vente des produits dérivés et de l'exploitation de la marque Autolib'.

Les recettes, redevances et subventions spécifiées ci-dessus sont intégrées dans le Plan d'Affaires Conventionnel et ont vocation à permettre au Concessionnaire d'atteindre le Grand Équilibre, assorti d'un bénéfice raisonnable, sur la durée de la Concession.

Dans les circonstances prévues par les dispositions de la présente Concession entraînant une rupture du Grand Équilibre, le Concédant pourra être amené à participer au rétablissement du Grand Équilibre conformément aux dispositions des articles 4.5.2.1, 4.5.2.2, 14.1.4, 14.4, 56 et 58 de la présente convention.

Dans le cas où le Concédant serait amené à participer au rétablissement de l'équilibre économique de la Concession conformément aux principes figurant dans la présente Concession, le Concessionnaire s'engage à restituer au Concédant les montants perçus au titre du rétablissement dès lors que le résultat net cumulé réalisé redeviendra positif. En ce cas, le remboursement des sommes versées par le Concédant s'effectuera dans la limite du montant dudit résultat.

Article 40 – Ressources de la Concession

Pour assurer ou compléter le financement de ses dépenses, le Concessionnaire peut recourir, outre son capital (au regard du Plan d'Affaire Conventionnel), à ses fonds propres, à l'emprunt, ainsi qu'à des contributions de toute personne publique ou privée intéressée.

Les ressources de la Concession sont affectées exclusivement à des emplois enregistrés dans les comptes de la Concession et ne peuvent avoir d'autres objets que les missions, participations et garanties définies dans la Concession.

GK JL

Article 41 – Plan d’Affaires

Les Parties ont conclu la présente Concession sur la base d’un Plan d’Affaires Conventionnel.

Elles ont également convenu d’actualiser régulièrement ce Plan d’Affaires Conventionnel au regard du « réalisé » et de s’accorder régulièrement sur le « ré-estimé » sous la forme d’un Plan d’Affaires Actualisé.

41.1 – Plan d’Affaires Conventionnel

Il est convenu que le Plan d’Affaires Conventionnel, qui porte sur le déploiement total du service au sein du Périmètre de la Concession à la date de la signature du contrat, est une pièce contractuelle de référence. Il reflète les conditions permettant au Concessionnaire d’atteindre son objectif de rechercher le Grand Equilibre et de réaliser un bénéfice raisonnable sur la durée de la Concession.

Ce Plan d’Affaires figure en Annexe A8-4.

41.2 – Tableau de Bord et Plan d’Affaires Actualisé

Le Concessionnaire s’engage à tenir un tableau de bord permettant de rapprocher les estimations du Plan d’Affaires Conventionnel par rapport aux données réelles.

Ce tableau de bord est notamment destiné à identifier à l’avance les risques de déséquilibre et de permettre aux Parties de résoudre les difficultés éventuelles au fil de l’eau dans le cadre du Comité de Suivi.

Ce tableau de bord sera utilisé chaque fois que nécessaire pour servir de base à la réalisation d’un Plan d’Affaires Actualisé. Ce Plan d’Affaires Actualisé comprendra une ré-estimation des données du Plan d’Affaires précédent.

Le Plan d’Affaire Actualisé résultera d’un accord entre les Parties. A défaut d’accord entre les Parties, le Comité de Suivi sera saisi par la Partie la plus diligente conformément à l’article 69 ci-après et, le cas échéant, le Comité de Conciliation conformément à l’article 70.

Le Plan d’Affaires Actualisé sera établi annuellement et chaque fois qu’il est nécessaire de tenir compte d’évènements nouveaux tels qu’une modification de périmètre, une dégradation notable de la situation financière due à des évènements imprévus, l’adhésion d’une nouvelle commune au Syndicat Mixte.

Le Plan d’Affaires Actualisé permettra notamment de faire apparaître, le cas échéant, une rupture du Grand Equilibre. Il devra alors permettre de prendre les dispositions nécessaires.

En outre, un Plan d’Affaires Actualisé sera élaboré tous les ans dans les mêmes conditions que le Plan d’Affaires Conventionnel et agréé avec le Concédant.

Article 42 – Subventions versées par le Concédant

42.1 – Subvention d'investissement

Le Concédant a exprimé au travers de la consultation la volonté d'améliorer la santé publique par la diminution de la pollution atmosphérique, par les polluants de proximité (CO, NOx, particules, etc.) et de protéger l'environnement par la réduction des émissions de CO2 dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. De cette volonté est née l'obligation pour le Concessionnaire de réaliser le service de mise à disposition de BLUECAR® en libre-service en mettant à disposition des Usagers des véhicules à motorisation électrique.

Cette obligation de service public entraîne deux surcoûts pour le concessionnaire :

- Le premier est lié au prix d'achat du véhicule électrique, supérieur à celui d'un équivalent thermique. Ces surcoûts sont susceptibles d'être compensés par les ressources générées par l'exploitation de la Concession. Il n'est donc pas justifié de les compenser par le versement d'une subvention.
- Le deuxième est lié à la nécessité de déployer une infrastructure de recharge pour les véhicules électriques mis à disposition, dont le coût estimé d'investissement ne peut pas être rentabilisé par l'exploitation du service AUTOLIB' compte tenu des recettes attendues et d'un bénéfice raisonnable pour le Concessionnaire et, en tout état de cause, sans prévoir un montant excessif des tarifs susceptible en outre d'affecter fortement la demande.

En conséquence, compte tenu de ces éléments, le Concédant octroie au Concessionnaire une subvention permettant de compenser ce qui est strictement nécessaire au surcoût généré par l'obligation de mettre à disposition des Usagers des BLUECAR® et, ainsi, de déployer une infrastructure de charge.

Le Concédant s'engage dans ce cadre à verser au Concessionnaire une subvention correspondant aux montants d'investissements et de charges directes pour la réalisation des Stations et Espaces AUTOLIB', tels qu'estimés à l'Annexe A8-11, montant qui sera plafonné à CINQUANTE MILLE (50.000) Euros hors taxes par Station ou Espace AUTOLIB' créés.

Cette subvention est intégrée au Plan d'Affaires Conventionnel figurant en Annexe A8-4.

Dans le cas où les recettes tirées de l'exploitation du Service Public AUTOLIB' permettraient au Concessionnaire, tout en lui assurant un bénéfice raisonnable, de couvrir les coûts générés pour la réalisation des Stations et Espaces AUTOLIB' et l'exploitation du Service Public AUTOLIB', celui-ci devra procéder au remboursement des subventions qui lui ont été octroyées. Ce remboursement interviendra lors de la mise en œuvre du mécanisme prévu par les dispositions de l'Article 43.2.

Handwritten signature: M. A.

42.2 – Subvention pour la réalisation de Stations ou Espaces AUTOLIB' sur le territoire des collectivités ayant adhéré au Syndicat Mixte postérieurement à l'achèvement de la Phase 2

Des subventions ultérieures seront octroyées au Concessionnaire pour les mêmes raisons et dans les mêmes conditions que celles visées à l'Article 42.1., à l'occasion de l'extension du service aux nouvelles collectivités ayant adhéré au Syndicat Mixte après l'achèvement de la Phase 2.

Le montant de la subvention par Station ou Espace AUTOLIB' réalisé dans ce cadre est plafonné à SOIXANTE MILLE (60.000) Euros hors taxes par Station ou Espace AUTOLIB'. Ce montant tient compte des surcoûts, par rapport aux Stations ou Espaces initiaux, générés par la réalisation des Stations ou Espaces, dans le cadre d'opérations isolées.

42.3 - Modalités de paiement des subventions

Les subventions seront versées par le Concédant selon les modalités suivantes :

- un acompte égal au montant de l'avance de démarrage exigé par les entrepreneurs du Concessionnaire pour la réalisation des travaux liés à une Station déterminée. Le montant versé ne pourra toutefois pas être supérieur à 20% du montant maximum de la subvention. Le paiement s'effectuera dans les quinze (15) jours de la réception par le Concédant de l'acte d'engagement et des pièces justifiant le paiement de l'avance à l'entrepreneur ;
- le solde de la subvention sera réglé au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le règlement s'effectuera par le Concédant dans les trente (30) jours de la réception des situations mensuelles des travaux ou prestations après vérification et accord du Concessionnaire ou de la personne qu'il délèguera à cet effet.

Tout retard de versement de la subvention supérieur à dix (10) jours ouvrira un droit au paiement d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal majoré de 5 points.

Article 43 – Redevance dues au Concédant

43.1 Redevance d'occupation des Périmètres en voirie

Le Concessionnaire versera annuellement au Concédant une redevance d'occupation temporaire du domaine public pour tous les périmètres situés sur la voirie.

Le montant annuel de la redevance d'occupation est fixé à SEPT CENT CINQUANTE (750) Euros pour chaque place située au sein du Périmètre en voirie.

Le montant global de la redevance d'occupation est versé au Concédant le 1^{er} octobre de chaque année à compter de la mise à disposition des Périmètres en voirie Autolib'. En cas d'utilisation d'une place pour une durée inférieure à un (1) an, le Concessionnaire verse une redevance au *prorata temporis*.

Gm 

Par exception aux dispositions ci-dessus, la redevance versée annuellement par le Concessionnaire au Concédant pour l'occupation temporaire des places supplémentaires au sein des Stations et Espaces AUTOLIB' mises à sa disposition et qui sont réservées exclusivement à la recharge des véhicules électriques non BLUECAR®, ainsi que pour les deux roues, est fixée à UN (1) Euro.

Si la comptabilité analytique de la Concession fait apparaître que l'activité relative à la recharge privative permet d'atteindre le Grand Equilibre assorti d'un bénéfice raisonnable sur cette activité, le montant de la redevance pourra être réévalué, sous réserve en tout état de cause de la perspective d'un Grand Equilibre sur l'ensemble de la Concession et dans la limite de 10 % du résultat dégagé par cette activité.

43.2 – Redevance d'exploitation

Le Concessionnaire versera au Concédant dans les deux mois suivants la réunion de son assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice précédent une redevance d'exploitation représentant 10% du chiffre d'affaires du Concessionnaire inscrite au bilan de clôture de l'exercice précédent dans la limite de 30% du Résultat avant Impôts de cet exercice si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- 1- Le résultat net de l'exercice est positif
- 2- Le résultat net cumulé est positif

Cette redevance est payable annuellement.

43.3 – Redevance pour frais de contrôle

La redevance pour frais de contrôle sera d'un montant maximal de TROIS CENT MILLE (300.000) Euros par an.

Le paiement de la redevance par le Concessionnaire devra être dûment justifié par le Concédant au vu des coûts qu'il supporte pour exercer ses missions de contrôle, soit directement, soit par des intermédiaires dûment mandatés et préalablement agréés par le Concédant.

Cette redevance fera l'objet d'un acompte de 50% de son montant annuel maximum, versé le 1^{er} janvier de chaque année, et pour la première fois, dans les quinze jours suivants la Notification de la Concession. Le cas échéant, le solde restant dû est versé au Concédant, après production des pièces justificatives attestant du montant dû, au 31 décembre de chaque année et, pour la dernière année du contrat, à la date de paiement des sommes dues aux termes de l'arrêté des comptes de la Concession.

Article 44 – Retard de paiement des redevances dues au Concédant

Sous réserve des dispositions contraires prévues dans la présente Concession, tout retard de versement par le Concessionnaire des redevances donne lieu à l'application d'une pénalité de retard.

Cette pénalité de retard sera calculée dans les conditions figurant en Annexe A8-17.

GR AL

Article 45 – Indexation des Redevances dues au Concédant

45.1 Redevance d'occupation

Les Parties conviennent que le montant de la redevance d'occupation versée par le Concessionnaire au Concédant sera révisé annuellement à la date anniversaire de la Notification en fonction de la variation de l'indice national des loyers commerciaux (ILC) publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

45.2 Redevance pour frais de contrôle

Les Parties conviennent que le montant de la redevance pour frais de contrôle versée par le Concessionnaire au Concédant sera indexé annuellement à la date anniversaire de la Notification en fonction de la variation de l'indice SYNTEC selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times \frac{S1}{S0}$$

P1 : prix révisé

P0 : prix contractuel d'origine

S0 : indice SYNTEC de référence retenu à la date contractuelle d'origine

S1 : dernier indice publié à la date de révision

L'indexation de la redevance pour frais de contrôle sera plafonnée à celle en pourcentage appliquée au tarifs déterminés en Annexe A8-13.

Article 46 – Indemnisation de l'exploitant des Périmètres hors voirie

Pour l'occupation des Périmètres hors Voirie le Concessionnaire s'engage à indemniser l'Exploitant de Périmètres hors voirie dans les conditions prévues à l'Annexe A8-14 et/ou dans celles, lorsqu'elles sont notamment plus favorables au Concessionnaire, prévues dans un accord tripartite entre l'Exploitant, le Concessionnaire et le Concédant.

Pour les Périmètres hors voirie prévus initialement avant l'achèvement de la Phase 2, le Concédant :

- fera son affaire d'une indemnisation ou compensation complémentaire de l'Exploitant des Périmètres hors voirie dans le cas où le montant réclamé par ledit exploitant serait supérieur au montant versé par le Concessionnaire dans les conditions prévues à l'Annexe A8-14, ou,
- pourra néanmoins renoncer à demander au Concessionnaire d'exploiter ce Périmètre sous réserve que les Parties se soient mis d'accord sur un nouvel emplacement et sur les conditions de location et du montant du loyer.

GR AL

Article 47 – Amortissements et provisions

Pendant toute la durée de la Concession et en application de la législation en vigueur, le Concessionnaire constitue chaque année les amortissements et les provisions nécessaires pour mener à bien, en temps utile, les travaux de gros entretien, de remise en état ainsi que de renouvellement des Installations et des BLUECAR® ainsi que de tout autre équipement dépendant de la Concession.

Il bénéficiera notamment du régime des amortissements de caducité de la réglementation en vigueur.

Les amortissements et les provisions doivent lui permettre d'assurer, dans des conditions normales, l'entretien des Installations de telle sorte qu'à l'expiration de la durée normale de la Concession, ces Installations soient remises au Concédant, dans les conditions prévues à l'Article 50, en bon état de fonctionnement et d'aspect, compte tenu de leur âge.

Au terme de la Concession, les provisions inutilisées ayant trait à des risques ou charges inexistants sont intégrées au résultat exceptionnel et comptabilisées dans les comptes de la Concession.

Article 48 – Impôts et taxes

Le Concessionnaire supporte intégralement la charge des impôts et taxes auxquels sont assujettis les Périmètres en voirie et hors voirie, les terrains, BLUECAR® et Installations de la Concession, ainsi que les impôts et taxes dont il peut être redevable en raison des activités prévues par la Concession.

Néanmoins, les Parties conviennent que le Compte d'exploitation prévisionnel est basé sur une hypothèse de non imposition à la taxe sur les publicités extérieures concernant les signalétiques Autolib', ainsi qu'à tout autre droit ou taxe futur de nature fiscale ou parafiscale spécifiquement lié à l'utilisation de BLUECAR® à l'intérieur de la Limite de la Concession. Le Concédant compensera le Concessionnaire en tant que de besoin s'il s'avérait que le Concessionnaire est soumis à ces taxes.

Le Concédant fera son affaire d'intégrer dans la tarification ou de compenser le Concessionnaire de tout impôt, droit et taxe lié à l'utilisation de véhicule à l'intérieur de la Limite de la Concession qui serait de la compétence d'une autorité autre que le Concédant.

En cas d'expiration anticipée de la Concession, le remboursement de la TVA que le Concessionnaire pourrait être amené à effectuer au titre de la régularisation, en application de la législation en vigueur, lui est restitué par le Concédant ou l'exploitant lui succédant auquel le Concessionnaire aurait l'obligation de transférer les droits à déduction.

OK AL

TITRE XIV – RÉGIME GÉNÉRAL DES BIENS DE LA CONCESSION

Article 49 – Obligations générales

49.1 – Biens de Retour

Les Biens de Retour réalisés ou acquis par le Concessionnaire et affectés à la Concession font l'objet d'un procès-verbal de réception établi contradictoirement entre le Concessionnaire et le Concédant. Ce procès-verbal mentionne la date d'incorporation et la valeur du bien à cette date, et, s'il est amortissable, les modalités d'amortissement retenues selon les dispositions de l'article 47, étant entendu que l'amortissement pratiqué est linéaire ou dégressif et ne peut excéder la durée restant à courir du contrat.

Les Biens de Retour initiaux figurent en Annexe A8-15. Cette Annexe est complétée par le Concessionnaire, en tant que de besoin, tout au long de l'exécution de la Concession.

49.2 – Biens de Reprise

L'implantation, l'installation ou le retrait de tels biens à l'intérieur du Périmètre de la Concession doit être préalablement autorisé par le Concédant et faire l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement par le Concessionnaire et le Concédant. Le procès-verbal qui constate la mise à disposition d'un bien mentionne sa valeur à cette date et les modalités d'amortissement retenues selon les dispositions de l'article 47 étant entendu que l'amortissement pratiqué est linéaire ou dégressif.

49.3 – Biens Propres

Les Biens Propres sont librement utilisés par le Concessionnaire pour la bonne réalisation des obligations qu'il a souscrite au titre des présentes.

Article 50 – Remise des Biens au terme de la Concession

50.1 – Biens de Retour

A l'expiration de la Convention et quelle qu'en soit la cause, le Concessionnaire est tenu de remettre au Concédant tous les Biens de Retour. Sauf en cas de fin anticipée de la Concession, les Biens de Retour sont remis au Concédant à titre gratuit. En cas de fin anticipée de la Concession, ils sont remis au Concédant moyennant l'indemnisation de leur valeur nette comptable à la date d'expiration de la Concession.

Le Concédant entrera immédiatement en possession des Biens de Retour.

Les Biens de Retour sont remis en bon état de fonctionnement, d'entretien et de réparation et/ou accompagnés des provisions pour grosses réparations régulièrement constituées. En cas de manquement à ces dispositions, la remise en état peut être effectuée d'office par le Concédant, aux frais et risques du Concessionnaire.

50.2 – Biens de Reprise

Le Concédant peut reprendre, contre versement d'une indemnité au Concessionnaire, tout ou partie des biens meubles et immeubles acquis par ce dernier et utiles à l'exploitation de la Concession et classés comme Biens de Reprise.

AL Gur

Le montant de l'indemnité est fixé à la valeur nette comptable.

Il est convenu que les BLUECAR[®] ne sont pas des biens de reprise.

Toutefois, le Concessionnaire s'engage à ce que le contrat de location des BLUECAR[®] qui sera conclu avec le fabriquant contienne une clause permettant au Concédant ou au nouvel exploitant du Service Public AUTOLIB' de pouvoir continuer à louer les BLUECAR[®] mais à des conditions et selon des modalités à déterminer à la date de la reprise.

Les indemnités sont versées au Concessionnaire par le futur exploitant ou, à défaut de futur exploitant, par le Concédant.

Le Concessionnaire est tenu d'enlever à ses frais et sans délai les Biens de Reprise que le Concessionnaire n'a pas décidé de reprendre, et de remettre dans leur état primitif les lieux sur lesquels ils étaient installés. En cas de manquement à ces dispositions, la remise en état peut être effectuée d'office par le Concédant, aux frais et risques du Concessionnaire.

La reprise des stocks est effectuée selon les modalités du présent article.

50.3 – Biens Propres

A l'expiration de la Concession et quelle qu'en soit la cause, les biens propres qui auraient été installés ou stationnés dans les Périmètres des Stations et Espaces seront récupérés par le Concessionnaire et les Périmètres remis en état. Toutefois, le Concessionnaire peut être dispensé de cette obligation par le Concédant, si le Concessionnaire laisse des biens au Concédant et si celui-ci renonce en tout ou partie à la remise en état. Dans ce cas, les biens dont le maintien a été accepté deviennent de plein droit et gratuitement la propriété du Concédant, francs et quittes de tous privilèges et hypothèques.



TITRE XV – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Article 51 – Dispositions générales relatives à la propriété intellectuelle et industrielle

Pendant toute la durée de la Concession, le Concédant est titulaire d'un droit de reproduction et de représentation des installations à des fins non commerciales. Le Concessionnaire prend toute mesure afin que ce droit puisse s'exercer.

Pendant toute la durée de la Concession, les droits de propriété industrielle et intellectuelle attachés aux brevets, marques, logiciels, dessins et modèles acquis ou déposés de quelque manière que ce soit par le Concessionnaire, restent la propriété exclusive du Concessionnaire.

Le Concessionnaire reste propriétaire des droits attachés aux brevets, dessins et inventions et modèles dont il a obtenu la titularité en cours de Concession.

Le Concédant a pendant la durée de la Concession et à titre gratuit un droit d'usage sur les droits attachés aux marques, logos, dessins et modèles du Concessionnaire pour les seuls besoins de communication et de promotion du service.

Article 52 – La marque Autolib'

52.1 Principes généraux

La marque nominative Autolib' a été déposée le 25 février 2008 par la VILLE DE PARIS, collectivité territoriale, sous le N° 3558276 et enregistrée le 1er Août 2008 pour les classes suivantes: 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45


Le Concédant octroie au seul Concessionnaire une sous licence, à titre gratuit, pour lui permettre d'exploiter la marque Autolib' dans l'intérêt du Service Public AUTOLIB' pendant toute la durée de la Concession, dans la Région Ile-de-France.

Le Concédant détient à la date de signature de la Concession, les droits nécessaires pour sous licencier le Concessionnaire, conformément aux dispositions qui précèdent.

Par exploitation de la marque Autolib', les Parties entendent la libre utilisation du droit de reproduction et de représentation, droit d'adaptation, d'arrangement, de traduction, droit de distribution, droit de location, droit d'exploitation sous toutes ses formes. Il est entendu que le droit d'exploitation de la marque inclut le droit d'utilisation de la marque dans la dénomination sociale du Concessionnaire.

Le Concessionnaire pourra reproduire et exploiter la marque AUTOLIB' de la manière la plus large, selon tous les modes présents et à venir, sur les BLUECAR® ou toutes machines ou tous supports, disquettes, Cédéroms, mémoire morte, vêtements et accessoires, etc.

Il pourra librement exploiter, commercialiser pour tous usages ou finalités que ce soit à des fins personnelles ou au bénéfice de tiers, notamment pour réaliser des prestations de communication.



52.2 Revendication

Le Concédant garantit le Concessionnaire contre toute revendication de la marque AUTOLIB' antérieure, existante ou future et prendra en charge tous les frais afférents à cette revendication.

Le Concédant tiendra le Concessionnaire indemne de toute poursuite et de toute conséquence financière d'un tel litige.

52.3 Indemnisation

Dans le cas où une décision de justice susceptible de recours ou non, interdisant ou rendant impossible l'usage par le Concessionnaire de la dénomination ou de la marque AUTOLIB' interviendrait, le Concédant indemniserait le Concessionnaire de l'ensemble de ses préjudices en résultant et notamment de tous les frais correspondant aux actions réalisées ou engagées à la date de l'interdiction. L'indemnisation couvrira notamment tous les actes de publicité, affichage, marquage des BLUECAR®, sondages et plus généralement tous types de documents, objets, produits dérivés sur lesquels la mention Autolib' interdite devra être remplacée.

Les retards liés à cette cause ne pourront être imputables au Concessionnaire.

52.4 Définition du nouveau nom et d'un nouveau logo

Dans le cas où le Concessionnaire ne pourrait utiliser la dénomination Autolib', chaque Partie pourra rechercher une nouvelle dénomination.

Le choix du nom à utiliser pour le service sera fait en commun entre les Parties. Le Concédant sera propriétaire du nouveau nom et confiera au Concessionnaire une licence exclusive d'exploitation dans les mêmes conditions que celles prévues pour la marque Autolib'.

Article 53 – Logo, charte graphique AUTOLIB' et système d'information

Article 53.1 - Principes généraux

Le Concessionnaire est propriétaire du logo AUTOLIB' déposé à l'occasion de la présente Concession et de la charte graphique qui l'accompagne. Ils feront l'objet d'un accord du Concédant.

Le logo et la charte graphique sont d'ores et déjà considérés comme des Biens de Retour.

Le Concédant bénéficiera librement pendant la durée de la Concession d'un droit d'utilisation pour ses besoins de communication.

Article 53.2 – Système d'information

Il est rappelé que le droit d'auteur sur le système d'information appartient au Groupe Bolloré.

AL GT

A la fin de la Concession, le Concessionnaire disposant des droits pour ce faire concédera gratuitement au Concédant une licence non exclusive d'utilisation du système d'information pour les seuls besoins du Service AUTOLIB' dans le Périmètre de la Concession. Cette licence sera mise en application sur les serveurs du Concédant ou du nouveau concessionnaire.

Le Concessionnaire demeure libre d'utiliser le système d'information en dehors de la présente Concession pour des activités de location de véhicules à courte durée.



AL GVR

TITRE XVI – CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONCESSION, PARTICIPATION DES TIERS

Article 54 – Caractère personnel de la Concession

54.1 Principe

Le Concessionnaire est tenu d'exploiter directement en son nom la Concession.

Le Concessionnaire ne peut, sans l'accord préalable et écrit du Concédant céder ou transférer tout ou partie de la Concession.

Le Concessionnaire s'engage à informer à l'avance le Concédant de tout changement dans son actionnariat et dans ses statuts ayant pour effet d'affecter ses engagements au titre de la présente Concession.

Les statuts et toute modification de ceux-ci sont transmis au Concédant.

54.2 Changement de contrôle

Pendant une durée de CINQ (5) ans à compter de la Notification, le transfert à des tiers des actions détenues par la société BOLLORÉ SA dans la société concessionnaire, ou par l'une de ses filiales ou une société placée sous le même contrôle que la société BOLLORÉ SA, est interdit lorsque ledit transfert a pour effet la perte pour celle(s)-ci du contrôle du Concessionnaire.

Pour l'application de cette disposition la notion de contrôle est celle définie par l'article L.233-3 du Code de Commerce.

A l'issue de cette période, la majorité de contrôle détenue par la société BOLLORÉ SA et / ou l'une de ses filiales et/ou une société placée sous le même contrôle que la société BOLLORÉ SA ne pourra être abandonnée ou transférée d'une quelconque façon que ce soit, sans l'approbation préalable du Concédant.

Ce dernier ne pourra refuser son approbation s'il apparaît que la société concessionnaire continue à posséder un ensemble de garanties techniques et financières similaires à celles sur le fondement desquelles la Concession a été conclue, apportées directement ou indirectement par des actionnaires composant la majorité de contrôle du groupe Bolloré.

Article 55 - Participation des tiers

55.1 Sous traités de Concession

Le Concessionnaire peut, sous réserve d'une approbation préalable du Concédant, confier à des tiers l'exploitation d'une partie de ses Installations, BLUECAR[®], et services concédés dans le cadre de sous-traités de Concession.

Cette approbation ne pourra être refusée par le Concédant que s'il apparaît que le sous-traité offre des garanties techniques et financières insuffisantes pour réaliser la partie de l'exploitation sous-traitée.

ML GR

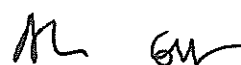
55.2 Sous-traitance

Le Concessionnaire est libre de conclure avec des tiers des contrats de sous-traitance pour la réalisation d'une partie des travaux ou services nécessaires à l'exploitation du Service Public AUTOLIB'.

Les sous-traitants devront justifier sur simple demande du Concédant leur statut juridique et financier ainsi que le bon respect de l'ensemble de leurs obligations notamment en matière fiscale et sociale.

55.3 Responsabilités du Concessionnaire

Le Concessionnaire reste seul responsable vis-à-vis du Concédant, de la bonne exécution de la totalité des services ainsi que du respect des dispositions de la Concession quelle que soient les stipulations contractuelles liant le Concessionnaire à des tiers. Il prend toutes dispositions pour assurer le contrôle des services sous traités. Le Concessionnaire répond vis-à-vis du Concédant de toutes les actions et inactions de ses sous-traités comme s'il s'agissait de ses propres actions et inactions.



TITRE XVII – FORCE MAJEURE ET AUTRES CIRCONSTANCES IMPRÉVUES

Article 56 – Force Majeure

On entend par force majeure, pour l'exécution de la Concession, tout acte ou événement imprévisible, hors du contrôle, extérieur à la Partie qui l'invoque et irrésistible, tels que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre, insurrection, mobilisation, grève générale paralysant la nation, tremblement de terre, acte de gouvernement, droit de retrait du personnel du concessionnaire en cas de violence subie dans l'exercice de leur fonction, etc. s'ils revêtent ces caractéristiques. Elle inclut également, s'ils revêtent ces caractéristiques :

- les journées d'intempéries affectant la réalisation des travaux des Stations et Espaces. Sont comptées comme journées d'intempéries celles où le travail est arrêté, conformément aux dispositions de la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946, et de ses modificatifs éventuels (article L.5424-8 du Code du travail). Sont en outre comptées comme journées d'intempéries celles pour lesquelles une impossibilité technique découlant des intempéries a été constatée par le Concessionnaire, et notamment dans le cas où les conditions d'accès ou le respect des règles élémentaires de sécurité ne peuvent être normalement assurés.
- les jours de grève générale de la Profession des Travaux Publics ou des corps d'état ou services publics dont les travaux de la Profession dépendent, au lieu d'exécution des travaux, à l'exclusion des jours de grève propres au sous-traitant VRD.
- les grèves de transporteurs affectant la livraison des BLUECAR®.
- les embargos, interdiction d'exporter les matériaux et composants nécessaires à la fabrication des batteries équipant les BLUECAR®.

Le Concédant et le Concessionnaire ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations imputables à la survenance d'un événement constitutif de force majeure.

Pendant la durée de la force majeure, les obligations affectées par l'événement constitutif de force majeure seront suspendues.

En conséquence, ne constitue pas un cas de force majeure au sens de la Concession tout acte ou événement dont il aurait été possible de prévoir la réalisation et/ou de se prémunir contre ses conséquences en faisant preuve d'une diligence ou d'une prévision raisonnable. De même, ne constitue pas un cas de force majeure tout acte ou événement qui rendrait seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour le débiteur.

La Partie qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après la survenance ou la révélation d'un cas de force majeure, et dans un délai maximum de SEPT (7) jours calendaires, adresser à l'autre Partie une notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la mise en œuvre des obligations de la Partie qui invoque la force majeure.

Dans tous les cas, la Partie qui invoque la force majeure devra prendre toutes dispositions utiles pour minimiser l'impact de la force majeure sur l'exécution de ses obligations qui se trouvent suspendues et assurer, dans les plus brefs délais, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de force majeure.

AL GU

Si, par la suite de cas de force majeure, la suspension des obligations excède UN (1) mois, le Concédant et le Concessionnaire se rencontreront dans les plus brefs délais pour examiner les incidences desdits événements sur l'exécution de la Concession.

Les Parties rechercheront alors toutes solutions permettant la poursuite de la Concession dans des conditions permettant au Concessionnaire de maintenir l'équilibre et de réaliser un bénéfice raisonnable.

En cas de désaccord sur les mesures à prendre, UN (1) mois après la survenance de l'événement de force majeure, le Comité de suivi sera spécialement convoqué à l'effet de rechercher une solution de consensus.

En cas de différent persistant sur les mesures à prendre au-delà de SIX (6) mois ou si l'événement est tel que le Service Public ne peut être restauré le Concédant pourra soit résilier la Concession conformément aux dispositions de l'article 64 ci-après, soit assurer le maintien du Grand Équilibre de la Concession.

Article 57 - Aléas de commercialisation du Service AUTOLIB'

Il est entendu que les aléas de commercialisation du Service AUTOLIB' sont pris en charge par le Concessionnaire dans les conditions de l'article 63 de la Concession.

Article 58 - Circonstances imprévues extérieures à la volonté du concessionnaire et circonstances assimilées

Si, du fait de circonstances économiques ou réglementaires ou d'aléas de fonctionnement du service ne possédant pas les caractéristiques de la Force Majeure, imprévus, extérieurs à la volonté du Concessionnaire et non imputables à l'insuffisance fautive de celui-ci (ex : sinistralité liée aux Stations, Espaces et BLUECAR® et leur usage,...), appréciée au regard des diverses obligations qu'il a souscrites au titre des présentes, il apparaît que les indicateurs figurant en Annexe A8-21 révèlent un début de dégradation significative de la situation financière du Concessionnaire, l'une ou l'autre des Parties pourra saisir le Comité de Suivi afin qu'un dialogue étroit s'instaure, qu'une analyse des causes de la dégradation puisse être faite et qu'enfin un plan d'action correctif puisse être mis en place rapidement de conserve entre les Parties dans un esprit de partenariat afin de remédier à cette situation.

Au cas où les éventuelles mesures prises ne permettent pas de préserver ou de rétablir le Grand Equilibre à l'expiration d'une période d'observation de six (6) mois à compter de l'observation de cette dégradation :

- i) le Concédant s'engage à participer au rétablissement du Grand Equilibre dans la limite du montant des événements non imputables au Concessionnaire

OU

- ii) le Concédant s'engage, à défaut, à résilier la Concession moyennant un préavis d'un (1) mois. Le Concédant, dans ce dernier cas, procédera au versement au

AL *Gr*

Concessionnaire des indemnités prévues pour la résiliation pour motif d'intérêt général.

En l'absence du respect de l'une de ces deux obligations par le Concédant et sans préjudice du droit du Concessionnaire de demander la résiliation judiciaire de la Concession, le Concédant sera toujours passible du paiement d'une indemnité minimum égale à sa participation au rétablissement du Grand Équilibre de la Concession jusqu'à la date effective de la résiliation.

En cas de désaccord sur le caractère non imputable au Concessionnaire d'un événement, la partie la plus diligente pourra saisir le Comité de Conciliation afin que celui-ci communique aux Parties son avis.

AL BL

TITRE XVIII – FIN DE LA CONCESSION

Article 59 – Reprise des engagements juridiques du Concessionnaire

A l'expiration de la Concession et quelle qu'en soit la cause, le nouveau tiers exploitant, ou à défaut de nouveau tiers exploitant, le Concédant, est subrogé au Concessionnaire dans tous ses droits, à l'exception des stipulations contraires de la présente Concession, et perçoit notamment tous les revenus et produits constatés à partir de la date d'expiration et non liés à l'activité du Concessionnaire préalablement à l'expiration de la Concession.

En cas de fin anticipée de la Concession, le nouvel exploitant, ou, à défaut, le Concédant, prend également la suite des obligations autres que financières régulièrement contractées par le Concessionnaire en matière de sous-traités, locations, marchés, autorisations et permissions de toute nature ou résultant de prises de participation dans des organismes concourant à l'activité de la Concession, à l'exclusion des contrats de location de véhicule et de tout contrat relatif à des biens non repris par le Concédant ou le nouvel exploitant. Le Concessionnaire règle l'ensemble des charges dues au titre de ces contrats avec l'ensemble de ses fournisseurs, prestataires et autres cocontractants, préalablement au transfert des contrats, de telle sorte que le Concédant ou le nouvel exploitant soit garanti contre toute demande, recours ou réclamation de ceux-ci pour des faits antérieurs à l'expiration du contrat. Le Concessionnaire solde au moment du transfert des contrats, l'ensemble des sommes dont il est encore redevable au titre de ces contrats.

Dans un délai de trois mois à compter de l'expiration de la Concession, le Concessionnaire établira un bilan de clôture à la date d'expiration de la Concession, incluant un arrêté des comptes de la Concession qu'il soumettra au Concédant. En cas de désaccord des Parties, le bilan de clôture sera établi par un expert indépendant, nommé par le Président du Tribunal Administratif de Paris, sur demande de la partie la plus diligente.

Le Concédant remboursera le Concessionnaire des recettes lui restant dues au titre de l'exécution de la Concession et pour lesquelles le fait générateur est antérieur à la fin de la Concession, déduction faite d'un taux forfaitaire d'impayés équivalent à 1,1 fois le taux constaté sur le dernier exercice.

Article 60 – Résiliation anticipée

La résiliation anticipée de la Concession pourra intervenir dans les cas suivants :

- a) si les Parties d'un commun accord conviennent d'y mettre fin,
- b) pour un motif d'intérêt général dûment établi à l'initiative du Concédant conformément aux dispositions de l'article 61 ci-après,
- c) en cas de rachat de la Concession conformément aux dispositions de l'article 62 ci-après,
- d) en cas d'absence d'intérêt économique conformément aux dispositions de l'article 63 ci-après,
- e) en cas de situation de force majeure dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 64 ci-après,



- f) en cas de motif de déchéance conformément aux dispositions de l'article 65 ci-après,
- g) en cas d'abandon de la Concession conformément aux dispositions de l'article 67
- h) en cas de dissolution ou liquidation judiciaire du Concessionnaire conformément aux dispositions de l'article 68 ci-après

Article 61 – Résiliation anticipée pour motif d'intérêt général

La Concession peut être résiliée par le Concédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pour un motif d'intérêt général dûment justifié moyennant un préavis de SIX (6) mois. La justification du motif d'intérêt général devra figurer dans la lettre de résiliation.

En cas de résiliation anticipée de la Concession pour motif d'intérêt général, le Concédant versera au Concessionnaire dans le mois suivant la résiliation:

- (i) une indemnité calculée sur la base de la valeur nette comptable des investissements ayant le caractère de Biens de Retour identifiés en Annexe A8-15, qui ne sont pas encore amortis à la date de prise d'effet de la résiliation et déduction faite des subventions non encore amorties
- (ii) une indemnité égale aux coûts raisonnables supportés par le Concessionnaire pour la vente des Biens de Reprise non repris par le Concédant
- (iii) une indemnité égale à la valeur nette comptable des Biens de Reprise que le Concédant décidera de reprendre et des biens propres que le Concessionnaire acceptera de laisser à la disposition du Concédant et que ce dernier acceptera de reprendre
- (iv) le manque à gagner inscrit au dernier Plan d'Affaire Actualisé du Concessionnaire entre la date de résiliation de la Concession et le terme de la Concession correspondant à l'excédent brut d'exploitation prévisionnel actualisé au taux de 8% par an
- (v) une indemnité équivalente aux coûts raisonnables de résiliation des contrats en cours conclus par le Concessionnaire pour l'exécution de la Concession et non transférés au Concédant ou au nouvel exploitant, et sous réserve de la communication au Concédant des contrats souscrits
- (vi) le cas échéant, les indemnités et compensations dues par le Concédant au Concessionnaire au titre du rétablissement de l'équilibre économique de la Concession prévues aux articles 4.5.2.1, 4.5.2.2, 14.1.4, 14.4, et 56 ou 58 ou de celles dues au dépassement du seuil prévue à l'article 63.

Par ailleurs, si le bilan de clôture spécifié à l'article 59 fait ressortir un solde des dettes et créances réciproques entre le Concédant et le Concessionnaire, ce dernier sera pris en compte dans le calcul du montant des indemnités dues au Concessionnaire.

Le Comité de Conciliation sera saisi par la Partie la plus diligente en cas de désaccord sur le montant de ces indemnités.

Article 62 – Rachat de la Concession

A partir de la cinquième (5^{ème}) année de la Concession, le Concédant a le droit de racheter la Concession moyennant un préavis de douze (12) mois.

Dans ce cas, le Concédant versera au Concessionnaire les mêmes indemnités que celles dues en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Article 63 – Résiliation pour absence d'intérêt économique

63.1 Principe

Si malgré tous les efforts du Concessionnaire qui assure le Service Public AUTOLIB' conformément aux dispositions de la Convention, et en l'absence de manquement grave de ce dernier, les comptes du Concessionnaire font apparaître, en raison notamment de l'aléa commercial, des pertes d'une ampleur exceptionnelle sans que le Plan d'Affaire Actualisé ne prévoit de perspective d'amélioration, la Concession sera considérée comme ne présentant pas d'intérêt économique.

63.2 Application du principe

63.2.1 Définition du défaut d'intérêt économique

Les Parties conviennent que la Concession ne présente pas d'intérêt économique lorsque le Plan d'Affaires Actualisé ne permet pas de constater le retour à un montant de pertes inférieur à SOIXANTE (60) millions d'euros au terme de la Concession.

63.2.2 Notification d'un défaut d'intérêt économique

Le Concessionnaire notifiera cette situation au Concédant. Ce dernier s'engage alors à procéder, dans un délai de trois (3) mois à compter de ladite notification, au versement d'une compensation financière correspondant à la différence entre le résultat net cumulé négatif jusqu'au terme de la Concession tel que prévu dans le Plan d'Affaires Actualisé et le montant de SOIXANTE (60) millions d'euros de pertes, le solde de cette différence étant divisé par le nombre d'années de la Concession restant à courir et versé chaque année au Concessionnaire par le Concédant.

63.2.3 Remboursement des compensations

Dans le cas où le Concédant serait amené à participer au versement des compensations susvisées, le Concessionnaire s'engage à restituer au Concédant les montants perçus à ce titre dès lors que le résultat net cumulé prévu dans le Plan d'Affaire Actualisé prévoit des perspectives d'améliorations et un niveau de perte inférieur au terme de la Concession à SOIXANTE (60) millions d'euros. En ce cas, le remboursement par le Concessionnaire des sommes versées par le Concédant s'effectuera jusqu'à l'atteinte d'un niveau de pertes de SOIXANTE (60) millions d'euros.

63.2.4 Réévaluation de la compensation

Chaque année, les montants dus au titre de l'article 63.2.2 sont réévalués sur la base du dernier Plan d'Affaires Actualisé et sont versés au Concessionnaire.

Ces montants pourront être réévalués en tant que de besoin par tout autre Plan d'Affaires Actualisé.

AL GR

63.2.5 Désaccord des Parties sur l'absence d'intérêt économique de la Concession

En cas de désaccord des Parties sur l'absence d'intérêt économique de la Concession, la Partie la plus diligente pourra saisir le Comité de Conciliation qui disposera d'un délai de UN (1) mois pour se prononcer sur l'absence ou non d'intérêt économique de la Concession en se fondant sur les principes figurant au présent article. Les Parties s'engagent à donner plein effet à la proposition du Comité de Conciliation sans préjudice d'un recours ultérieur auprès de la juridiction compétente en cas de désaccord avec la proposition du Comité de Conciliation et sans que ledit recours n'interrompe l'application des dispositions prévues aux articles 63.2.2 et 63.3.

63.3 Conséquences du non versement de la compensation

Si le Concédant ne souhaite pas verser les compensations spécifiées à l'article 63.2.2, et après un délai d'un mois à compter de la réception par le Concédant de la notification prévue à l'article 63.2.2 faite par le Concessionnaire ou, le cas échéant, de l'avis du Comité de Conciliation prévu à l'article 63.2.5, les Parties conviennent que la Concession sera résiliée à cette date, et le régime d'indemnisation de l'article 61 s'appliquera.

Article 64 – Résiliation pour cas de force majeure

Le Concédant a la faculté de résilier le Contrat en cas de désaccord persistant sur les mesures à prendre pour surmonter la force majeure ou en cas de force majeure affectant la possibilité de restaurer le service public dans les conditions prévues à l'article 65 ci-après.

Dans ce cas, le Concédant versera au Concessionnaire une indemnité calculée dans les conditions identiques à celles applicables en cas de résiliation pour absence d'intérêt économique.

Article 65 – Déchéance

En cas de manquement particulièrement grave du Concessionnaire ou de défaillances répétées du Concessionnaire entraînant des conséquences particulièrement graves pour le Service Public, le Concédant pourra prononcer la déchéance de la Concession et ce, pour des motifs autres que ceux prévus à l'article 67.

La déchéance pourra être prononcée par le Concédant après mise en demeure adressée au Concessionnaire lui demandant de remédier à son ou ses manquements et restée sans effet dans les soixante (60) jours de la date de la première présentation de la lettre de mise en demeure.

Dans le cas de déchéance de la Concession pour manquement non-corrigé du Concessionnaire aux obligations de la Concession, l'exécution du Service Public AUTOLIB' est poursuivie en utilisant les Biens de Retour et tout ou partie des Biens de Reprise. Dans ce cas, il est procédé contradictoirement entre le Concédant et le Concessionnaire à un inventaire descriptif des Biens de Reprise qui sont nécessaires pour assurer la continuité du Service Public, et, éventuellement, à la remise entre les mains du Concessionnaire de la partie de ces biens qui ne serait pas utilisée pour l'exécution du Service Public.

Sauf exercice par le Concédant de son droit de reprise, les Biens de Reprise utilisés pour assurer la continuité du Service Public sont remis au Concessionnaire dès que le Concédant a pu prendre les dispositions permettant d'assurer la reprise normale de l'exploitation du service public sans recourir à l'utilisation desdits Biens de Reprise, et au plus tard à l'échéance

convenue de la Concession. Ils sont alors remis dans un état conforme à l'utilisation normale qui en aurait été faite par un professionnel diligent. Dans le cas contraire, les frais de remise en état incombent au Concédant.

En cas de déchéance, le Concessionnaire recevra une indemnisation égale à la valeur non amortie des biens de Retour déduction faite des subventions non amorties ainsi que la valeur nette comptable des biens de Reprise que le Concédant aura décidé de conserver.

Au montant de cette indemnité il sera retranché une somme égale au préjudice subi par le Concédant dument justifié. Ce montant sera égal au solde de la garantie fournie par Bolloré et non encore appelé. En tout état de cause, le Concédant accepte par avance que cette somme soit limitée à un maximum de cinq (5) millions d'Euros

Cependant, le Concessionnaire ne pourra être déchu de la Concession suite à l'impossibilité pour lui d'obtenir le nombre suffisant de Stations ou Espaces nécessaires au bon fonctionnement du Service, à condition toutefois que cette impossibilité ne résulte pas d'un manquement qui lui serait imputable.

Article 66 – Manquements graves du Concédant

66.1. Retard de versement des subventions

En cas de manquement grave du Concédant constitué par un retard de plus de 3 mois dans le versement des subventions nécessaires pour la réalisation des Stations et Espaces, le Concessionnaire pourra suspendre ses investissements en cours jusqu'au paiement des dites subventions, après une mise en demeure assortie de justifications appropriées adressée au Concédant et restée sans effet au terme d'une période de SOIXANTE (60) jours suivant la date de sa première présentation.

Le Concessionnaire pourra alors saisir la juridiction compétente pour obtenir réparation du préjudice subi, correspondant, le cas échéant, au montant des frais financiers versés pour le financement des investissements du fait du non versement des subventions.

66.2. Autres manquements graves

En cas de manquement grave du Concédant à ses obligations, le Concessionnaire ne pourra saisir la juridiction compétente pour réparer le préjudice subi qu'après avoir préalablement saisi le Comité de Conciliation.

Dans le cas d'une résiliation pour manquements graves du Concédant décidée par cette juridiction, le Concessionnaire aura droit à réparation intégrale de son préjudice.

Article 67 : Résiliation pour abandon de la Concession

67.1 En cas d'abandon volontaire de la Concession par le Concessionnaire, résultant soit d'un arrêt total et définitif des fonctions essentielles du service, soit d'un ensemble d'actions de celui-ci conduisant à l'arrêt total et définitif de fonctions essentielles,

correspondant à l'impossibilité pour les abonnés d'utiliser normalement le Service Autolib', le Concédant pourra résilier la Concession. Dans ce cas, le Concessionnaire s'engage à ne verser qu'une pénalité globale et forfaitaire incluant tout préjudice éventuel de VINGT (20) millions d'Euros qui sera dégressive linéairement à partir de la quatrième année jusqu'à la fin de la Concession.

- 67.2 On entend par fonctions essentielles au sens du présent article la capacité pour tout abonné de prendre un véhicule dans une quelconque station Autolib' et de le rendre dans une quelconque autre station, en trace directe, dans le cadre normal de son abonnement et selon les conditions et modalités fixées par la Concession.
- 67.3 En cas de résiliation pour abandon de la Concession, le Concessionnaire recevra une indemnisation égale à la valeur non amortie des biens de Retour déduction faite des subventions non amorties ainsi que la valeur nette comptable des biens de Reprise que le Concédant aura décidé de conserver et le cas échéant, les indemnités prévues au point vi) de l'article 61 ci-avant étant entendu que ne peut être comprise dans le rétablissement de l'équilibre économique de la Concession la pénalité spécifiée à l'article 67.1 dont le Concessionnaire serait, le cas échéant, redevable au Concédant .

Article 68 – Dissolution, liquidation judiciaire

La dissolution ou la liquidation judiciaire du Concessionnaire met fin d'office à la Convention, aux torts, frais et risques du Concessionnaire dans les conditions d'indemnisation identiques à celles applicables en cas de déchéance.

AL *BR*

TITRE XIX – PARTENARIAT, PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les Parties reconnaissent que le Service Public AUTOLIB' est un Service Public nouveau imaginé par le Concédant et que le Concessionnaire s'est efforcé d'apprécier à sa juste mesure tout en proposant des investissements, une organisation et des modalités d'exploitation et de promotion permettant d'avoir les meilleurs chances d'atteindre les objectifs fixés en commun.

Les Parties reconnaissent qu'il est essentiel dans ces conditions d'organiser une étroite relation partenariale en pleine transparence.

Afin de donner les meilleures chances au déploiement du Service Public AUTOLIB' elles ont convenu d'établir entre elles une relation partenariale étroite visant à prévenir et résoudre par consensus et au fil de l'eau l'ensemble des difficultés d'interprétation ou de mise en œuvre de la présente Concession qui pourraient surgir tant au niveau des investissements dans chacune des phases que de l'exploitation.

A cet effet, les Parties s'engagent à participer à un Comité de Suivi et à soumettre tout litige éventuel à un Comité de Conciliation préalablement à toute autre forme d'instance chargée de trancher le litige.

Article 69– Comité de Suivi

Il est institué un comité de suivi (le « **Comité de Suivi** ») composé au minimum de cinq (5) représentants du Concédant et au minimum de cinq (5) représentants du Concessionnaire à parité égale. Chacun des représentants devra avoir une relation directe avec le Service Public AUTOLIB'.

Les personnes représentant chaque Partie seront nommées dans les QUINZE jours maximum de la Notification. Ils pourront être remplacés à tout moment par un autre représentant au gré de la partie que les a nommé.

Le rôle de ce comité est d'échanger sur une base régulière et au moins lors d'une réunion tous les 45 jours sur les conditions de réalisation de la Concession. En outre, le Comité s'attachera à prévenir et à régler toute difficulté.

Lors de la première réunion du Comité qui se tiendra dans un délai de QUINZE (15) jours à compter de la Notification, ce dernier précisera les conditions de son organisation et établira un règlement intérieur.

Ce règlement intérieur pourra notamment prévoir la création de Sous-comités plus particulièrement chargés d'assurer le suivi technique de situations particulières telles que Autorisations, travaux, exploitation, etc.

Ce Règlement pourra également prévoir la nomination d'une ou plusieurs personnalités extérieures ou d'experts plus particulièrement chargés de développer des relations harmonieuses entre les Parties, soit au niveau du Sous-comité soit, au niveau du Comité de suivi.

Aussitôt qu'une Partie estime qu'un malentendu est susceptible de naître à l'occasion de la mise en œuvre de la présente Concession, elle s'oblige, avant toute autre forme de procédure à

soumettre le malentendu ou litige potentiel au Comité de Suivi. Ce dernier fera tous ses efforts pour aboutir à une solution de consensus satisfaisante pour les deux parties.

Dans le cas où un différend subsisterait 30 jours après la saisine du Comité de Suivi, ce dernier disposera d'un délai de 15 jours pour établir un rapport synthétisant la position des Parties.

La Partie qui demeure non satisfaite devra, si elle entend poursuivre le processus de résolution amiable du différend, soumettre ce dernier dans un délai de TRENTE (30) à jours à peine de forclusion au Comité de Conciliation.

Article 70 – Comité de Conciliation

70.1 Constitution du Comité de Conciliation

Le Comité de Conciliation est composé de trois (3) membres dont les qualités personnelles et morales et l'expérience dans les relations public-privé pour des projets complexes comparables est notoire.

Dans un délai de QUINZE (15) jours calendaires suivant la demande de saisine du Comité de Conciliation, chaque Partie désignera UN (1) membre et le troisième membre, qui sera le Président du Comité de Conciliation, sera choisi d'un commun accord entre les deux (2) membres ainsi désignés. A défaut d'accord dans un délai de quinze (15) jours calendaires, le Président du Comité de Conciliation sera désigné par le Président du Tribunal Administratif de Paris à la requête de la Partie la plus diligente.

Chaque membre du Comité de Conciliation doit s'engager avant d'accepter sa nomination à se rendre disponible pour participer aux travaux du Comité de Conciliation.

Il doit, en outre, déclarer toutes situations de conflits d'intérêts eu égard à ses fonctions et relations passées et s'interdire de développer toutes relations de ce type avec l'une des Parties pendant une période de deux (2) années à compter de la date de la dernière proposition de solution du Comité de Conciliation.

Dans l'éventualité où l'un des membres du Comité de Conciliation nommé viendrait à démissionner, décéder ou ne serait plus apte à assumer ses fonctions, un membre remplaçant sera nommé de la même manière que le membre nommé à l'origine. Ce successeur aura les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que le membre originel.

Les membres du Comité de Conciliation sont rémunérés selon les grilles tarifaires applicables aux conciliateurs dans le règlement de la Chambre de Commerce Internationale.

70.2 – Procédure

70.2.1 Dans les huit (8) jours calendaires suivant sa constitution, le Comité de Conciliation transmettra aux Parties l'acte de mission de la Conciliation proposant la procédure à suivre par cette dernière, indiquant notamment les délais à respecter pour l'échange des mémoires et le déroulement des audiences.

L'acte de mission de la Conciliation devra proposer une procédure rapide et adaptée qui ne pourra en aucun cas dépasser quatre vingt dix (90) jours calendaires. Les Parties devront

donner leur accord sur l'acte de mission de la Conciliation dans les huit (8) jours calendaires suivant leur réception.

70.2.2. En cas de désaccord persistant de plus de quinze (15) jours sur l'acte de mission, l'acte de mission établi par le Comité de Conciliation s'imposera alors aux Parties.

En cas de conciliation les Parties signeront sous l'égide du Comité de Conciliation un accord qui mettra un terme définitif à leur différend et dont elles s'engagent à en être irrévocablement liées.

En cas de non conciliation à l'issue de la période de 90 jours, le Comité de Conciliation indiquera aux Parties par notification écrite la solution de conciliation qu'il préconise assortie d'un argumentaire succinct.

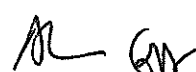
Les Parties disposeront alors de 15 jours pour accepter ou refuser cette proposition ou s'entendre pour toute autre solution acceptable par elles.

En cas de désaccord persistant à l'issue de cette période de 15 jours, les Parties soumettront le litige à la juridiction compétente dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.

Article 71 – Attribution de juridiction

Tout litige ou différend qui n'aurait pu faire l'objet d'une solution amiable ou d'une conciliation sera soumis au Tribunal administratif de Paris.

Le litige sera réputé avoir été constitué à l'issue de la période de 15 jours suivant la proposition de conciliation faite par le Comité de Conciliation ou à compter de la date à laquelle la conciliation a définitivement échoué.



TITRE XX – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 72 – Entrée en vigueur de la Concession

La Concession entrera en vigueur à la date de sa Notification.

Article 73 – Divisibilité des clauses

Les Parties conviennent que si une ou plusieurs clauses du présent article s'avéraient nulles au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité du présent contrat, ni altérer la validité des autres dispositions.

Article 74 – Annexes

Les annexes (dont la liste est donnée ci-après) et auxquelles il est fait référence dans la présente Concession forment un tout indivisible avec elle. En cas de contradiction entre les annexes et le corps de la présente Concession, ce dernier prévaut.

Article 75 – Correspondance

Pour l'exécution de la Concession, toute notification sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou télécopie confirmée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toute notification sera réputée avoir été reçue à la date de première présentation de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou en cas de télécopie, à compter de la date d'émission de la télécopie.

Les notifications effectuées en vertu de la Concession seront faites aux adresses suivantes :

- Concédant :

Syndicat Mixte Autolib'
16, rue de la Banque
75002 PARIS

- Concessionnaire

AUTOLIB'
31/32 Quai de Dion Bouton
92800 PUTEAUX

Article 76 – Élection de domicile

Au titre de la présente Concession, les Parties élisent domicile à leurs adresses respectives prévues à l'article 75 « Correspondance ».

Article 77 – Frais de publication

ML GR

Les frais de publication de la Concession, ainsi qu'éventuellement les droits fiscaux portant sur ces pièces, sont supportés par le Concessionnaire.

AL Gur

LISTE DES ANNEXES

- **Annexe A8-1** : Délimitation de la « Limite de la concession » et du « Périmètre de la concession »
- **Annexe A8-2** : Délimitation des « Périmètres en voirie »
- **Annexe A8-3** : Identification des « Périmètres hors voirie »
- **Annexe A8-4** : Plan d'Affaires conventionnel
- **Annexe A8-5** : Description des Espaces et Stations AUTOLIB'
- **Annexe A8-6** : Objectifs de performance
- **Annexe A8-7** : Emplacement Bornes de recharge électrique Mairie de Paris
- **Annexe A8-8** : Processus à suivre pour l'obtention des Autorisations, liste des Autorisations et délais d'obtention, conséquence des retards dans l'obtention, statut et modalités de fonctionnement du Guichet Unique
- **Annexe A8-9** : Dossier type de travaux
- **Annexe A8-10** : Programme prévisionnel de réalisation des Stations et Espaces
- **Annexe A8-11** : Liste et description des Installations et leurs coûts estimés
- **Annexe A8-12** : Structure de la comptabilité de la Concession
- **Annexe A8-13** : Indice applicable à la clause d'indexation des tarifs
- **Annexe A8-14** : Montant de l'indemnisation pour l'occupation de Périmètre hors voirie
- **Annexe A8-15** : Liste des Biens de retour
- **Annexe A8-16** : PV Autorisation représentant Syndicat Mixte à signer Concession
- **Annexe A8-17** : Pénalité de retard paiement subvention par Concessionnaire
- **Annexe A8-18** : Principes généraux guidant l'établissement des conditions générales d'accès Autolib'
- **Annexe A8-19** : Principes et modalités de mise en œuvre de la Garantie de bonne exécution
- **Annexe A8-20**: Grille de tarification

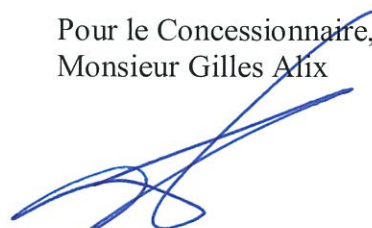
- **Annexe A8-21:** Indicateurs de dégradation de la situation financière du concessionnaire
- **Annexe A8-22 :** Assurances
- **Annexe A8-23 :** Conditions d'emploi des salariés du Concessionnaire
- **Annexe A8-24 :** Protocole fixant les conditions d'implantation des stations et espaces Autolib' dans les Périmètres Hors voirie
- **Annexe A8-25 :** Bordereaux de Prix liés à l'installation des bornes de charge "recharge électrique"

A Paris, le 25 février 2011

Pour le Concédant,
Madame Annick Lepetit

A black ink signature, appearing to be 'AL', written in a stylized, cursive manner.

Pour le Concessionnaire,
Monsieur Gilles Alix

A blue ink signature, appearing to be 'GA', written in a stylized, cursive manner.

